

هناك امر في الامر

# Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15662 - 7 F

DIMANCHE 4 - LUNDI 5 JUIN 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## Des peintures rupestres vieilles de 30 000 ans

L'analyse des œuvres découvertes dans la grotte Chauvet, en Ardèche, montre qu'elles sont les plus anciennes du monde connues à ce jour. p. 22

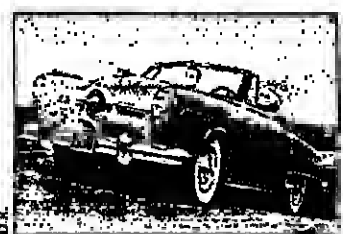
## Jacques Chirac réaffirme la priorité de l'emploi

Consacrant son premier déplacement en province à la Corrèze, le président de la République y a retrouvé les accents de sa campagne, soulignant que l'emploi est la priorité de l'action gouvernementale. p. 7

## L'enseignement catholique veut se faire entendre

L'Unapel se réunit à Strasbourg du 3 au 5 juin. Les parents d'élèves du privé entendent profiter de l'élection de M. Chirac pour faire aboutir certaines de leurs revendications. p. 8

## Les souvenirs du designer Raymond Loewy



Une partie des archives personnelles de Raymond Loewy sera mise en vente à Houdan (Yvelines). Créateur de nombreux objets mythiques, cet Américain d'origine française avait fait de la beauté un argument commercial. p. 18

## Quand la Hongrie perdit les deux tiers de son territoire

Il y a soixante-quinze ans, le traité du 4 juin 1920 priva les Hongrois de la plus grande partie de leur territoire historique. Trois millions et demi de Hongrois d'origine furent exclus des nouvelles frontières. p. 10

## Jacques Toubon au « Grand Jury »

Jacques Toubon, ministre de la Justice, est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 4 juin à partir de 18 h 30. « Le grand jury RTL-Le Monde » est aussi télévisé en direct sur la chaîne câblée RTL 9.

## Les éditoriaux du « Monde »

L'après-Tanamen : la stratégie du FN. p. 12

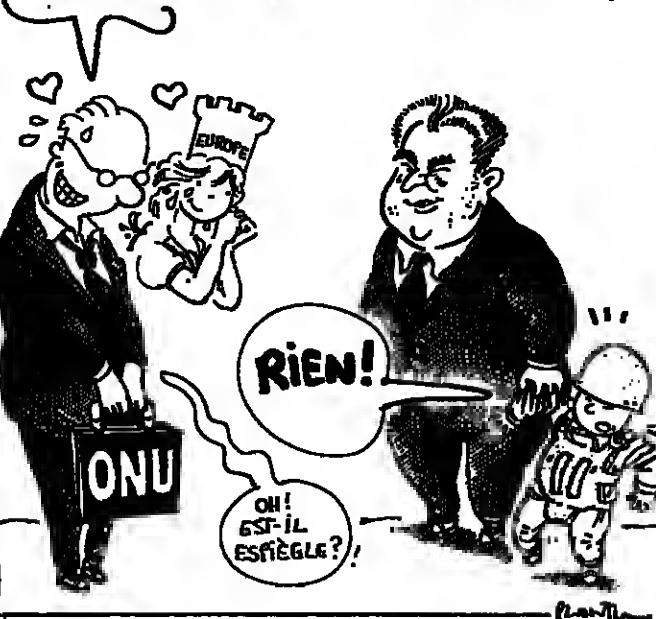
## Les Serbes alternent menaces et concessions pour éviter le renforcement de la Forpronu

La libération de cent vingt « casques bleus » est un signal adressé aux Occidentaux

LA CRISE des otages de Bosnie est entrée dans une deuxième phase : les milices sécessionnistes serbes, après avoir libéré, vendredi 2 juin, 120 de leurs prisonniers, pourraient vouloir négocier l'élargissement des quelque 250 « casques bleus » qu'elles retiennent encore, contre l'arrêt du renforcement de la Forpronu que les Occidentaux devaient envisager, samedi 3 juin, à Paris. Alors que quatorze ministres de la défense et leurs chefs d'état-major devaient se réunir au Centre des conférences de l'avenue Kléber pour mettre sur pied une force de réaction rapide, destinée à épauler la Forpronu en cas de besoin, les Serbes de Bosnie ont adressé des signaux contradictoires aux Occidentaux. D'un côté, ils ont libéré 120 otages, dont 63 Français ; de l'autre, ils ont abattu un F-16 américain, fait prisonnier son pilote et appréhendé de nouveaux membres du personnel de l'ONU en Bosnie (16 Français, 3 Ukrainiens et une trentaine de Canadiens).

Le fait que la libération d'un premier groupe d'otages soit intervenue quelques heures avant la réunion de Paris d'est sans doute pas fortuit. Pour les Serbes de Bosnie, il s'agirait d'adresser le message

ALORS ? QU'EST-CE QU'ON DIT À MONSIEUR MILOSEVIC QUI T'A RETROUVÉ ?



sulvant aux Occidentaux : l'élargissement des autres otages pourra dépendre du ton de la réunion de Paris et des décisions qu'adopteront les ministres de la défense. En

d'autres termes, les milices – et le président de la République de Serbie, Slobodan Milosevic – craignent le renforcement de la Forpronu coïncidé par la France et la

Grande-Bretagne ; les autres « casques bleus », encore détenus, serviraient de monnaie d'échange, pour éviter que la présence militaire des Occidentaux en Bosnie ne soit par trop musclée.

A Paris, le ton restait ferme : « Nous attendons maintenant la libération sous défilé de l'ensemble des otages », disait-on, au Quai d'Orsay. La libération de certains des otages, voire de leur totalité, ne change rien au fait que la situation qui prévalait avant la crise était déjà intenable pour la Forpronu. Le renforcement du dispositif des Nations unies en Bosnie demeure donc à l'ordre du jour, ce qui passe par la modification de son mandat et par la constitution de la force de réaction rapide.

A Belgrade, on s'est efforcé de souligner le rôle qu'aurait joué M. Milosevic en faisant pression sur les Serbes de Bosnie pour qu'ils fassent « un geste ». Le président de la République de Serbie aurait personnellement informé Jacques Chirac de la libération des 120 « casques bleus », parmi lesquels figureraient, outre les 63 Français, des Britanniques, des Canadiens et des Suédois.

Lire page 2

## Le président Eltsine et la pomme de terre

MOSCOU de notre envoyée spéciale

Si les pénuries ne sont plus aujourd'hui le lot de la ménagère russe, l'abondance de produits alimentaires variés, mais le plus souvent importés, pose de nouveaux problèmes. « C'est un interprète qu'il me faut lorsque je fais les courses », déplore Macha, soixante ans, songeuse devant un pot de miel canadien qu'elle avait pris pour de la mayonnaise. En effet, hormis l'apparition récente des soupes Knorr libellées en cyrillique, la plupart des produits des gastronomes (magasins d'alimentation) sont étiquetés en langue étrangère.

Il n'en fallait pas plus pour que Boris Eltsine, lors d'une récente escapade à la campagne, se fasse le porte-parole, faussement indigné, des babouchkas désorientées. « Ça ne peut pas durer, a-t-il tempêté. 80 % des produits de consommation vendus à Moscou sont importés, quand nos fermiers ne peuvent plus écouler leur production. » Vantant la bonne qualité de la pomme de terre locale, le chef de l'Etat a déploré « le goût de plastique » de la tubercule étrangère, « si dure »

qu'il faut « un dentier neuf pour pouvoir la mâcher ». « Nos produits agricoles ont bien meilleur goût. Ils contiennent moins de nitrates et presque pas d'additifs », a renchérit le président, tout en promettant « une diminution » des importations de ces produits – sans plus de précisions. D'ailleurs, une augmentation des taxes sur les produits importés devrait entrer en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juillet, les mettant définitivement hors d'atteinte de la bourse du consommateur moyen.

Les produits russes sont-ils, pour autant, en mesure de prendre la relève ? A en juger par les quelques bouteilles de « kéfir » (yaourt liquide) et les conserves de poisson qui, sans date limite de vente, se battent en duel dans les magasins, la bataille est loin d'être gagnée.

En jouant sur la fibre sensible des agriculteurs, Boris Eltsine cherchait sans doute à les préparer au pire. La mauvaise nouvelle est effectivement arrivée, vendredi 2 juin, lorsque le ministre de l'Agriculture a annoncé la fin des subventions de l'Etat pour ce secteur, lanterne rouge de l'économie russe d'hier et d'aujourd'hui. Les kolchozes, rebaptisés « sociétés par actions » depuis l'ère des

réformes, devront désormais s'adresser aux banques commerciales.

Or ces fermes d'Etat ne sont pas rentables, le matériel est souvent obsolète et les bras manquent même pour le ramassage de la récolte, auquel les appels du contingent sont régulièrement conviés. Quant au sort des fermiers indépendants, dont le nombre ne dépasse pas les dix mille, il n'est guère plus encourageant. Grévés d'impôts, honnis des potentats locaux, proies de l'administration toute-puissante, nombre d'entre eux rendent leurs tabliers et se font « tchelnoki », ces Russes spécialisés dans la revente de biens importés, acquis à Istanbul ou Dubaï puis revendus sur les marchés « sauvages » de la capitale.

N'en déplaise au patriotisme alimentaire de Boris Eltsine, il n'est donc pas étonnant que la production agricole soit en chute libre depuis cinq ans. A tel point que le porte-parole du FSB (ex-KGB) a renoué avec d'anciennes traditions en affirmant que les chiffres de la récolte 1995 seront tout bonnement... tenus secrets !

Marie Jégo

## L'insaisissable « communauté internationale »

QUI DÉCIDE de ce qu'il faut faire en Bosnie ? Jacques Chirac et John Major, qui appellent à la fermeté ? L'Union européenne, l'OTAN, le « groupe de contact » ser l'ex-Yugoslavie, qui font de même ? Les quinze ministres de la défense, réunis samedi 3 juin à Paris ? Le Conseil de sécurité de l'ONU, en dernière instance ?

L'une des raisons qui rendent difficile à déchiffrer le traitement de la crise bosniaque dans sa phase actuelle est la multiplicité des instances qui prennent la parole, soit pour dire la même chose, soit pour se renvoyer la balle mutuellement, moyennant un tour de passe-passe qui ressemble au syndrome du dédoublement de la personnalité.

Compte tenu, par exemple, que la Chine fait le mort à l'ONU, qu'est-ce qui peut bien distinguer le Conseil de sécurité des Nations unies du « groupe de contact » sur l'ex-Yugoslavie, qui rassemble les quatre autres membres permanents (Etats-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne) et l'Allemagne ? L'ONU, qui est-ce sinon d'abord ceux-là ?

Depuis le début des conflits

dans l'ex-Yugoslavie, le va-et-vient entre les grandes puissances et l'insaisissable « communauté internationale », que l'ONU est supposée incarner, a discrédité les uns et l'autre. Pendant deux ans, il a effectivement servi à diluer les responsabilités. Au début de la guerre en Bosnie surtout, c'est-à-dire à une époque où les Occidentaux avaient les mains plus libres parce que ce conflit n'intéressait pas encore la Russie, il leur a permis de masquer, derrière l'impuissance alléguée de la « communauté internationale », ce qui n'était en fait que la résultante de leur propre manque de volonté.

Cependant, contrairement à l'impression qu'ont produite les multiples réunions internationales de ces derniers jours, c'est peut-être cela qui est en train de changer à la faveur de la crise actuelle, plus sûrement encore qu'en d'autres épisodes précédents, tel l'ultimatum lancé par l'OTAN aux Serbes, en février 1994, à Sarajevo. Deux pays – la France et la Grande-Bretagne – ont, en effet, décidé de desserrer le carcan dans lequel ils s'étaient volontairement enfermés, en changeant les règles

qui présidaient jusque-là à l'intervention en Bosnie.

L'exercice a certes ses limites : la Forpronu existe, la raison commande de la maintenir pour l'instant en Bosnie et il n'est, par conséquent, pas question de torpiller le système « onusien » dont elle est issue. Aucune puissance ne peut, au demeurant, prétendre agir seule sur ce terrain, ni ne veut se passer de la caution des Nations unies, ce qui serait prendre un risque trop important avec la Russie.

Toute décision continuera donc de passer par le Conseil de sécurité, avec les prudenances que cela implique. Mais ce dont les Occidentaux cherchent à se libérer, c'est de cette culture « onusienne » dite du « maintien de la paix », qui a dépassé, ces dix derniers jours, les limites de l'absurde, avec ce que les « casques bleus » endurent des Serbes de Bosnie.

Tel est le sens du coup de colère de Jacques Chirac, la semaine dernière. Tel est le sens du « renforcement » de la Forpronu réclamé par les Occidentaux et de la force d'action rapide multinationale, échappant

aux lenteurs bureaucratiques des prises de décision de l'ONU, qu'ils veulent mettre à sa disposition. De précédentes initiatives (notamment la mission confiée aux « casques bleus » en 1993 de protéger les « zones de sécurité », y compris en recourant à l'aviation de l'OTAN) allaient déjà dans la même direction et les efforts actuels seraient vains s'ils n'avaient pas pour but de leur redonner vie.

Mais la force d'action rapide, si elle voit le jour, pour permettre à ces missions de s'exercer pleinement, sera une nouvelle démonstration (après bien d'autres, en Bosnie et ailleurs) que l'ONU, en tant que telle, n'est pas en mesure d'utiliser le fameux chapitre 7 de sa Charte autorisant le recours à la force et que ce dernier ne sert qu'à légitimer des interventions conduites par les seules grandes puissances occidentales. Une nouvelle démonstration, en somme, que la « communauté internationale » n'existe pas et que, même si l'on croit devoir en entretenir la fiction, il ne sert à rien de chercher à s'abriter derrière elle.

Claire Tréan

## Le juge Halphen a mis en examen deux dirigeants de l'Office HLM de Paris

LES DEUX AFFAIRES judiciaires touchant la gestion des logements sociaux de la ville de Paris ont connu de nouveaux rebondissement. D'une part, dans l'affaire des HLM de Paris, le juge Eric Halphen a, mercredi 31 mai, mis en examen pour « trafic d'influence » deux dirigeants de l'Office public d'aménagement et de construction (OPAC) de la ville de Paris. Il s'agit de l'actuel sous-directeur chargé de la gestion du patrimoine de l'OPAC, Jean-Louis Grapin, et de Michel Clisson, sous-directeur chargé de l'environnement. D'autre part, l'affaire du pot-de-vin perçu par un militant RPR, en contrepartie de l'attribution accélérée d'un logement à un journaliste d'InfoMatin, est entrée, vendredi 2 juin, dans sa phase judiciaire. Les deux juges d'instruction parisiens désignent pour instruire ce dossier, Françoise Desset et Guy Ripoll, ont mis en examen pour trafic d'influence quatre personnes, parmi lesquelles Henri Pozza, maire-adjoint (RPR) du douzième arrondissement, et Patrice Cayeux, le militant qui a reconnu avoir perçu une enveloppe de 30 000 francs. Ce dernier, ainsi que l'un de ses amis qui aurait servi d'intermédiaire, ont été placés en détention provisoire. Les deux juges vont maintenant tenter de savoir si le mécanisme mis en place dans le douzième arrondissement participait d'un système organisé de corruption.

Lire page 8

## Les New-Yorkais redécouvrent « West Side Story »



JEROME ROBBINS

LA MAGIE de West Side Story fonctionne toujours. Les New-Yorkais se sont attachés les places au Lincoln Center où le New York City Ballet de Jerome Robbins reprend, pour la première fois depuis sa création en 1957, la version intégrale des danses de la célèbre comédie musicale. Ovation debout, prolongation du spectacle... C'est un nouveau triomphe pour Jerome Robbins, à qui l'on doit la chorégraphie de l'œuvre de Leonard Bernstein et son adaptation pour le cinéma, qu'il réalisa, avec Robert Wise, en 1960.

Robbins fêtera, le 11 octobre, ses soixante-dix-sept ans. Né de parents juifs émigrés, il signe en 1944, déjà sur une musique de Bernstein, sa première chorégraphie, Fancy Free, qui lui ouvre l'accès à Broadway. Mais c'est avec George Balanchine qu'il veut collaborer et entre, en 1948, au célèbre New York City Ballet. Quand « Mister B. » meurt en 1983, Robbins prend la direction du NYCB, qu'il quitte en 1992. Il vient de faire mentir son maître, selon lequel les danseurs du NYCB n'étaient « pas assez bagarreurs » pour danser West Side Story.

Lire page 19

M 0146 - 0604 - 7.00 F



## EX-YOUGOSLAVIE

Les Serbes de Bosnie ont multiplié les signaux contradictoires, vendredi 2 juin, en libérant cent vingt « casques bleus » peu après avoir abattu un

chasseur américain. Quelques heures plus tard, ils procédaient à de nouvelles arrestations de soldats de l'ONU. ● LES ÉTATS-UNIS ont exprimé des réserves sur les options

proposées par le secrétaire général de l'ONU pour renforcer la Forpromu. M. Boutros-Ghali a annoncé l'envoi d'un de ses conseillers en « mission urgente » dans l'ex-You-

goslavie, et a souhaité que la force de réaction rapide projetée par la France, et la Grande-Bretagne soit constituée sous l'égide de l'ONU. ● A PARIS, quatorze ministres de la

défense et leurs chefs d'état-major, appartenant à l'OTAN et à l'Union européenne, devaient participer samedi à une réunion consacrée à la mise en place de cette unité.

## Les Serbes de Bosnie soufflent le chaud et le froid

La libération de cent vingt « casques bleus » a coïncidé avec la destruction d'un avion américain et une nouvelle prise d'otages de soldats de l'ONU. A l'invitation de la France, l'OTAN et l'Union européenne vont tenter d'organiser le renforcement de leur présence militaire

LES SERBES DE BOSNIE ont fait preuve, en cette fin de semaine, à la fois de modération et de durcissement. Après avoir abattu un chasseur américain F-16 au-dessus de la Bosnie et capturé son pilote, ils ont procédé, vendredi 2 juin, à la libération de 120 « casques bleus » parmi les quelque 400 soldats et observateurs qu'ils retiennent en otage. Et une trentaine de Canadiens et seize Français ont, le même jour, été placés « sous la surveillance » de la police militaire serbe bosniaque. Radovan Karadzic, le chef des milices sécessionnistes, a fait savoir qu'il attendait un « signe de bonne volonté » de la communauté internationale avant de libérer d'autres otages, et a souligné qu'il ne pouvait « dire comment se déclencher la dynamique de la libération ».

C'est la présidence serbe qui a annoncé, dans la soirée de vendredi, la remise en liberté d'un « premier contingent » de « casques bleus ». La télévision serbe bosniaque a diffusé les images des soldats de l'ONU regroupés à la frontière serbe de Mali Zvornik. Ils ont été accueillis par Aleksa Buha, ministre des affaires étrangères des Serbes de Bosnie, avant d'être pris en charge par Jovica Stanisic, chef de la sécurité d'Etat de la République de Serbie et envoyé spécial du président Slobodan Milosevic. Les « casques bleus » devaient être rapatriés par avion sur Zagreb dans la journée de samedi.

## A L'APPEL DE M. MILOSEVIC

D'après un communiqué officiel publié à Belgrade, c'est à la demande expresse du président Milosevic que les Serbes de Fala (le chef des milices) ont rendu leurs otages aux autorités de la République de Serbie. « Les dirigeants de la République serbe (de Bosnie) ont accepté l'appel du président Mi-

losevic en faveur d'une libération du personnel des Nations unies, pour démontrer qu'ils étaient prêts à faire un pas en direction d'un règlement de la crise ».

Quelques heures après cette annonce, les forces serbes de Bosnie n'en ont pas moins pris une trentaine de « casques bleus » canadiens dans différents postes d'observation, qu'ils ont placés sous surveillance au commissariat de police d'Ilijas, à l'indiqué le lieutenant-colonel Gary Coward, porte-parole de l'ONU.

Dans des conditions similaires, trois Ukrainiens ont été détenus à Gorazde, et seize « casques bleus » français du poste de Bare, près de Sarajevo, ont été conduits à Blazuj.

## POLÉMIQUE ONU-CICR

La police militaire serbe bosniaque, accompagnée d'observateurs militaires démunis, a fait sortir les « casques bleus » français encerclés en leur annonçant une « attaque bosniaque » imminente, selon la Forpromu. Deux sous-officiers sont restés à leur poste pour garder les véhicules blindés et leur armement collectif. Une polémique s'est ouverte, à ce sujet, entre l'ONU et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), lequel estimait que les « casques bleus » ne sont pas des otages car l'ONU serait devenue « partie au conflit ».

A Belgrade, la Yougoslavie a proposé, vendredi, un cessez-le-feu d'un mois en Bosnie de manière à faire retomber la tension consécutive à la crise des otages. « Il faut de toute urgence exercer des pressions sur toutes les parties en Bosnie pour faire taire les armes pendant au moins un mois », a déclaré le vice-ministre des affaires étrangères Zivadin Jovanovic. Il s'est refusé à toute indication sur le déroulement des discussions

menées entre le président Milosevic et l'ambassadeur américain Robert Frasure, en précisant toutefois que les conditions d'une reconnaissance de la Bosnie-Herzégovine par Belgrade n'étaient pas encore réunies : « Nous voudrions voir les conditions réunies pour une reconnaissance, à savoir la paix, un consensus sur les arrangements constitutionnels du futur Etat bosniaque, et sa délimitation territoriale », a déclaré M. Jovanovic.

Le Conseil de sécurité de l'ONU, « consterné » par la destruction du chasseur américain, a exigé une nouvelle fois « la libération inconditionnelle de tous les otages » encore détenus par les Serbes.

Le secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, a décidé d'envoyer un de ses conseillers en « mission urgente » dans l'ex-Yougoslavie. Le diplomate indien Chinmaya Ghemawat devra tenter d'accrocher la libération du personnel de l'ONU et tenir compte, selon M. Boutros-Ghali, « de la nécessité pressante de rétablir la liberté de mouvement de la Forpromu, d'arrêter les combats dans et autour de Sarajevo, ainsi que dans les autres zones de sécurité, et de permettre la reprise de la fourniture de services » à la capitale bosniaque.

## ENTRETIEN CHINMAYA GHEMAWAT

Interrogé sur la force de réaction rapide que la France et la Grande-Bretagne devaient tenter de mettre sur pied ce samedi à Paris avec deux autres pays occidentaux, le secrétaire général a estimé qu'on tel dispositif ne pouvait que faire partie de l'ONU, « parce que nous ne pouvons nous permettre d'avoir deux commandements ».

Le président Bill Clinton a autorisé les États-Unis à offrir du matériel et un soutien logistique, mais pas de troupes à cette force alliée de réaction rapide en Bos-

nie. M. Clinton a reçu le secrétaire à la défense, William Perry, et le chef d'état-major interarmes, le général John Shalikashvili, avant leur départ pour Paris où ils devaient participer à la réunion organisée par la France.

Les présidents américain et français ont eu à ce sujet, vendredi, un nouvel entretien téléphonique. Selon le communiqué de l'Élysée, Jacques Chirac a souligné « les efforts en cours de la France et d'autres pays concernés, dont la Grande-Bretagne, afin de mettre en œuvre les décisions prises concernant le renforcement de la Forpromu, et en particulier la constitution d'une brigade de réaction rapide multinationale ». Le président français a également souligné « la nécessité d'une relance diplomatique forte », et Bill Clinton a « marqué son accord sur ces points ».



## Un revers de plus pour la position de Washington

## WASHINGTON

de notre correspondant

La destruction d'un avion F-16 américain, vendredi 2 juin, au-dessus de la Bosnie, est un revers de plus pour la politique bosniaque de l'administration Clinton, soucieuse de limiter au maximum l'implication de soldats américains dans le conflit de l'ex-Yougoslavie. D'autres avions de l'OTAN ont été pris pour cible dans le passé, et abattus, mais c'est la première fois qu'un avion américain est atteint. L'appareil a, apparemment, été touché par un missile Sam-6 tiré par les batteries serbes situées près de la ville de Banja Luka, au nord-ouest de la Bosnie. L'avion s'écrasait en « mission de routine » dans le cadre de l'opération « Interdiction de survol » (« Deny Flight ») de l'OTAN, mise en place en avril 1993.

Il est probable que certains congressistes vont exiger une réponse, voire une riposte américaine, et que Pincindeva renforcera le camp des partisans d'une levée unilatérale de l'embargo sur les armes à destination des musulmans bosniaques. La Maison Blanche s'est montrée prudente, le président Clinton soulignant que la politique américaine à l'égard de la Bos-

nie « reste en vigueur », ce qui signifie que Washington a l'intention de continuer à « participer avec l'OTAN à la mise en application » des résolutions des Nations unies. Le porte-parole de la présidence a stigmatisé le comportement « irresponsable » des Serbes bosniaques, qui « se transforment en proscrits et en parias internationaux ».

Pour Bill Clinton, qui affronte une levée de bouillottes au Congrès depuis qu'il a envisagé l'envoi de troupes terrestres en Bosnie afin d'aider au redéploiement des « casques bleus », cet événement tombe mal. Soutien d'atténuer l'impact politique de ce qui a été perçu comme une « défaite » de la politique des États-Unis, le président a souligné qu'une éventuelle intervention des forces américaines serait « strictement limitée » quant à sa durée et son ampleur. Qu'ils soient républicains ou démocrates, la plupart des membres du Congrès sont hostiles à l'envoi de troupes terrestres, sauf dans le cas où il s'agit de permettre une évacuation générale du dispositif de la Forpromu.

Laurent Zecchini

## Quatorze ministres de la défense se réunissent à Paris pour muscler la Forpromu

Les missions et la composition de la force de réaction rapide en projet restent floues

LE MINISTRE français de la défense, Charles Millon, devait réunir, samedi après-midi 3 juin, à Paris, ses homologues, accompagnés de leurs chefs d'état-major, de treize pays membres de l'Alliance atlantique et de l'Union européenne (Allemagne, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Royaume uni, Suède et Turquie) pour examiner les mesures nécessaires au renfort de la Forpromu et les nouvelles actions censées lui permettre de remplir son mandat. D'autres pays de la Forpromu, comme la Russie,

l'Ukraine, l'Égypte, la Jordanie, le Pakistan ou la Malaisie, n'ont pas été conviés.

Le principe de cette rencontre avait été annoncé, en milieu de semaine, par Alain Juppé, premier ministre, à l'Assemblée nationale. La réunion a été précédée, vendredi après-midi 2 juin, par des travaux préparatoires, réunissant des représentants d'état-major et des experts. Parmi les sujets évoqués devaient figurer, notamment, la création éventuelle d'une force de réaction rapide - une brigade multinationale de quelque 4 000 hommes - proposée par la France

(Le Monde du 1<sup>er</sup> juin). Cette force mobile et plus lourdement équipée (en pièces d'artillerie, blindés et hélicoptères) que ne le sont actuellement les « casques bleus » est, pour l'essentiel, vouée à soutenir la Forpromu, en intervenant contre des prises d'otages ou en facilitant la liberté de circulation des convois.

Au départ, le projet français est de bâtir un dispositif placé sous le drapeau de l'ONU sans, pour autant, porter le baret bleu, pour manifester la volonté des pays participants de réagir de façon autonome si le besoin s'en faisait sentir. De cette façon, la brigade disposerait de son propre « patron » - un officier général dont la nationalité n'a pas encore été choisie - et d'un état-major spécifique. Elle serait, par délégation du commandement de la Forpromu à Zagreb, sous le contrôle opérationnel local du général Rupert Smith, le Britannique qui est à la tête des forces de l'ONU en Bosnie. Ce statut, s'il est retenu, rappelle celui qui fut adopté pour le premier contingent français de 1 300 hommes à Bihac, en octobre 1992.

L'idée est de faire savoir, par le biais de cette force, aux différentes factions en ex-Yougoslavie que, si force de la paix il y a, il n'est pas question que les « casques bleus » puissent être impunément attaqués. Il n'est pas assuré océaniques que les milices, qui feront face à un tel dispositif, sachent - ou veulent - faire la différence entre les « casques bleus » et leurs « protecteurs » sous leur baret national.

Cette brigade devrait être créée le plus rapidement possible. D'ores et déjà, la Grande-Bretagne pourrait y détacher les quelque 1 200 hommes qu'elle est en passe

de cartonner en Bosnie dans le cadre des renforts en cours d'acheminement, l'armée britannique ayant mis, d'autre part, 5 000 hommes en alerte sur son propre territoire. La France pourrait envoyer entre 1 500 et 2 000 hommes, qui sont, pour l'instant, stationnés sur son sol, mais elle pourrait y intégrer tout ou partie des 800 commandos déjà embarqués sur son porte-avions Foch en Adriatique. Le Royaume-

ployer certains de leurs hommes sur place en Bosnie.

Les Américains sont indirectement présents dans la région, avec leur porte-avions Theodore Roosevelt et des navires amphibies, à bord desquels ont embarqué quelque 2 000 marines pour des missions encore floues.

D'autres sujets devaient être à l'ordre du jour de la réunion de Paris. La France, puissance invitante, compte poser, par exemple, le pro-

## L'ancien chef de la Forpromu à Zagreb dénonce l'« absurdité » du dispositif ONU-OTAN

Dans le mensuel Terre Magazine, rédigé par l'état-major de l'armée de terre, le général d'armée Bertrand de Lapresle, qui fut le chef de la Forpromu à Zagreb durant une année et qui est devenu en mars inspecteur général des armées françaises, tire les deux enseignements majeurs de son commandement. D'abord, « l'absurdité de l'opération : casques bleus ONU + appui aérien OTAN = capacité d'imposer durablement une solution de force ». Ensuite, « l'impossibilité de passer en douceur d'une posture de maintien de la paix à une posture de réaction : casques bleus ONU + appui aérien OTAN = capacité d'imposer durablement une solution de force ». Le général de Lapresle distingue deux enjeux principaux. Le premier « vise à circonvenir le conflit, qui se situe à quelques centaines de kilomètres de notre espace national, pour éviter qu'il n'embrase par effet de contagion les Balkans et au-delà ». Le second est de nature humanitaire puisque, sans l'aide de la Forpromu, « un désastre se serait inévitablement produit, qui se serait ajouté aux drames humains de la guerre civile et du nettoyage ethnique ».

Uni et la France attendent que d'autres États européens s'associent au projet, à commencer par les Pays-Bas (avec 200 à 300 hommes). Mais on reconnaît, dans les états-majors français, que, si une majorité de pays soutient ce plan d'une force dite de théâtre, peu paraissent en situation d'y participer activement. Les États-Unis, en particulier, se font tirer l'oreille et se déclarent davantage prêts à fournir des matériels et la logistique qu'à dé-

blème du désenclavement de Sarajevo - dont la piste demeure fermée - ainsi que celui du ravitaillement de la capitale et d'autres zones bosniaques par la route, l'héliportage ou l'aérolargage. L'idée, qui a été maintes fois exprimée déjà, d'ouvrir des « corridors humanitaires » réapparaît, comme l'ouverture de l'axe Sarajevo-Kiseljac en direction de la côte croate.

Jacques Isnard

## Les renforts occidentaux

Depuis le début de la semaine, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne ont envoyé des renforts en Adriatique. Des éléments britanniques se trouvent déjà en Bosnie.

● Forces navales dans l'Adriatique. Deux porte-avions américain et français, des navires d'escorte (notamment des bateaux de débarquement et de rembarquement) et un porte-aéronefs britannique se trouvent déjà en Adriatique. Le Theodore Roosevelt emporte une flotte de 85 appareils de combat et 2 000 « marines » du Mediterranean Amphibious Ready Group (MARG) spécialisés dans le déploiement en terrain hostile pour des opérations de secours. Le croiseur nucléaire américain lance-missiles Mississippi est en route pour la zone. Le porte-avions Foch accueille une quarantaine d'avions et de transport, avec quelque 800 commandos pour des opérations spéciales. D'autre part, un porte-aéronefs britannique, l'Invincible, se trouve en Adriatique, avec des avions Harrier, des hélicoptères et des Royal Marines à bord.

● Renforts britanniques à terre. La Grande-Bretagne a décidé d'envoyer dans la région de Gorj Valuf (Bosnie centrale) un renfort de 1 200 hommes, des moyens de génie et deux batteries d'artillerie de 105. ● Renforts aériens français. La France a décidé cette semaine de déployer quatre nouveaux avions d'attaque au sol Jaguar, qui s'ajoutent aux appareils Mirage 2000 RD, Mirage 2000 D, Mirage 2000 K2 et aux avions de reconnaissance Mirage F1 CR sur la base de Cavala, en Italie, pour des actions de police du ciel et des missions d'appui au sol.

## L'Allemagne pourrait s'associer au redéploiement des troupes

BONN  
de notre correspondant

Depuis quelques jours, les dirigeants allemands n'ont pas, si tel était le souhait de Paris et de Londres, de dépêcher des soldats de la Bundeswehr pour aider au renforcement et au redéploiement des troupes de la Forpromu. Il s'agit d'un tournant : jusqu'ici, les offres de participation militaire du gouvernement de Bonn se limitaient exclusivement au scénario d'un retrait des « casques bleus » de Bosnie.

« Nous devons être prêts à fournir notre quote-part », a déclaré le ministre de la défense, Volker Rühe, vendredi 2 juin, à Bonn. Volker Rühe devait présenter les contours d'une aide militaire allemande, qui prendrait essentiellement la forme d'un soutien aérien - mais sans troupes au sol -, lors de la réunion de samedi à Paris. Reprenant, pour

l'essentiel, les propositions qui avaient été faites à l'OTAN dans l'hypothèse d'un retrait des « casques bleus », les Allemands seraient prêts à fournir trois unités de 600 hommes : un contingent sanitaire en vue de la mise en place d'un hôpital militaire en Croatie, une unité de vedettes rapides et de démineurs en vue d'un déploiement en Adriatique, et enfin une unité aérienne composée de Transall pour le transport de troupes et de Tornados équipés de radars pour neutraliser au sol les défenses antiaériennes serbes.

Cela supposera l'approbation du Bundestag, en conformité avec l'arrêt de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe du 12 juillet 1994 sur la participation de l'Allemagne à des opérations internationales hors de la zone OTAN.

L. D.

Handwritten signature in Arabic script.



الشرق الأوسط

INTERNATIONAL

LE MONDE / DIMANCHE 4 - LUNDI 5 JUIN 1995 / 3

chaîne que la force  
le projetée par la  
mde-Britagne soit  
Pégide de l'ONU.  
res ministres de la

## et le froid

nouvelle prise d'otages de soldats de l'ONU  
ement de leur présence militaire



## pour la position de Washington

La position de Washington est devenue de plus en plus délicate. Les États-Unis sont confrontés à une série de défis géopolitiques et économiques. La coopération internationale est essentielle pour maintenir la stabilité et la dignité humaine. Les États-Unis doivent continuer à travailler avec les autres pays pour résoudre les problèmes mondiaux.

## la Forpronu

La Forpronu est une organisation qui vise à améliorer les conditions de travail et de vie des travailleurs. Elle travaille en étroite collaboration avec les syndicats et les employeurs pour promouvoir les droits des travailleurs et assurer une meilleure répartition des richesses.

## à Zagreb

À Zagreb, les tensions sont toujours présentes. Les autorités locales et nationales doivent travailler ensemble pour maintenir la paix et la stabilité. Les citoyens doivent être informés des développements et encouragés à participer activement à la vie démocratique.

## M. Christopher propose une intégration économique Europe-Amérique du Nord

Dans un important discours prononcé à Madrid, le secrétaire d'Etat américain a tracé les grandes lignes du « nouveau dialogue transatlantique pour le XXI<sup>e</sup> siècle »

**MADRID**  
de notre correspondant  
Cinquante ans après la fin de la seconde guerre mondiale, « c'est le moment d'agir », a déclaré, vendredi 2 juin, à Madrid, le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher. Dans un discours prononcé à la Casa de America, à l'occasion de sa première visite officielle en Espagne, le responsable de la diplomatie du gouvernement Clinton a jeté les bases d'un nouveau « dialogue transatlantique pour le XXI<sup>e</sup> siècle ».

Ce partenariat pour les cinquante prochaines années doit couvrir tous les domaines. M. Christopher a en premier lieu évoqué les questions de sécurité, dont l'OTAN reste « le pilier central ». Mais il a surtout consacré son intervention aux secteurs politique et économique, en proposant la constitution d'une zone transatlantique de libre-échange. « Premièrement, nous pouvons créer un régime complet d'investissement. Deuxièmement, les États-Unis et l'Union européenne doivent développer des règles plus souples pour élargir l'accès au marché et inciter à l'innovation dans le domaine de l'information technologique. Troisièmement, nous devons travailler à l'élimination des barrières commerciales et quotidiennement ouvrir nos cœurs par des accords ouverts ».

Tels sont pour M. Christopher les champs d'action, avec pour perspective « un objectif à long terme : l'intégration des économies ».

nord-américaine et européenne en accord avec les principes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il faut tout d'abord, a reconnu le représentant de l'administration américaine, mettre un terme au « travail inachevé de l'Uruguay Round » et « obtenir un accord pour libéraliser les services financiers au cours du prochain mois et les télécommunications dans l'année qui vient ».

**La coopération politique est indispensable pour « promouvoir la stabilité, la dignité humaine... »**

Ensemble, « les différences seront surmontées dans les secteurs clés qui sont les produits industriels et les services », puis finalement tout le monde trouvera son compte dans cette nouvelle donne pour le futur, laisse entendre le secrétaire d'Etat. Même attente en ce qui concerne la coopération politique, indispensable pour « promouvoir la stabilité, la dignité humaine... ». Car, si les exportations américaines sur le Vieux Continent et les investissements européens aux États-Unis font vivre près de sept millions d'Américains, les actions menées en commun sur le terrain politique peuvent faciliter, par exemple, « les transformations historiques actuellement en cours en Europe ».

centrale et dans l'ancienne Union soviétique ». Warren Christopher a d'autre part accordé une mention spéciale à la Turquie, afin qu'elle soit « intégrée dans la communauté transatlantique », à condition malgré tout que soient « encouragées les réformes démocratiques et la protection des droits de l'homme ».

« Le terrible conflit de Bosnie » n'a pas été oublié, car il est « la seule très grande menace d'une Europe intégrée et en paix ». Par conséquent, « le renforcement de la Forpronu est la meilleure assurance contre le désastre humanitaire encore pire qui suivrait son retrait », a-t-il réaffirmé. Cependant, la guerre en Bosnie n'est qu'un aspect parmi d'autres du panorama tracé par le chef de la diplomatie américaine. L'objet du discours était de rechercher les voies d'un renforcement global de la coopération entre les États-Unis et l'UE, « un partenariat solide et un acteur compétent sur la scène internationale. Bien sûr, le choix des mécanismes doit être décidé par ses membres », a précisé M. Christopher. « D'ici la fin de l'année, nous sommes prêts à nous engager sérieusement avec des représentants de l'UE pour mettre au point un agenda », a-t-il souligné. Dans un mois, l'Espagne va assurer la présidence de l'Union européenne. Son gouvernement aura donc un rôle déterminant à jouer pour concrétiser cet appel à renforcer les liens de toute nature entre l'Europe et l'Amérique du Nord. C'est pour cette raison que la proposition de cette nouvelle ère de collaboration a été effectuée à Madrid.

Michel Bole-Richard

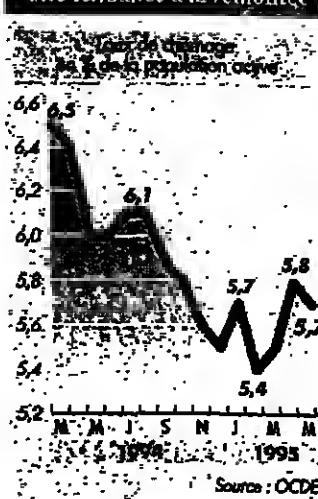
## 100 000 créations d'emplois en moins en mai aux États-Unis

Les dernières statistiques confirment le ralentissement de l'économie

Au mois de mai, les États-Unis ont perdu plus de cent mille emplois en moins net. Dans le même temps, le taux de chômage est revenu à 5,7 % contre 5,8 % en

avril. Après une série d'indicateurs sur la production et les ventes, ces données confirment le ralentissement très sensible de l'économie depuis le début de l'année.

### Une tendance à la remontée



La légère baisse enregistrée en mai tient à un retrait de 900 000 personnes de la population active.

de 0,6 % en avril, après un recul de 0,5 % en mars et de 0,2 % en février. Les ventes de logements neufs ont aussi été très faibles, et les ventes d'automobiles ont à nouveau baissé le mois dernier ; enfin les statistiques sur l'évolution des revenus et la consommation de ménages vont dans le même sens. Dans le domaine du travail, on a constaté une baisse de la durée du travail par rapport au mois précédent (de 34,6 heures à 34,3 heures).

Seul le taux de chômage (calculé différemment des statistiques de l'emploi - à partir d'une enquête auprès des ménages) a paradoxalement légèrement dimi-

nué en mai, revenant à 5,7 % contre 5,8 % en avril. Cela s'explique par le retrait de 900 000 personnes du marché du travail, « découragées » par les moindres possibilités d'emploi.

L'ensemble confirme le ralentissement très net de la croissance de l'économie américaine déjà enregistré au premier trimestre de cette année : 2,7 % seulement contre 5,1 % au cours des trois derniers mois de 1994. Les conjoncturistes s'attendent à une croissance de 1 % à 1,5 % du produit intérieur brut au cours du deuxième trimestre.

Pourtant les réactions à ces indications ont été plutôt mesurées, même si les marchés financiers ont fait montre d'une certaine nervosité, certains espérant une baisse des taux de la Réserve fédérale. Le secrétaire au Trésor, Robert Rubin, a souligné, vendredi, que la baisse des emplois était « un sujet de grande inquiétude » pour le gouvernement, tout en se disant optimiste sur une reprise à terme de la croissance. Si certains observateurs redoutent que l'« atterrissage en douceur » attendu et souhaité de l'activité fasse place à un « crash », la majorité des économistes pensent que l'économie américaine possède encore des capacités de rebond au cours du second semestre, comme cela s'est produit lors du cycle précédent. Plusieurs données militent en ce sens : le niveau des taux d'intérêt à long terme, plus bas qu'il y a six mois, la situation financière relativement favorable des ménages, qui autorise une reprise de consommation.

G. H.

## Les salariés italiens approuvent par référendum la réforme des retraites

**ROME**  
de notre correspondant  
Il y avait déjà eu de grandes consultations syndicales, comme en juillet 1993 lors de l'accord sur le coût du travail, mais jamais l'Italie, à la recherche désespérée d'une paix sociale qui compenserait en partie son instabilité politique, ne s'était livrée à pareil exercice. A la fin du mois de mai, près de cinq millions de travailleurs, employés, ouvriers, pensionnés ont été appelés à donner leur avis sur la réforme des retraites proposée par le gouvernement. Une mesure essentielle en soi, que plusieurs gouvernements avaient tenté de faire adopter sans succès notable depuis vingt ans, et dont le président du Conseil, Lamberto Dini, a fait la pierre angulaire de sa politique d'assainissement économique.

Qu'en a-t-il été de ce référendum un peu spécial ? Au matin du samedi 3 juin, les résultats n'étaient pas encore tout à fait définitifs, mais la réponse était sans équivoque : à 65 %, les travailleurs concernés ont répondu « oui » à l'accord déjà signé entre syndicats et gouvernement, qui sera la base du futur système rénové des retraites, même si le patronat trouve le train de mesures proposées nettement insuffisant.

Un « oui » massif donc, en apparence. Pourtant, à y regarder de plus près, ce « oui » est fortement empreint de réserves, notamment au nord du pays, ce nord industriel qui « travaille » et paie plus de 50 % des impôts du pays. Là, les grandes entreprises

et les industries comme la métallurgie ont dit « non » à des pourcentages de voix très élevés, notamment à Turin et à Brescia. Ainsi, chez Fiat, à l'usine de Mirafiori, l'accord sur les retraites a été rejeté par 68,5 % des voix ; 60 % chez Olivetti et 70 % chez Alfa Romeo à Arese, près de Milan, ont également dit « non ».

Dans le contexte politique actuel de luttes exacerbées en vue des futures élections législatives, qui se tiendront peut-être à l'automne, la lecture de ce référendum s'est faite, inévitablement, dans le plus strict registre politique. On notait ainsi qu'une certaine tradition de « gauche » se maintenait là où le mouvement ouvrier était encore fort, ce qui pourrait signifier pour les législatives une poussée à gauche, y compris en faveur du mouvement des nostalgiques de l'ex-PCI, « Rifondazione Comunista », qui dès le début a critiqué la réforme des retraites. C'est évidemment un problème pour le centre-gauche qui soutient le gouvernement et ses propositions.

Mais l'embarras est peut-être plus grand encore dans les rangs de la Ligue qui concentre tout son électoral dans le nord. Le rejet de la réforme des retraites qui s'est manifesté dans son fief pourrait l'amener à exprimer quelques réserves de dernière heure sur un programme auquel elle est en principe favorable, retardant d'autant son approbation au Parlement.

M.-C. D.

## L'Autriche va indemniser les victimes du nazisme

**VIENNE**  
de notre correspondant  
Après quatre ans de débat, le Parlement autrichien a adopté vendredi 2 juin une loi portant création d'un Fonds d'indemnisation pour les victimes du nazisme en Autriche. Géré par une commission de douze membres élus par le Parlement, il sera doté, dans une première étape, de 500 millions de schillings (250 millions de francs). Ce montant pourra être augmenté en cas de besoin.

Introduit officiellement au Parlement le 8 mai dernier à l'occasion des commémorations de la capitulation de l'Allemagne nazie, ce projet de loi a été voté avec la voix de tous les partis, à l'exception des Verts. Ceux-ci ont critiqué le fait qu'il soit réservé aux personnes « ayant besoin d'une aide sociale ». Pour les Verts, il s'agit « d'une nouvelle offense aux victimes du nazisme ».

que de les dédommager sous forme d'aumône ». Ils avaient proposé de verser un forfait d'environ 35 000 francs à toutes les victimes du nazisme ayant survécu à l'Holocauste.

Les prestations de ce Fonds seront destinées aux personnes ayant fui le pays sous la menace du régime nazi en raison de leur origine ethnique, de leur religion, de leur nationalité, de leurs penchants sexuels ou de leurs défauts corporels ou intellectuels et qui résidaient en Autriche avant le 13 mars 1938, date du rattachement à l'Allemagne hitlérienne. Les enfants nés dans des camps de concentration avant le 9 mai 1945 pourront également déposer des demandes de dédommagement.

La chancellerie estime à quelque trente mille le nombre des personnes concernées. Elles vivent dans leur majorité à l'étranger.

12 000 sont connues par leurs noms et leurs adresses. Selon le président de la communauté juive d'Autriche, Paul Grosz, quelque 8 000 personnes ont déposé des demandes de dédommagement. Lui aussi a critiqué le caractère conditionnel de cette indemnisation, regrettant que la loi ne crée pas un titre juridique pour les victimes.

Le gouvernement voit pour sa part dans la création de ce Fonds un geste symbolique de réconciliation, cinquante ans après la fin de la guerre et la naissance de la II<sup>e</sup> République d'Autriche. Peter Kostelka, chef du groupe parlementaire social-démocrate, a estimé dans son intervention devant le Parlement qu'il marque « la reconnaissance par l'Autriche de sa responsabilité dans les crimes commis sous le régime nazi ».

Waltraud Baryli



Quand vous prenez un vol Korean Air pour Séoul, vous arrivez en plein cœur de l'Extrême Orient. A l'aéroport de Kimp'o, à Séoul, vous trouverez des correspondances pour 12 villes du Japon et 4 principales villes de Chine. Nos vols sont fréquents : 4 fois par semaine, nos Boeing 747-400 vous emmènent vers le futur. Nos vols sont pratiques : vous partez le soir et profitez ainsi jusqu'au bout de votre journée. Pour réserver, appelez notre Numéro Vert 05 91 60 00. Korean Air, 9, bd de la Madeleine 75001 Paris. Tél. : 01 42 97 30 70, Fax : 01 42 61 22 52.

KOREAN AIR



## Les autorités chinoises ont évité tout incident lors du 6<sup>e</sup> anniversaire du « printemps de Pékin »

Une cinquantaine de dissidents avaient été préventivement arrêtés

Les autorités de Pékin avaient pris toutes les précautions nécessaires, samedi 3 juin, pour que le sixième anniversaire des événements tragiques

de 1989 sur la place Tiananmen ne donne lieu à aucun débordement. Elles avaient procédé, dans les jours précédents, à l'arrestation d'une cin-

quantaine de dissidents dont la majorité avait appelé, dans des pétitions rendues publiques, à une normalisation de la vie politique.

### PEKIN

de notre correspondant  
Un calme apparent régnait, dans la matinée du samedi 3 juin, dans la capitale chinoise pour le sixième anniversaire des Journées tragiques des 3 et 4 juin 1989. Sur la place Tiananmen, un dispositif policier bien visible était en place, composé d'hommes en civil munis de talons-walkies enrobés dans un journal, portant chapeau et lunettes de soleil. Comme tous les ans depuis la crise du « printemps de Pékin », le pouvoir a cherché à empêcher toute commémoration du drame.

Mais l'essentiel avait déjà eu lieu dans les semaines qui ont précédé cet anniversaire, avec un très fort regain d'effervescence contestataire. Pour la première fois depuis 1989, le pouvoir s'est trouvé confronté à une série de messages convergents de la société civile, la question de fond étant de savoir si, après le départ de Deng Xiaoping, il peut évoluer pour assurer une transition vers une vie politique plus harmonieuse, ou s'il s'accrochera à une conception périmée de ses prérogatives.

C'est là le sens profond de multiples interventions qui se sont heurtées au mur de la discipline policière. Entre les rubriques « détenus ou disparus », « détenus puis relâchés » et « importuns », l'organisation américaine Human Rights Watch avait recueilli, au 31 mai, quarante-neuf dissidents touchés par la répression. Un cinquantième s'y est ajouté, vendredi : celui de Canton Wang Xizhe, remis en prison pour avoir parlé à des journalistes étrangers.

Certes, on est loin, aujourd'hui, des millions de protestataires qui manifestaient, en 1989, contre la corruption, l'affairisme et l'autoritarisme dans toutes les villes de Chine. Mais la signification des appels à une annulation de la condamnation officielle des troubles qualifiés de « contre-révolutionnaires » ne doit pas être sous-estimée : rendez-vous est pris avec le pouvoir qui émergera après la disparition du patriarcat sur quantité de situations boiteuses héritées de Mao Zedong et de Deng.

### DERRÈRE LE MONOLITHISME

Le fait que ces appels aient pu être lancés l'adique qu'un sein même de l'appareil, les mouvements de dissidence pour la succession se sont accentués derrière le monolithisme que le pouvoir aime à donner de lui-même. Le phénomène s'est produit à de multiples reprises dans le passé, et le souvenir de l'événement qui annonça implicitement le début de la fin du règne de Mao, le 5 avril 1976, sur cette même place Tiananmen, est dans toutes les mémoires. Au reste, Mao demeure au cœur de l'équation, même si la Chine que laisse Deng n'a plus grand-chose à voir avec celle qu'avait laissée le Grand Timonier.

On l'a vu avec l'appel, pour le moins inattendu, lancé, le 23 mai, depuis une prison provinciale, par un groupe de cinquante-trois détenus se proclamant prisonniers de conscience. Le principal signataire n'était autre qu'un instituteur de Changsha, chef-lieu de la province du Hunan, du nom de Yu Zhijian,

qui avait, avec deux autres militants, soulevé à l'encre le portrait de Mao, accroché à la porte de la Paix-Céleste, le 23 mai 1989, alors que le pouvoir ne maîtrisait plus l'agitation. Ce dissident qui purge une peine de prison à perpétuité, persiste et signe : « Nous ne nous repentirons pas (...) Mao n'avait rien d'un saint, il était responsable de la mort de plus de vingt millions de gens dans le Grand Bond en avant (de 1958) ». « Il ne mérite pas que son portrait figure sur Tiananmen », a-t-il écrit avec ses co-détenus politiques, se plaignant de services et réclamant leur élargissement.

La résonance de cet appel - qui n'a pu sortir des gorges du Hunan sans quelque complication - se comprend quand on sait que Mao, dans sa jeunesse, avait été, lui aussi, petit enseignant à Changsha. Il n'y a pas souvent de coïncidence à ce niveau de symbolisme en Chine, surtout quand filent des signes de malaise que le pouvoir ne réussit pas à masquer : manifestations de paysans insatisfaits dans des provinces, mouvements de protestation d'ouvriers dans des entreprises d'Etat - au point que le régime a dû publier une directive contre le gaspillage et la corruption au sein de leur direction - et jusqu'au Tibet où la querelle théologique entre Pékin et le dalaï-lama, dieu-rin en exil, secoue le clergé lamaïste.

Pékin n'a pas apprécié que le monastère de Tashilhüpo soit apparemment à l'origine des fuites qui ont permis au dalaï-lama de reconnaître, dans un enfant de

la circonscription de ce monastère, la réincarnation du panchen-lama, deuxième plus haut dignitaire religieux du Tibet du monde. Le gouvernement chinois a démenti que le religieux à l'origine de l'affaire ait été arrêté, comme l'assurent les Tibétains en exil, mais sans en dire plus.

Pour autant, le régime dispose d'assez de fils plongés au cœur du pays pour manipuler à son avantage la situation à court terme. Mais, par rapport à 1989, sa marge de manœuvre s'est réduite, notamment à cause des incertitudes qui entourent la succession de Deng. Et si l'histoire bi-millénaire sert à quelque chose, c'est bien à montrer que les querelles de palais se sont le plus souvent réglées à l'aide de soubresauts sociaux provoqués, encouragés, ou simplement tolérés pour être utilisés. Et il est arrivé que, dans ce processus, des dynasties s'effondrent.

Francis Deron

■ Le président Bill Clinton a décidé, samedi 3 juin, de renouveler pour un an l'octroi à la Chine de la clause de la nation la plus favorisée, ce qui permettra aux produits chinois importés aux Etats-Unis de bénéficier de conditions commerciales avantageuses. « Bien que nous renouvelons la clause de la nation la plus favorisée, nous trouvons que le bilan de la Chine en matière de droits de l'homme est inacceptable », a indiqué Michael McCurry, porte-parole de la Maison Blanche, dont le propos a été censuré par la presse chinoise. - (AFP)

## Les représentants de MSF expulsés de Tchétchénie

CHATOV. Après deux semaines de bombardements aériens intenses sur les montagnes de la Tchétchénie, les forces russes se préparaient, samedi 3 juin, à des assauts contre deux localités principales : Vedeno, Q. G. des forces tchétchènes, et Chatoy, d'où les représentants de Médecins sans frontières ont été sommés de partir vendredi. Cette sommation faite par les autorités militaires russes à la seule équipe humanitaire étrangère présente dans le Sud non occupé « préfigure l'assaut final sur Chatoy, où sont réfugiés de nombreux civils coincés entre les bombardements, le front qui se rapproche et les montagnes du Caucase », selon un communiqué de MSF. Depuis le 23 mai, les Russes bloquent tout acheminement d'aide médicale vers le Sud. Sept cents femmes, enfants et blessés ont pu être évacués de Chatoy avant l'expiration, vendredi à 18 heures, d'un ultimatum après lequel « tout passage sera interdit », selon le général Koulikov, chef des opérations russes en Tchétchénie. - (Corresp.)

### EUROPE

■ ROUMANIE : trente-sept mille employés du secteur énergétique roumain ont cessé le travail, vendredi 2 juin, pour obtenir une augmentation de 5 % de leurs salaires, à l'appel de la confédération syndicale roumaine Fratia. La Cour suprême de justice, saisie par la régie autonome d'électricité, Renel, a décidé le même jour de suspendre la grève car la loi roumaine interdit les grèves dans le secteur énergétique. Trente mille mineurs ont également cessé le travail vendredi en signe de solidarité. - (AFP)

■ RUSSIE : d'après un dernier bilan provisoire diffusé vendredi 2 juin par le ministère russe des situations d'urgence, le séisme qui a rasé la ville de Neftegorsk, à Sakhaline (Extrême-Orient russe), a fait 866 morts et 405 blessés. Les autorités estiment que le bilan définitif pourrait dépasser les 2 000 morts. - (AFP)

■ Une violente explosion s'est produite, jeudi 1<sup>er</sup> juin, dans une zone inhabitée du nord-ouest de l'île de Sakhaline, à hauteur de l'obédou principal. Selon l'agence Interfax, 230 puits de pétrole ont été détruits par le séisme qui a ravagé le nord de l'île, dimanche 28 mai, et 16 ruptures ont été observées le long de l'obédou principal. - (AFP)

### PROCHE-ORIENT

■ TERRITOIRES AUTONOMES : le comité exécutif de FOLÉ, réuni à Tunis, a décidé d'accélérer les négociations avec Israël pour parvenir à un accord avant le 1<sup>er</sup> juillet sur l'extension de l'autonomie palestinienne à la Cisjordanie, a déclaré, vendredi 2 juin, le « ministre » palestinien de l'information, Yasser Abed Rabbo. C'est « la dernière chance pour l'aboutissement du processus de paix », car le non-respect de cette échéance « entraînera des développements très dangereux », a ajouté M. Abed Rabbo. - (AFP)

### AFRIQUE

■ NIGERIA : deux dirigeants de l'opposition, le chef Michael Adekunle Ajasin, leader de la Coalition démocratique nationale, et le Dr Boko Ransome-Kuti, président de Campagne pour la démocratie, arrêtés jeudi 1<sup>er</sup> juin par la police (Le Monde du 3 juin), ont été libérés vendredi. D'autre part, le prix de la Fondation Bruno Kreisky pour les droits de l'homme a été décerné, à Vienne, à l'opposant nigérian Ken Saro-Wiwa. - (AFP)

■ RWANDA : les effectifs de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (5 500 hommes) devraient être réduits de moitié, après le réexamen de son mandat la semaine prochaine au Conseil de sécurité, ont indiqué, vendredi 2 juin, des diplomates occidentaux à New York. Le vice-président rwandais, Paul Kagame, avait déclaré une réduction « substantielle » du nombre de ces « casques bleus ». Selon de bonnes sources, Kigali n'accepterait pas un niveau d'effectifs supérieur à 1 800 hommes. - (AFP)

■ TOGO : le ministre des affaires étrangères, Bouboulaye Alassoumou, est décédé accidentellement, vendredi 2 juin, à son domicile. Alors qu'il supervisait des travaux de construction de sa maison, un lindeau de béton lui est tombé sur la tête. M. Alassoumou dirigeait la diplomatie togolaise depuis mai 1994. - (AFP)

■ LIBERIA : le chef du Front national patriotique du Liberia, Charles Taylor, a été reçu, vendredi 2 juin, par le chef d'Etat nigérian, le général Sani Abacha. « Nous avons évoqué les problèmes qui nous ont toujours divisés : les divergences de conceptions et d'interprétations et les perspectives de paix au Liberia », a déclaré M. Taylor à l'issue de l'entretien. Avec un contingent de 8 500 hommes, le Nigeria fournit les deux tiers des troupes de la force de maintien de la paix au Liberia. - (AFP)

### ASIE

■ INDE : le président de la Coalition d'Asie du Sud contre l'escavage des enfants (SACCS) a été arrêté, vendredi 2 juin, à New Delhi. Kailash Satyarthi était visé par une plainte d'un industriel de Pêch d'Haranya qui l'accusait de diffuser de fausses informations sur le travail de jeunes garçons dans les manufactures de tapis. - (AFP)

■ CHINE : le gouvernement a autorisé la réouverture de six des sept usines fermées en février pour avoir piraté des disques compact et des films vidéo et laser américains. Selon Pékin, ces entreprises respectent désormais les droits de reproduction. Le contentieux sur la propriété intellectuelle avait failli déboucher sur une crise sino-américaine en début d'année. - (AFP)

### ECONOMIE

■ AUTOMOBILE : les négociations entre Washington et Tokyo sur l'ouverture du marché japonais aux importations d'automobiles américaines vont reprendre le 12 juin à Genève d'un commun accord. Cette date répond au vœu de Tokyo. Toutefois, le représentant américain pour le commerce, Mickey Kantor, a suggéré, vendredi 2 juin, des discussions supplémentaires les 20 et 21 juin à Washington. L'association des constructeurs d'automobiles américains (AAMA) s'est « félicitée » de cette reprise, en espérant « un accord censé offrir un meilleur accès (du marché) aux véhicules importés » et accroissant les achats de pièces détachées. En revanche, le secrétaire général de l'Unice (patronat européen) s'est élevé contre les méthodes « très dangereuses » des Américains. « Nous sommes pour le multilatéralisme, pas pour le bilatéralisme », a-t-il dit. « Nous espérons que les menaces américaines (de sanction) sont du bluff et que Washington n'ira pas jusqu'au bout ». - (AFP)

■ AIR : les Etats-Unis et le Japon ont échoué, le samedi 3 juin, dans leur tentative pour trouver un accord sur l'ouverture du ciel japonais aux avions américains de transport de fret, ajoutant un nouveau conflit commercial entre les deux pays, déjà opposés sur le dossier automobile. Les deux parties ont accepté de reprendre les discussions mais sans fixer de date.

■ HAÏTI : un accord signé le 30 mai avec les créanciers du Club de Paris a annulé 74 millions de dollars d'échéances et de remboursements de la dette haïtienne en 1995, soit les deux tiers. Le reste a été rééchelonné sur vingt-trois ans. La dette totale est évaluée à 773 millions de dollars. Le FMI a accordé un crédit stand-by de 31 millions pour aider le gouvernement à accroître ses réserves et ramener l'inflation à 15 % en 1995. - (AFP)

■ PÊCHE : les négociations entre le Maroc et l'Union européenne sur l'accord de pêche au large des côtes marocaines, venu à expiration le 30 avril, ont été suspendues vendredi 2 juin. Le Maroc réclame une réduction de moitié du nombre des chalutiers européens et de 30 % à 65 % des prises. Les travailleurs du secteur ont fait grève en Andalousie et des manifestations ont eu lieu à Algeiras et à Barbate pour protester contre l'absence d'accord. (AFP)

■ KIRGHIZISTAN : les représentants des douze pays donateurs et des institutions financières internationales ont décidé d'accorder en 1995 une aide de 680 millions de dollars à la République kirghize. - (AFP)

## Les pays les plus pauvres ne profitent pas de la reprise économique

Un rapport des Nations unies confirme la dégradation du revenu par habitant depuis quinze ans

LES QUARANTE-HUIT PAYS les plus pauvres de la planète ont fini 1994 un peu plus pauvres que l'année précédente. La croissance économique de ceux que les organismes internationaux groupent sous le vocable de « pays les moins avancés » (PMA) n'a pas dépassé 1,4 % en 1994, et ce en dépit de la reprise économique mondiale, selon une étude que vient de publier la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced).

Le chiffre est « inférieur à la moyenne annuelle des années 1990-1993 », observe la Cnuced, et inférieur surtout à la croissance de la population dans les PMA (2,3 % environ). Même si les statistiques sont à prendre avec précaution, elles confirment une dégradation continue du revenu par habitant depuis un quart de siècle d'années. Il est tombé de 1 640 francs par an en 1980 (avec un dollar à 5 francs) à 1 535 francs en 1993. En l'an 2000, selon les scénarios de la Cnuced, il devrait

être compris entre 1 480 francs et 2 030 francs.

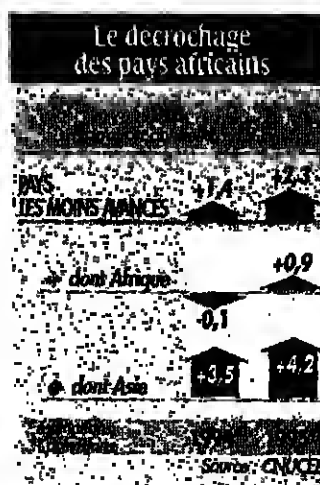
Les PMA, en réalité, ne constituent pas un groupe homogène. Ceux du continent asiatique - neuf pays, dont le Laos, le Bangladesh, le Cambodge -, qui bénéficient du dynamisme de la région et, selon la Cnuced, de leur politique d'ouverture économique, ont convenablement tiré leur épingle du jeu l'an passé (3,5 % de croissance). En revanche, certains membres de ce « club des pauvres d'entre les pauvres », comme l'Afghanistan et le Yémen, ont enregistré des contre-performances.

### GOVERNEMENTS FANTÔMES

Enfin, la situation des pays africains, qui composent le gros des troupes des PMA, est peu encourageante. Leur produit intérieur brut a stagné en 1994 (-0,1 %), entraînant une nouvelle chute du revenu par habitant. La Cnuced attribue l'essentiel des déboires des PMA africains « à l'impact des guerres civiles et d'instabilité poli-

tique » ainsi qu'aux mauvaises conditions climatiques qui ont affecté les récoltes dans l'est du continent noir. « Dans près d'un quart des PMA africains, aux prises avec l'instabilité politique et les conflits armés, la croissance de la production a été négative ou négative. Pour la plupart, un gouvernement effectif a cessé d'exister, le secteur économique moderne s'est effondré et la survie d'une large proportion de la population repose sur les distributions alimentaires d'urgence fournies par les ONG et les donateurs internationaux ».

Deux éléments, précise l'organisme des Nations unies, viennent tempérer ce pessimisme : la forte remontée des cours des matières premières (hors pétrole), qui bénéficie aux producteurs africains de café, de cacao, de coton... Et la dévaluation du franc CFA, effective depuis janvier 1994, dont la Cnuced souligne qu'elle « a créé des opportunités pour la production et l'exportation dans plusieurs secteurs ».



Résultat, la Cnuced prévoit une légère croissance pour les pays les moins avancés africains en 1995. « Cependant, son ampleur risque d'être très faible - moins de 1 % - et suppose que les conditions climatiques resteront favorables dans la plupart des pays, que l'environnement politique interne ne se détériore pas davantage et que la paix revienne dans certains pays de la région ».

Ce léger mieux, souligne l'organisme des Nations unies, ne doit pas faire oublier que, pour simplement maintenir le revenu par habitant, la croissance économique devrait être trois fois plus élevée que cette prévision.

Quelques pays africains affichent toutefois, cette année, des performances nettement supérieures à la moyenne. Au premier rang des bons élèves, la Cnuced place l'Ouganda, la Zambie, certains membres de la zone franc - Burkina, Niger et Togo - ainsi que le Soudan.

S'agissant des PMA asiatiques, les prévisions pour 1995 s'annoncent plus brillantes. Globalement, ils devraient enregistrer une croissance de 4,2 % qui viendra récompenser « les programmes de réformes engagés depuis des années ». Selon la Cnuced, le Bangladesh, le Cambodge, le Laos feront probablement beaucoup mieux.

Florence de Changy

Jean-Pierre Tuquoi

## La Nouvelle-Zélande joue la carte du libéralisme

### AUCKLAND

de notre correspondante  
La Nouvelle-Zélande continue de priser l'orthodoxie budgétaire. Le gouvernement de Wellington a présenté, jeudi 1<sup>er</sup> juin, un projet de budget pour l'année fiscale 1995-1996 nettement excédentaire - près de 9 milliards de francs, soit cinq fois plus que le projet de budget de 1994-1995 - qui confirme l'orientation libérale prise par le Parti national (conservateur) depuis son arrivée aux affaires, fin 1990. Il s'agit de l'excédent le plus important jamais affiché dans l'histoire néo-zélandaise.

Les choix du premier ministre, Jim Bolger, ne font, il est vrai, que prolonger les politiques ultra-libérales conduites par l'ancien gouvernement travailliste. De 1984 à 1990, ce dernier avait transformé la Nouvelle-Zélande en un « laboratoire » des théories monétaristes. A force de privatisations massives, de dérégulations tous azimuts et d'ouverture sur les investissements

étrangers, le Labour Party avait, paradoxalement, réussi à ébranler les fondements d'un Etat-providence parmi les plus réglementés de l'Occident.

Après de longues années de déprime et de léthargie, la purge a commencé à produire ses effets. En 1994, la croissance, soutenue par une hausse de 21 % des investissements, a atteint le taux record de 6,2 %, tandis que le taux de chômage régressait à 6,6 % après avoir culminé à 11 % au début des années 90. La Nouvelle-Zélande s'est ainsi vue gratifiée du titre de « meilleur élève de l'OCDE ».

Malgré ces performances, le gouvernement refuse de céder à la moindre faiblesse, son ambition étant d'achever l'entreprise d'assainissement en cours. D'où les critiques qu'il essuie de la part de ses adversaires travaillistes. « Au lieu d'accorder leur part de dividendes sociaux aux Néo-Zélandais, le Parti national leur a jeté quelques

Cullen, responsable du Labour Party. Si le gouvernement a consenti un effort particulier en faveur de l'éducation - le pays souffre d'une carence d'enseignants -, l'essentiel de l'excédent budgétaire servira à rembourser la dette, désormais seul point noir de l'économie. La dette extérieure représente en effet près de 72 % du PIB. Plus de la moitié de cette ardoise est imputable à la dette publique.

Il restera ensuite au gouvernement à décider de nouvelles réductions d'impôts afin de parachever l'entreprise de désengagement de l'Etat en cours. Les conservateurs ne sont toutefois pas disposés, dans l'immédiat, à franchir le pas, par crainte de tensions inflationnistes. La bonne nouvelle pour les contribuables pourrait alors être annoncée à l'occasion du prochain budget, qui sera présenté... à la veille de nouvelles élections générales.

Florence de Changy

Jean-Pierre Tuquoi

هذه امنه لوصول



هذه المدينة

INTERNATIONAL

LE MONDE / DIMANCHE 4 - LUNDI 5 JUIN 1995 / 5

## Les représentants de MSF impulsés de Tchétchénie

Après deux semaines de négociations, les représentants de MSF ont été expulsés de Tchétchénie. Les autorités locales ont refusé de leur laisser accès aux zones de conflit. Les représentants de MSF ont été expulsés de Tchétchénie. Les autorités locales ont refusé de leur laisser accès aux zones de conflit.

### ROPE

ROMANIE: trente-sept mille employés du secteur énergétique ont été licenciés. Les autorités ont décidé de réduire le personnel dans le secteur énergétique.

Il s'agit d'un dernier bilan provisoire. Les autorités ont décidé de réduire le personnel dans le secteur énergétique.

### LOCOM-ORIENT

FRANCOIS ALPHONSE: le comité exécutif de la région a décidé de réduire le personnel dans le secteur énergétique.

### PRIQUE

Les dirigeants de l'opposition ont été expulsés de Tchétchénie. Les autorités locales ont refusé de leur laisser accès aux zones de conflit.

Les dirigeants de l'opposition ont été expulsés de Tchétchénie. Les autorités locales ont refusé de leur laisser accès aux zones de conflit.

Les dirigeants de l'opposition ont été expulsés de Tchétchénie. Les autorités locales ont refusé de leur laisser accès aux zones de conflit.

Les dirigeants de l'opposition ont été expulsés de Tchétchénie. Les autorités locales ont refusé de leur laisser accès aux zones de conflit.

Les dirigeants de l'opposition ont été expulsés de Tchétchénie. Les autorités locales ont refusé de leur laisser accès aux zones de conflit.

Les dirigeants de l'opposition ont été expulsés de Tchétchénie. Les autorités locales ont refusé de leur laisser accès aux zones de conflit.

Les dirigeants de l'opposition ont été expulsés de Tchétchénie. Les autorités locales ont refusé de leur laisser accès aux zones de conflit.

Les dirigeants de l'opposition ont été expulsés de Tchétchénie. Les autorités locales ont refusé de leur laisser accès aux zones de conflit.

Les dirigeants de l'opposition ont été expulsés de Tchétchénie. Les autorités locales ont refusé de leur laisser accès aux zones de conflit.

Les dirigeants de l'opposition ont été expulsés de Tchétchénie. Les autorités locales ont refusé de leur laisser accès aux zones de conflit.

Les dirigeants de l'opposition ont été expulsés de Tchétchénie. Les autorités locales ont refusé de leur laisser accès aux zones de conflit.

## Des milliers d'opposants iraniens ont été exécutés depuis 1979

Amnesty International accuse Téhéran de pourchasser les dissidents, y compris à l'étranger

Depuis l'avènement de la République islamique en 1979, l'Iran viole systématiquement les droits de l'homme, notamment à l'endroit

des opposants auxquels sont déniés les droits les plus élémentaires, selon un rapport récemment publié par Amnesty International.

Le régime iranien est accusé d'avoir exécuté des milliers de prisonniers. Le rapport dénonce également les simulacres de procès

et l'absence de toute transparence. Téhéran, de son côté, a rejeté les accusations d'Amnesty, sans chercher à les réfuter.

AMNESTY INTERNATIONAL vient de publier un rapport accablant pour l'Iran, qui dresse le bilan de seize ans de régime islamique. Des milliers de présumés opposants ont été exécutés depuis 1979, affirme l'organisation humanitaire, qui dénonce le « secret » qui entoure les violations continues des droits de l'homme, les méthodes d'interrogatoire – dont la torture –, les simulacres de procès et les conditions de détention des prisonniers.

« Même les dissidents iraniens qui se sont enfuis à l'étranger ne sont pas en sécurité; plusieurs ont été déportés et tués par des agents présumés du gouvernement ».

Téhéran a rejeté l'accusation sans même chercher à la réfuter. Amnesty est un « instru-

ment des Etats-Unis, qui sont prêts à user de tous les moyens pour faire pression sur l'Iran, a commenté l'agence officielle IRNA. Il n'y a rien de nouveau dans le rapport [d'Amnesty] de cette année et cette organisation ne fait que répéter les accusations de l'ancien régime ».

Amnesty déplore l'absence de toute transparence, tant pour ce qui concerne les procédures d'arrestation, que celles de détention et d'emprisonnement, aucune information sur les raisons de leur arrestation et les charges retenues contre eux n'étant données aux prisonniers pendant des mois, voire des années. L'organisation humanitaire indique aussi que les autorités n'ont pas répondu à la plupart des informations qu'elle a réclamées à

propos de plusieurs détenus de longue date, et n'ont pas autorisé ses représentants, ou ceux d'autres organisations du même genre, à se rendre sur place.

### DEMANDES D'INFORMATION

Ainsi, il aura fallu douze ans pour que la famille d'Ali Broori, arrêté en 1982 pour appartenance au Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, soit informée de son lieu de détention. Jusqu'en avril 1995, Amnesty n'avait toujours pas reçu de réponse aux questions posées aux autorités iraniennes sur le procès – « si tant est qu'il y en ait un » –, ni sur les charges retenues contre lui et les conditions de sa détention. A trois reprises – en 1990, 1992 et 1994 – Amnesty a aussi

reclamé des informations sur le sort de Houshang Amjadi Bigvand et Jamshid Amiri Bigvand, arrêtés tous deux en 1988 et condamnés en mars 1990 à la peine de mort, commuée, l'année suivante, respectivement à dix ans et sept ans de prison. Sa demande est restée sans réponse. Morteza Afshari-Rad avait été arrêté en 1989 pour appartenance à l'organisation du Drapeau de la liberté. En avril 1993, Amnesty a requis des informations sur son cas. Elle attend toujours la réponse.

Au cours des dix-huit derniers mois, trois hommes de religion chrétienne et un musulman sunnite, tous très critiqués à l'égard du gouvernement, ont été assassinés dans des circonstances pour le

moins obscures. Deux de ces crimes ont été imputés par Téhéran aux Moudjahidines du peuple, principal mouvement d'opposition armée – lesquels ont démenti. Le « palmarès » des autorités est tel que les assassinats de dizaines d'opposants à l'étranger leur sont attribués.

La liste des exécutions de prisonniers est longue, elle aussi: cent trente-neuf pour la seule année 1993, indique l'organisation, selon laquelle « le vrai chiffre serait beaucoup plus élevé ». Les plus optimistes peuvent, bien sûr, faire valoir que ce nombre atteste d'un progrès, comparé aux centaines, voire « aux milliers d'exécutions » qui, jusqu'en 1993 encore, étaient rapportées chaque année.

## Le ministre algérien de l'intérieur estime à près de 3 000 les maquisards islamistes

LES DEUX DIRIGEANTS de l'ex-Front islamique du salut (FIS), Abassi Madani et Ali Benhadj, sont de nouveau « en prison », a affirmé le ministre de l'intérieur dans un entretien publié, vendredi 2 juin, par le quotidien saoudien *El Hayat*. Abderrahmane Méziane-Chérif a ajouté qu'il « ne peut pas » préciser leur lieu de détention et qu'il ne « sait pas » s'ils sont détenus ensemble ou séparément. A son avis, les deux hommes, sortis, en septembre, de la prison militaire de Blida puis placés en résidence surveillée à Alger, ne contrôlent plus leur base, qui ne leur « obéit plus ».

### RAPPEL DES RESERVISTES

M. Méziane-Chérif a estimé à 12 000 le nombre des victimes des violences « dans les deux camps » depuis « le début des actions terroristes en 1993 » sans préciser si ce chiffre englobait les civils. Le ministre a indiqué que 3 000 à 4 000 islamistes étaient détenus, la majorité étant des membres du Groupe islamique armé (GIA) et de l'Armée islamique du salut (AIS). Il a estimé que le nombre des maquisards se situait « entre 2 000 et 3 000 ». Il a assuré que 60% étaient des analphabètes et que le chef du GIA était Djamel Zitouni, alias Abou Abderrahmane Amine.

Evitant l'élection présidentielle prévue avant la fin de l'année, M. Méziane-Chérif a affirmé qu'elle sera organisée comme prévu, même si les partis politiques déclinent de ne pas y prendre part. « Des personnalités indépendantes sont prêtes à y participer », a-t-il déclaré. Il a confirmé le rappel de réservistes pour garantir la sécurité des opérations de vote. « Nous avons eu besoin de 8 000 à 15 000 réservistes », a-t-il précisé. Ce scrutin, a-t-il ajouté, sera suivi « d'élections législatives, puis municipales ». – (AFP)

CORRESPONDANCE: après la publication d'un article sur « Le désarroi des Kabyles », dans *Le Monde* daté 21-22 mai, le Front des forces socialistes (FFS) précise que ses « [ses] différentes instances politiques se sont prononcées sans ambiguïté en faveur du contrat national signé, à Rome, par l'opposition ». Il fait état, à cet égard, de « la deuxième convention nationale 1994, à Sidi Fredj, du lendemain de la première rencontre de Rome, et qui a approuvé les décisions politiques des instances du parti ». Le FFS remarque que le fait que « des militants se prononcent contre le choix majoritaire à l'intérieur des instances de leur parti illustre le niveau de libre expression au sein du FFS ». Il insiste sur « le caractère ultra-minoritaire des positions exprimées », qui « ne se sont jamais manifestées par le biais d'une motion ».

Françoise Chipaux

## Loin de Damas, Deir-Ez-Zor ou la « sous-préfecture du désert » syrien

Malgré l'exploitation pétrolière, le nomadisme n'a pas perdu ses adeptes

### DEIR-EZ-ZOR

de notre envoyé spécial

Dans la nuit qui noie l'Euphrate, seules les flammes des derricks éclairent le ciel. Malgré la découverte d'importantes nappes de pétrole à proximité, si dépeuplée soit-elle, Deir-Ez-Zor, à 410 km au nord-est de Damas, conserve de ses origines – le plan de la ville a été dessiné par un architecte français en 1850 – le modèle aspect de « sous-préfecture du désert » vanté, au début du siècle, par les frères Tharaud.

Première richesse de la région, l'Euphrate, défilé par les grands barrages construits en amont, fait vivre, le long de ses 100 kilomètres de rives, jusqu'à la frontière irakienne, des milliers de paysans qui cultivent céréales et légumes. A Mrehieh, à 7 kilomètres au sud de Deir-Ez-Zor, le ronronnement des moteurs de pompes à eau trouble seul le silence de la campagne. Ici, les fermes sont petites, 3 hectares en moyenne, mais la production est vendue directement au marché tout proche. Sans être riche, on ne vit pas mal. Electricité, téléphone, dispensaire, école: le village est bien pourvu.

Dans leur champ cultivé au cordeau, Mohammad et Raed travaillent pour faire vivre les vingt membres de la famille. Pour améliorer son quotidien, Raed et quinze voisins de ce village de trois mille habitants abandonnent leur champ une semaine sur deux, pour s'employer à El Furat (Euphrate), la grande compagnie qui, avec Elf, exploite les gisements pétroliers proches.

Le pétrole – 600 000 barils par jour, dont 460 000 extraits dans la région –, qui rapporte à la Syrie



entre 1 milliard et 1,5 milliard de dollars par an, n'a pas véritablement changé la vie de Deir-Ez-Zor. « L'exploitation pétrolière n'est pas créatrice de beaucoup d'emplois. Pas plus de 2 000 Syriens y participent », affirme un expert.

La richesse de la ville de 150 000 habitants est en effet, avec l'agriculture, l'élevage, pratiqué à grande échelle par de riches fermiers ou par les Bédouins qui campent l'hiver, autour de la cité. « Notre commerce repose sur les Bédouins », affirme Robert, qui tient un petit magasin de lentes sur la place du marché. Ali, qui avec ses frères gère trois petites boutiques, avoue « se joindre jusqu'à 20 000 francs par mois ». Somme énorme, comparée au salaire d'un fonctionnaire de base, qui touche environ 400 francs par mois.

Les tentes noires des Bédouins parsèment la steppe autour de Deir-Ez-Zor jusqu'à Palmyre. Les troupeaux de 200 moutons ne sont pas rares et quelques familles

élèvent toujours des chameaux, dont la viande est aussi prise que le poil. Depuis la délimitation des frontières, dont le franchissement exige que l'on soit détenteur d'un passeport, les Bédouins ont transhumé jusqu'en Arabie saoudite à travers la Jordanie. L'été, ils se déplacent vers les grandes plaines de la Djéziré, plus au nord, pour revenir ici en hiver.

Le nomadisme a perdu ses espaces, mais pas ses adeptes, et la plupart des Bédouins interrogés, y compris les jeunes, avouent qu'ils n'abandonneraient pas la vie sous la tente pour le confort d'une maison en ville. La ville, ils la fréquentent par nécessité, et les plus pauvres la découvrent au moment de leur service militaire. A écouter les témoignages, l'armée semble plus exigeante que l'éducation nationale. Obligatoire, l'école est loin

font le plus souvent au sein de la tribu, et le mari « achète » en quelque sorte sa femme. Comme tous ses semblables, Hajj Obeid garde ses économies et ne veut pas entendre parler de banques. Les transactions se font au comptant et en espèces, ou en bêtes. Son fils Fayçal, vingt-cinq ans, n'envisage pas une autre vie que celle-ci.

La plupart des tentes n'ont pas la télévision et si Hajj Obeid écoute la radio, c'est « surtout, dit-il, pour le Coran et les paroles du Prophète ». La paix avec Israël? « Il y a des gens qui sont concernés, qui savent ce qu'il faut faire, moi pas », dit-il sèchement. Dans toute cette région, traditionnellement tournée vers l'Irak pour le commerce et les échanges, la recouverte de la frontière, fermée depuis 1982 – lors de la guerre irakienne, dans laquelle la Syrie

La plupart des jeunes avouent qu'ils n'abandonneraient pas la vie sous la tente pour le confort d'une maison en ville

d'être fréquentée par tous les enfants, malgré l'organisation de classes ambulantes dont la caravane se déplace au gré de la transhumance.

Confortablement installé sous sa tente, Hajj Obeid ne se plaint de rien. « Certes, dit-il, la vie est dure avec le froid glacial l'hiver, la chaleur étouffante l'été, mais les moutons se vendent bien ». Fromages, lait et beurre arrosent la rente. Hajj Obeid se prépare à marier sa fille à un cousin et recevra pour cela quelque 250 000 livres (environ 25 000 francs). Les mariages se

sont allés à l'Irak –, est une préoccupation plus concrète que la paix avec Israël.

En attendant, Deir-Ez-Zor fonde un nouvel espoir sur le tourisme qui, comme en Syrie, se développe rapidement. Le nouveau musée devrait ouvrir « cette année », affirme Assad El Mahmoud, directeur de l'actuel musée. « Depuis deux ou trois ans, dit-il, les groupes d'Allemands, de Français, de Japonais, se multiplient ». L'histoire de la région est riche et, d'après M. El Mahmoud, « dans la seule région de Deir-Ez-Zor, quatre

# IKEA est ouvert lundi de la Pentecôte

IKEA LYON (69) ZAC DU  
CHAMP DU PONT  
ST-PIERRE TEL. 72.15.23.23

IKEA MARSEILLE (13) RN 113  
C.CIAL. VITROLLES ESPACE  
TEL. 42.10.16.00

IKEA LILLE (59) C.CIAL. DE LOMME  
TEL. 20.52.36.77

IKEA BORDEAUX (33) C.CIAL. BORDEAUX-LAC  
TEL. 56.50.42.06

IKEA NANTES (44) C.CIAL. DE GRAND PLAISIR  
TEL. (01) 30.79.21.21

IKEA PARIS NORD (93) AUTOROUTE AL ZAC PARIS  
NORD II TEL. (1) 49.90.16.16

IKEA EVRY (91) AUTOROUTE A6  
SORTIE EVRY LISSES MENECY  
TEL. (1) 69.11.16.00

IKEA

RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS DANS TOUS NOS MAGASINS - MINITEL 3615 IKEA. 1,27 F la minute.

Tout un état d'esprit





**EXTRÊME DROITE** Les élections municipales des 11 et 18 juin offrent au Front national l'espoir d'entrer dans de nombreuses mai-

ries en position minoritaire. Les chiffres du 23 avril lui permettent d'envisager des « triangulaires » dans plusieurs villes, à défaut de conquérir des maires, l'extrême

droite imagine de faire élire suffisamment de conseillers municipaux pour envoyer l'un des siens au Sénat en septembre. ● ALLIANCES. La droite refusant toute alliance avec le

Front national, les dirigeants de ce parti misent sur des accords locaux avec des dissidents. ● AFFRONTEMENTS. Dans d'autres départements, comme la Seine-Saint-Denis,

l'extrême droite a choisi d'affronter la droite. Les scores de Jean-Marie Le Pen lui permettent d'espérer peupler les conseils municipaux de groupes Front national.

## FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 4 - LUNDI 5 JUIN 1995

# Le Front national aborde les élections municipales en pensant au Sénat

Le score de Jean-Marie Le Pen à la présidentielle pourrait donner à son parti le moyen de faire élire, dans certains départements, un nombre de conseillers suffisant pour y disputer à la droite un siège de sénateur en septembre

EN D'AUTRES TEMPS, le Front national, fort des 15 % des suffrages recueillis par Jean-Marie Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle, le 23 avril, aurait bruyamment exposé un plan de campagne ambitieux pour la conquête de maires. Cependant, les 14,39 % inattendus du dirigeant d'extrême droite à l'élection présidentielle de 1988 avaient été suivis d'une chute aux législatives (9,65 %) et aux cantonales (5,24 %) de la même année, puis aux municipales de 1989. C'est pourquoi l'extrême droite préfère, cette fois, mettre l'accent sur le nombre de listes qu'elle s'apprête à présenter, même si rien n'a été négligé pour assurer au parti le plus de « cerises possibles sur le gâteau », selon l'expression de Carl Lang, secrétaire général.

Le Front national pose ses jalons pour les élections sénatoriales de septembre dans les départements de la troisième série, qui vont du Bas-Rhin à l'Yonne, en passant par Paris et les départements d'Ile-de-France. Le hasard de l'alphabet fait figurer sur cette liste des zones de

force de l'extrême droite, comme le Bas-Rhin, le Haut-Rhin, le Rhône, le Vaucluse et le Var. Il lui faudrait, toutefois, accroître sérieusement le nombre de ses élus aux municipales pour avoir une petite chance d'envoyer l'un des siens au palais du Luxembourg.

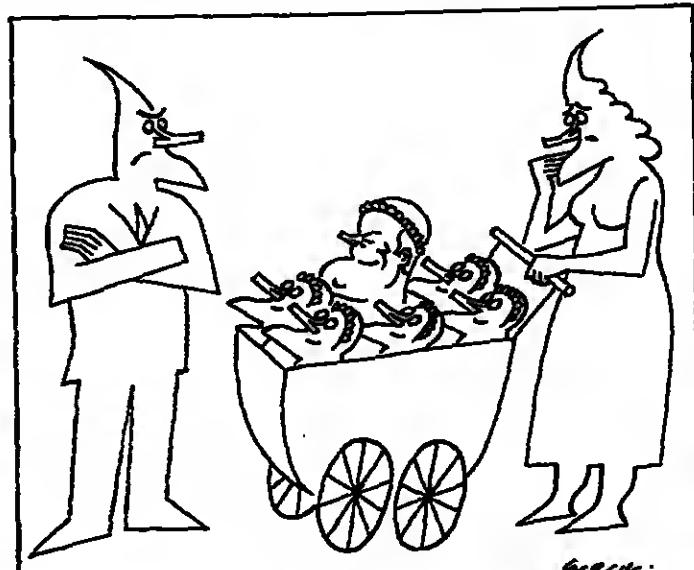
### QUESTIONNAIRE-TYPE

Consigne a été donnée aux responsables départementaux de s'employer à former des listes partout où le Front peut dépasser les 10 % et, même, de pousser militants et sympathisants à se présenter individuellement, comme le permet la loi, dans les petits villages. Un questionnaire-type leur a été envoyé : sous prétexte d'interroger les habitants sur ce qu'ils pensent de l'immigration, des impôts locaux, de la démocratie locale et des autres problèmes communs, ce « sondage » a permis aux responsables du parti de détecter des adeptes jusque-là inconnus et, souvent, de solliciter leur présence sur les listes.

La stratégie adoptée est celle de l'alliance à la base » avec les re-

présentants de la droite traditionnelle, chaque fois que la situation locale le rend possible. L'entreprise est difficile, compte tenu de la fermeté manifestée par les instances nationales du RPR, dont témoigne l'échec des opérations tentées pour introduire des membres du Front national sur les listes de Serge Dassault (RPR) à Corbeil-Essonnes et de François-Joseph Roux à Courcouronnes. Elle n'est pas impossible cependant : ainsi, à Saint-Amand-les-Eaux, dans le Nord, le maire sortant, Georges Domnez (UDF-PSD), a choisi de prendre dès le premier tour sur sa liste une conseillère municipale d'extrême droite, Michèle Béal. A Saint-Lô, dans la Manche, Fernand Le Rachinel, membre du bureau politique, ami fidèle de Jean-Marie Le Pen, se retrouve sur une liste divers droite.

Pour le second tour, M. Le Pen a déclaré à plusieurs reprises, et notamment, à Nogent-sur-Oise, le 30 mai, que les listes de son parti « se maintiendront (...) partout où la majorité actuelle refusera l'accord ». « Nous sommes portés à



nous allier avec ceux qui ont la même conception économique, juridique, politique que la nôtre et nous n'avons d'exclusive que contre ceux qui sont impliqués dans les « af-

aires », a-t-il dit, mais, en dehors d'accords pour le second tour, nous maintiendrons partout nos candidats. » M. Lang souligne, pour sa part, que les dirigeants de droite qui refuseront cette alliance « porteront la responsabilité de faire élire la gauche ». Comme le laisse entendre Bruno Mégret, le Front national espère perturber les électeurs de la droite, jeter un peu d'huile sur le feu des querelles au sein des partis, provoquer des cassures, notamment grâce à ceux qui préfèrent des élus d'extrême droite à la gauche, et, ainsi, amener doucement une fraction de la droite à des alliances.

Certains secrétaires départementaux, comme Frank Timmermans en Seine-Saint-Denis, préfèrent l'affrontement en constituant systématiquement des listes. Dans l'Essonne, Jacques Olivier, responsable de l'atelier de propagande, avait, lui, choisi de

donner la priorité aux négociations locales, afin de favoriser la droite dans des villes de gauche : on l'a vu à Courcouronnes et à Corbeil, mais aussi à Athies-Mons et à Longjumeau, où il ne présentera pas de liste.

Au total, le Front national présente environ six cents listes. Une étude détaillée montre que l'effort porte surtout sur les villes moyennes et petites. Ainsi, alors qu'elle présentait en 1989 187 listes dans les villes de plus de 30 000 habitants (hors Paris, Lyon et Marseille), l'extrême droite devrait en avoir cette fois 191. Pour les communes de 20 000 à 30 000 habitants, les chiffres passent de 31 à 108. Absent de ses onze plus mauvais départements, le Front national n'a qu'une seule liste en Savoie, où M. Le Pen a pourtant réuni, le 23 avril, 16,82 % des voix, dans les Pyrénées-Orientales (19,45 %), les Vosges (19,99 %), la Haute-Marne (20,35 %). De même, sa présence dans l'Aube, l'Eure-et-Loir, la Meuse et le Haut-Rhin est très en deçà de ses résultats de la présidentielle.

Le gros des troupes se concentre dans la région parisienne, le Nord, le Rhône, les Alpes-Maritimes, le Var, les Bouches-du-Rhône et le Vaucluse. Le Front national mise aussi sur des personnalités comme Marie-France Stirbois, Bruno Mégret, Roger Holcandre, Christian Bacqueroot, tous membres du bureau politique, ou Gérard Freulet, membre du comité central, pour perturber le jeu à Dreux, Vitrolles, Sevran, Tourcoing, Mulhouse. Il ne désespère pas de créer une nouvelle fois la surprise à Saint-Gilles, dans le Gard, seule ville de plus de quinze mille habitants gagnée en 1989 et perdue depuis.

Christiane Chombeau

## Le RPR réaffirme son refus de toute « cohabitation »

PAS D'ACCORD. « Il est hors de question qu'il y ait le moindre accord, le moindre discussion, le moindre cohabitation avec des représentants du Front national », a affirmé Jean-François Mancel, à l'occasion de sa première rencontre avec la presse en tant que secrétaire général du RPR, vendredi 2 juin, à Paris. Anticipant sur les questions qui, sans doute, allaient lui être posées au sujet de l'intégration de trois membres du Front national sur la liste de Serge Dassault, conseiller régional (RPR) d'Ile-de-France, à Corbeil-Essonnes (Le Monde du 3 juin), le député de l'Oise - qui, très jeune, avait précisément commencé sa carrière politique sous la protection de Marcel Dassault - a même insisté : « Ça n'a pas duré longtemps.

Hier soir, je prenais les dispositions nécessaires et, ce matin, le problème était réglé.

Après avoir « vérifié » la composition de sa liste, le fils du célèbre aviateur a dû, en effet, intégrer trois nouveaux candidats en remplacement de trois personnes identifiées - grâce, notamment, à Libération et à France 2 - comme membres ou sympathisants du Front national. « Ils étaient sympathiques, ils travaillaient bien, ils étaient plus engagés que je ne le pensais », a simplement confié M. Dassault, après la « vérification » qui lui avait été demandée.

Pour un cas similaire, celui de Courcouronnes, toujours dans le département de l'Essonne, mais ville de moins de trente mille habitants pour laquelle, statutairement, le conseil

national du RPR n'est pas compétent, M. Mancel a précisé qu'après les vérifications d'usage « les instances départementales prendront les décisions qui s'imposent », à savoir qu'à défaut de faire le même ménage que M. Dassault, le chef de file du RPR à Courcouronnes serait privé de l'investiture de la majorité.

Enfin, faisant allusion aux allégations de Jacques Peyrat, candidat (ex-Front national) à Nice, selon lesquelles celui-ci serait, un jour, intégré dans un parti de l'actuelle majorité, M. Mancel a certifié : « M. Peyrat ne sera jamais accueilli dans une grande formation nationale appartenant à la majorité. »

Jean-Louis Saux

## La Seine-Saint-Denis élira-t-elle le premier sénateur lepéniste ?

FRANK TIMMERMANS a un rêve : faire entrer au palais du Luxembourg, en septembre, le premier sénateur Front national. La direction nationale du parti, qui partage ce rêve, lui donne un sérieux coup de main en s'employant à obtenir un maximum de conseillers municipaux les 11 et 18 juin. Pas moins de neuf membres du bureau politique ou du comité central et de permanents du Front conduiront des listes dans la Seine-Saint-Denis, où M. Timmermans est secrétaire départemental du parti. Six d'entre eux sont des collaborateurs du secrétaire général, Carl Lang, directeur de la campagne du parti pour les municipales.

M. Timmermans lui-même, conseiller régional, membre du bureau politique et secrétaire national à l'encadrement, se présente à Pierrefitte, une municipalité détenue depuis vingt-quatre ans par un maire communiste, Daniel Bioton. Parmi les autres candidats « vedettes » de l'extrême droite en Seine-Saint-Denis, Roger Holcandre, également conseiller régional, membre du bureau politique, secrétaire national sans affectation, président du Cercle national des anciens combattants, candidat à Sevran contre le maire, Bernard Vergnaud (PCF).

A Epinay-sur-Seine, dont le maire socialiste, Gilbert Bonnemaison, malade, ne se représente pas, c'est François-Xavier Sidos, membre du comité central et du cabinet de Jean-Marie Le Pen, qui sera la tête de liste frontiste. M. Sidos est le petit-fils de François Sidos, inspecteur général adjoint des forces du maintien de l'ordre en Charente-Maritime sous Pétain, fusillé à la Libération, et le neveu de Pierre Sidos, fondateur de Jeune nation, aujourd'hui pré-

sident de l'Œuvre française, mouvement d'extrême droite « antisocialiste » et catholique traditionaliste.

Pierre Pauty, tête de liste à Saint-Denis, fait partie des vingt membres du comité central nommés par M. Le Pen en février 1994. En 1980, M. Pauty avait claqué la porte du parti en expliquant, dans Notre Europe, publication de la Fédération d'action nationale et européenne (FANE), néo-nazie, que M. Le Pen était devenu « un jouet entre les mains des socialistes ». Il avait participé à la fondation du Parti nationaliste français (PNF), en 1983, avant de revenir en 1993 au FN.

### LE REVIREMENT DE M. RAOULT

Le Front national présente, cette année, trente-cinq listes dans le département, contre vingt-neuf en 1989. Parmi les nouvelles, celles de Pré-Saint-Gervais, de La Courneuve, de Bobigny et de Montfermeil. Il y a six ans, il avait obtenu quatre-vingts conseillers municipaux en Seine-Saint-Denis ; M. Timmermans table, cette fois, sur le double.

Au second tour, il proposera des accords « pour faire battre la gauche », particulièrement forte dans le département, sans grande illusion toutefois, car le patron du RPR dans le département est Eric Raoult, nouveau ministre chargé de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion.

Partisan, autrefois, d'un rapprochement avec l'extrême droite - il avait même signé un protocole d'accord avec ses représentants en 1988 -, M. Raoult l'attaque, aujourd'hui, en dénonçant son « pouvoir de nuisance ». Il s'en est expliqué récemment, en déclarant : « Ce qui m'a fait changer - il faut être franc -, c'est que, pendant

les années 1986-1988, la droite [se fonda] sur une arithmétique électorale. Depuis, on s'est aperçu que le Front national est purement négatif. »

Le Front national a fort peu apprécié ce revirement. Ses têtes de liste sont décidées à mener la vie dure au RPR et, plus globalement, à la majorité, ce se maintient « sans états d'âme », souligne M. Timmermans, partout où les discussions se révéleront impossibles. Il mise, cependant, sur quelques personnalités dont les positions ne sont pas éloignées de lui et qui se refusent à laisser élire un candidat de gauche. Ce pourrait être le cas, par exemple, de Raoult Bételle, député (RPR), que l'idée de ravir Epinay-sur-Seine aux socialistes pourrait séduire, même au prix d'un flirt poussé avec l'extrême droite.

Celle-ci cherche aussi à profiter des dissensions au sein de la droite, comme de la gauche, pour ravir une mairie. C'est le cas de Clichy-sous-Bois où M. Le Pen a obtenu 23,54 % des voix le 23 avril. Gilbert Pérea, secrétaire départemental adjoint, a été choisi pour affronter le maire sortant, Gérard Probert (UDF), élu premier magistrat de la ville à la suite de la démission d'André Dechamps (ex-PCF), en janvier 1993. Sa liste accueillait des transfuges du RPR et des villégiatures opposés à M. Probert. Il semble cependant qu'après une période de confusion la droite se soit mise d'accord pour soutenir le maire sortant. Quel qu'il en soit, le Front national déploie tous ses efforts dans cet ancien bastion de la gauche, qui a offert à M. Le Pen son meilleur score (18,78 %) dans la petite couronne.

Ch. Ch.

## La division de la droite à Noyon nourrit les espoirs de M. Descaves

### NOYON (Oise)

Pierre Descaves, ancien député de l'Oise, conseiller régional de Picardie, jubile. Il pointe avec délices les noms de candidats, dont trois au moins sont connus pour leurs affinités avec le RPR, qui figurent sur sa liste pour les élections municipales de Noyon.

Ces ralliements, précieux pour la conquête de cette ville de quinze mille habitants, sont le fruit d'un travail de longue haleine, mené par son bras droit, Michel Guinot, secrétaire départemental du Front national et conseiller régional, mais, surtout, commerçant : un de ces rares politiciens qui pratique encore la tournée dans les quartiers écartés de la ville et les petites communes avoisinantes. Il assure une présence active et précoce pour M. Descaves, très occupé, à Paris, par son cabinet d'expert-comptable.

### QUÊTE DU SACRE

A l'en croire, c'est par hasard que M. Descaves s'est retrouvé dans l'Oise, où Jean-Marie Le Pen a obtenu 20,48 des voix, le 23 avril, au premier tour de l'élection présidentielle. Entré au Front national en 1985, M. Descaves avait été envoyé l'année suivante dans ce département pour y conquérir un siège de député. Son implantation à Noyon viendrait d'un coup de foudre pour cette ville-éclaté : patrie de Calvin, de saint Médard et de saint Eloi, Noyon est aussi - et ce n'est pas rien pour cet ultrarationaliste - la cité du sacre de Hugues Capet en 987. A vrai dire, la sociologie et les rapports de force politiques n'ont certainement pas échappé non plus à ce pied-noir né à Tlemcen, en Algérie, en 1924, et qui se définit comme « combattant de l'Algérie française ».

Depuis que le chômage y sévit (14 % de la population active) et qu'elle se laisse grignoter par des Franciliens fuyant les HLM de la banlieue Nord de Paris pour acquiescer un pavillon, ce gros bourg flanqué de petites cités joue à se faire peur. Noyon colporte les rumeurs, qui foisonnent surtout lorsqu'elles concernent l'immigration (18 % d'immigrés) et l'insécurité ; elle se recroqueville sur elle-même en pleurant sur ses splendeurs du siècle dernier et en jalonnant Compiègne, la trop entreprenante voisine.

Ville de garnison - elle accueille le 8<sup>e</sup> régiment d'infanterie et abrite une caserne de gendarmerie mobile - acquiesce à la droite, Noyon présentait en outre l'avantage pour le Front national, dès les élections municipales de 1989, d'être le siège d'une querelle entre le maire sortant, Pierre Dubois, et l'un de ses adjoints, « Jeune loup » RPR, Bertrand Labarre. Grand perdant du second tour dans une « quadrangulaire », M. Descaves s'était promis de retrouver M. Labarre, le nouvel élu, « pour un duel en 1995 ».

Labourant son terrain, il n'a rien laissé au hasard. Une « lettre » a été imprimée ; une permanence où, dit-il, il a « pris le temps d'écouter tous ceux qui venaient se plaindre », a été mise en place ; une association, Fraternité française, a été créée pour venir en aide aux Noyonnais - « français » - dans le besoin, frappant à la porte du Front national. Le président de cette association, Jean-Michel Dormage, figure en seconde place sur la liste, intitulée : « Noyon renaissance, les Français d'abord ».

Le 31 mai, un sondage donnait l'extrême droite gagnante en cas de quadrangulaire ou de triangulaire, et talonnant le maire sortant en cas

de duel. Le score de M. Le Pen dans la ville (28,93 %) rend ce scénario d'autant plus plausible que la gauche manque d'un chef de file. André Meunier (ex-communiste), qui mène une liste rassemblant de nombreux enseignants et des candidats venus des diverses familles de la gauche, n'a obtenu ni l'investiture du PS ni celle du PCF.

### LUTTES INTÉRIEURES

Quant à la droite, elle ne cesse de se déchirer. A peine mis en place, le conseil municipal a connu ses loteries intestines. Principales critiques : l'autoritarisme du maire, son manque de disponibilité et, surtout, sa grande propension à travailler en solo. Les contestataires - Jean-Marie Lelong, deuxième adjoint, et Laurent Mauid, conseiller municipal -, tous deux membres du PR, ont voulu, un temps, créer une liste ensemble, puis, les dissensions apparaissant, une liste chacun. « Inquiet de faire le jeu du Front national en multipliant les listes de droite », M. Mauid vient de jeter l'éponge. M. Lelong, lui, persiste. « Si quelqu'un doit se retirer, c'est le maire », explique-t-il.

Conscient des critiques dont il fait l'objet, le maire, qui a obtenu l'investiture RPR-UDF, bat sa coulpe : c'est vrai, admet M. Dubois, il n'a pas su communiquer, mais, dit-il, c'est parce qu'il a trop travaillé, accablé par la gestion d'une ville fortement endettée et manquant tragiquement d'équipements publics, notamment pour la petite enfance. Et de dresser son bilan, qu'en fait personne ne conteste, avant de dire, haut et fort, que, s'il est resté, il déguera davantage et apprendra à communiquer !

Ch. Ch.

قائمة المرشحين



Handwritten note in a box: "C'est un droit pour tous"

dirigeants de ces  
accords locaux  
et. **● AFFRONTÉ**  
autres départe-  
ments. Saint-Denis,  
l'extrême droite a choisi d'affronter  
la droite. Les scores de Jean-Marie  
Le Pen lui permettent d'espérer pou-  
voir les conseils municipaux de  
groupes Front national.

## En pensant au Sénat

royen de faire élire,  
siège de sénateur en septembre



Le chef de l'Etat a consacré son premier déplacement en province, vendredi 2 juin, à son département d'origine, la Corrèze, et précisément à Egletons, où il avait lancé, en 1976, son entreprise de refondation du parti gaulliste et de conquête par celui-ci de la présidence de la République. A cette occasion, Jacques Chirac a repris certains thèmes de sa campagne électorale, notamment pour ce qui concerne l'emploi.

« **EXERCER UN MÉTIER**, ce n'est pas un privilège pour quelques-uns ! C'est un droit pour tous ! C'est pour cette raison que toute notre action se résume aujourd'hui en un mot : l'emploi », a déclaré vendredi 2 juin, à Egletons, en Corrèze, le président de la République, qui a poursuivi :

« C'est seulement si, tous ensemble, nous procédons à une véritable révolution culturelle que nous parviendrons à relever l'immense défi de l'emploi ».

Parlant de l'importance du chômage des jeunes, M. Chirac a déclaré : « Cette situation n'est plus acceptable. Elle est le bilan de politiques inadéquates. Pour y remédier, il faut ouvrir notre système éducatif sur son environnement extérieur. Sans doute la première mission de l'école est-elle de donner à chaque enfant la chance de maîtriser les bases du savoir (...), mais l'égalité des chances, c'est aussi, apprendre un vrai métier. Pour cela, il faut (...) admettre l'entreprise comme un lieu de formation à part entière. Trop nombreux sont ceux qui ne veulent pas le reconnaître et qui s'enferment dans les bastilles du passé (...). Le dispositif [de formation en alternance] doit être aujourd'hui simplifié, adapté, renforcé ».

Abordant le dossier du logement, le président de la République a souligné : « Notre dispositif d'aides, défini il y a près de vingt ans, se révèle inadéquat (...). Il nous faut le moderniser pour le rendre plus efficace et en faire un véritable instrument de solidarité nationale, sans pour autant avoir à dépenser davantage. Il est indispensable de bousculer le frein considérable que la routine engendre chez les responsables, quel que soit leur niveau (...). Donnons-nous pour objectif de garantir à l'épargne qui s'investit dans l'immobilier un traitement fiscal comparable à celui des autres formes de placement, alors que, pour des raisons absurdes, on a voulu sanctionner les placements immobiliers ».

## M. Chirac retrouve en Corrèze les thèmes et les accents de sa campagne

Le président de la République est revenu dans son département d'origine

Le chef de l'Etat a consacré son premier déplacement en province, vendredi 2 juin, à son département d'origine, la Corrèze, et précisément à Egletons, où il avait lancé, en 1976, son entreprise de refondation du parti gaulliste et de conquête par celui-ci de la présidence de la République. A cette occasion, Jacques Chirac a repris certains thèmes de sa campagne électorale, notamment pour ce qui concerne l'emploi.

**EGLETONS**  
de notre envoyé spécial

La fidélité est toujours récompensée. Depuis 1966, Jacques Chirac n'a jamais oublié de présider le baptême de la promotion sortante de l'Ecole d'application aux métiers des travaux publics implantée, depuis 1943, au cœur de sa circonscription corrézienne, à Egletons. Il a pu ainsi, vendredi 2 juin, consacrer sa première sortie officielle en province de président de la République - en dehors de sa participation, la veille, à l'hommage rendu, à Vannes, aux deux soldats français tués à Sarajevo - au département où il a implanté les racines de sa carrière politique.

Qu'un heureux hasard ait fait que cela soit à Egletons rajoutait à la valeur symbolique de ce déplacement. C'est là qu'un dimanche d'octobre 1976, quelques semaines après avoir quitté Matignon pour cause de désaccord avec le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, il avait rappelé que le gaullisme ne pouvait se confondre avec la droite traditionnelle. Il avait appelé à la constitution « d'un vaste mouvement populaire », qui allait prendre la forme du RPR, dont il a fait, avec la mairie de Paris, l'outil de sa conquête du pouvoir.

**TUOILEMENTS NATURELS**

Ce ne fut pas aussi facile qu'il l'espérait alors, mais, l'objectif atteint, il était normal qu'il vint se ressourcer là où avait commencé sa longue marche. A voir les embrassades, les poignées de mains émuees, il était difficile de savoir qui était le plus heureux, du président, qui retrouvait de vieux

amis, ou des Corrèziens, qui lui ont toujours été fidèles.

Cette plongée dans la France rurale avait un autre avantage pour le nouveau président de la République. Entre deux conseils restreints consacrés à la Bosnie, elle lui a permis de montrer qu'il ne s'intéresse pas seulement aux dossiers diplomatiques et militaires et qu'il n'a pas oublié les promesses du candidat Chirac. Le discours

### M. Juppé précise son calendrier

Alain Juppé a installé, vendredi 2 juin, le comité interministériel pour l'emploi, qui se réunira régulièrement sous la présidence du premier ministre. Trois dossiers seront à l'ordre du jour de sa prochaine réunion prévue pour « dans un mois » : les « guichets uniques pour l'emploi », destinés à faciliter les démarches des employeurs ; l'insuffisance des marchés publics dans la politique de l'emploi, certains d'entre eux pouvant être accordés aux « mieux-disants » en matière d'emploi ; l'élaboration d'une « charte locale d'initiative emploi ». M. Juppé a invité les dix-sept ministres présents à participer à trois initiatives préparées par le ministre du travail, Jacques Barrot, et qui « seront rendues publiques dans les quinze jours » : le contrat initiative-emploi pour les chômeurs de longue durée, le contrat d'accès à l'emploi pour les jeunes et une mesure d'allègement des charges, « ciblé sur les emplois peu qualifiés dans les PME ».

qu'il a prononcé, devant un parterre acquis d'avance, mais où avaient aussi pris place - en plus de deux membres du gouvernement, Pierre-André Périssol, ministre du logement, et Raymond-Max Aubert, secrétaire d'Etat au développement rural et ancien député de Corrèze - quelques hauts fonctionnaires parisiens qui jugeaient leur présence utile, ressemblait fort à ceux qu'il a tenus tout au long de sa campagne électorale. Sans grandes envolées, sans « visio planétaire », son souci était de parler des difficultés quotidiennes des Français.

**VAINCRA « LA ROUTINE »**

Parlant devant des jeunes en fin de formation, l'emploi était un thème naturel de discours. En l'abordant longuement, le président de la République a confirmé que c'est « la priorité » de son action et, donc, de son gouvernement. Il a souligné aussi, avec force, que la lutte contre le chômage ne peut être de la seule responsabilité des pouvoirs publics, la réussite des entreprises devant

## Le chef de l'Etat appelle à relever le « défi de l'emploi »

Une « véritable révolution culturelle »

« **EXERCER UN MÉTIER**, ce n'est pas un privilège pour quelques-uns ! C'est un droit pour tous ! C'est pour cette raison que toute notre action se résume aujourd'hui en un mot : l'emploi », a déclaré vendredi 2 juin, à Egletons, en Corrèze, le président de la République, qui a poursuivi :



**VERBATIM**

« C'est seulement si, tous ensemble, nous procédons à une véritable révolution culturelle que nous parviendrons à relever l'immense défi de l'emploi ».

Parlant de l'importance du chômage des jeunes, M. Chirac a déclaré : « Cette situation n'est plus acceptable. Elle est le bilan de politiques inadéquates. Pour y remédier, il faut ouvrir notre système éducatif sur son environnement extérieur. Sans doute la première mission de l'école est-elle de donner à chaque enfant la chance de maîtriser les bases du savoir (...), mais l'égalité des chances, c'est aussi, apprendre

un vrai métier. Pour cela, il faut (...) admettre l'entreprise comme un lieu de formation à part entière. Trop nombreux sont ceux qui ne veulent pas le reconnaître et qui s'enferment dans les bastilles du passé (...). Le dispositif [de formation en alternance] doit être aujourd'hui simplifié, adapté, renforcé ».

Abordant le dossier du logement, le président de la République a souligné : « Notre dispositif d'aides, défini il y a près de vingt ans, se révèle inadéquat (...). Il nous faut le moderniser pour le rendre plus efficace et en faire un véritable instrument de solidarité nationale, sans pour autant avoir à dépenser davantage. Il est indispensable de bousculer le frein considérable que la routine engendre chez les responsables, quel que soit leur niveau (...). Donnons-nous pour objectif de garantir à l'épargne qui s'investit dans l'immobilier un traitement fiscal comparable à celui des autres formes de placement, alors que, pour des raisons absurdes, on a voulu sanctionner les placements immobiliers ».

## Jean-François Mancel présente la nouvelle direction du RPR

**NOUVEAU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL** du RPR, Jean-François Mancel, député et président du conseil général de l'Oise, a présenté, vendredi 2 juin, les dix délégués généraux nommés par le président par intérim du mouvement, Alain Juppé, qui assisteront désormais : Philippe Aubergier, député de l'Yonne, rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, et seul de ces délégués à s'être prononcé en faveur d'Edouard Balladur au premier tour de l'élection présidentielle, est nommé délégué général au budget ; Roselyne Bachelot, députée de Maine-et-Loire, est chargée de l'emploi et de la lutte contre l'exclusion ; Jean-Pierre Bazin, député européen, conseiller municipal de Nantes, des affaires européennes ; Pierre Bédier, député des Yvelines, des fédérations ; Jérôme Bignon, député de la Somme, des élus locaux ; Philippe Briand, député d'Indre-et-Loire, de l'animation et des jeunes ; Gérard Léonard, député de Meurthe-et-Moselle, de la réforme de l'Etat ; Henriette Martinez, députée des Hautes-Alpes, de la prospective et des propositions ; Renaud Muselier, député des Bouches-du-Rhône, des relations avec le Parlement ; et Frédéric de Saint-Sernin, député de la Dordogne, des élections.

**ÉLECTIONS MUNICIPALES**

■ **NEUILLY-SUR-SEINE** : des responsables de comités de soutien à Jacques Chirac ont constitué une liste, « Neully pour tous », concurrente de la liste de la majorité conduite par le maire sortant, Nicolas Sarkozy, ancien ministre du budget. Cette liste est conduite par Gérard Avril, président du comité de soutien à M. Chirac de Neuilly, et Christine Mame, présidente de Femmes pour la France, tous deux membres du RPR.

■ **ARGENTON-SUR-CREUSE** : Michel Sapin, membre du conseil monétaire de la Banque de France et ancien ministre des finances, qui a décidé d'être candidat dans cette ville (Le Monde du 17 mai), devra affronter non seulement la droite, mais aussi une liste communiste. La section locale du PCF lui reproche de se présenter en homme providentiel, avec une « liste verrouillée, préparée clandestinement » alors que des négociations étaient en cours pour l'élaboration d'une liste commune PS-PCF.

■ **AUXERRE** : l'accord entre le RPR et Jean-Pierre Solisson fait des vagues. Des militants de droite, qui y sont opposés, ont décidé vendredi 2 juin, au dernier moment, de présenter leur liste, mais l'absence d'un document pourrait empêcher la validation, a-t-on appris auprès des intéressés. Cette liste « Droite indépendante pour Auxerre », menée par Olivier Joly, âgé de 24 ans, attaché parlementaire du député RPR de l'Yonne Yves Van Haecke, comporte des balladuristes, des chiraquiens et des villieristes.

**DÉPÊCHES**

■ **MER** : Bernard Dujardin, administrateur civil, a été chargé, vendredi 2 juin, par le premier ministre de rédiger un rapport sur l'opportunité éventuelle de créer un ministère de la mer. Il devra consulter l'ensemble des organismes et professionnels concernés. M. Dujardin, ingénieur, est ancien élève de l'ENSA et capitaine de frégate (CR). Il a occupé différents postes à la direction générale des impôts et a été directeur de la flotte de commerce (marine marchande) entre 1985 et 1989.

■ **SANTÉ** : les dépenses de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) ont augmenté de 0,5 % en avril (+0,4 % en mars). Cette hausse est imputable à la revalorisation des honoraires des médecins le 1<sup>er</sup> mars et à l'augmentation des consultations (+0,4 % en volume), des visites (+1,2 %) et des indemnités journalières de moins de trois mois (+0,6 %), liée à l'épidémie de grippe qui a sévi dernièrement.

## n de la droite à Noyon espoirs de M. Descaves

Le chef de l'Etat a consacré son premier déplacement en province, vendredi 2 juin, à son département d'origine, la Corrèze, et précisément à Egletons, où il avait lancé, en 1976, son entreprise de refondation du parti gaulliste et de conquête par celui-ci de la présidence de la République. A cette occasion, Jacques Chirac a repris certains thèmes de sa campagne électorale, notamment pour ce qui concerne l'emploi.

« **EXERCER UN MÉTIER**, ce n'est pas un privilège pour quelques-uns ! C'est un droit pour tous ! C'est pour cette raison que toute notre action se résume aujourd'hui en un mot : l'emploi », a déclaré vendredi 2 juin, à Egletons, en Corrèze, le président de la République, qui a poursuivi :

« C'est seulement si, tous ensemble, nous procédons à une véritable révolution culturelle que nous parviendrons à relever l'immense défi de l'emploi ».

Parlant de l'importance du chômage des jeunes, M. Chirac a déclaré : « Cette situation n'est plus acceptable. Elle est le bilan de politiques inadéquates. Pour y remédier, il faut ouvrir notre système éducatif sur son environnement extérieur. Sans doute la première mission de l'école est-elle de donner à chaque enfant la chance de maîtriser les bases du savoir (...), mais l'égalité des chances, c'est aussi, apprendre un vrai métier. Pour cela, il faut (...) admettre l'entreprise comme un lieu de formation à part entière. Trop nombreux sont ceux qui ne veulent pas le reconnaître et qui s'enferment dans les bastilles du passé (...). Le dispositif [de formation en alternance] doit être aujourd'hui simplifié, adapté, renforcé ».

Abordant le dossier du logement, le président de la République a souligné : « Notre dispositif d'aides, défini il y a près de vingt ans, se révèle inadéquat (...). Il nous faut le moderniser pour le rendre plus efficace et en faire un véritable instrument de solidarité nationale, sans pour autant avoir à dépenser davantage. Il est indispensable de bousculer le frein considérable que la routine engendre chez les responsables, quel que soit leur niveau (...). Donnons-nous pour objectif de garantir à l'épargne qui s'investit dans l'immobilier un traitement fiscal comparable à celui des autres formes de placement, alors que, pour des raisons absurdes, on a voulu sanctionner les placements immobiliers ».

Le chef de l'Etat a consacré son premier déplacement en province, vendredi 2 juin, à son département d'origine, la Corrèze, et précisément à Egletons, où il avait lancé, en 1976, son entreprise de refondation du parti gaulliste et de conquête par celui-ci de la présidence de la République. A cette occasion, Jacques Chirac a repris certains thèmes de sa campagne électorale, notamment pour ce qui concerne l'emploi.

### Heineken est présente en Afrique du Sud...

**HEINEKEN. AU NOM DE LA BIÈRE.**

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. A CONSOMMER AVEC MODÉRATION



**CONGRÈS** L'Unapel, qui rassemble 800 000 familles de l'enseignement catholique, tient congrès à Strasbourg du samedi 3 au lundi 5 juin. C'est la première grande ma-

nifestation de l'enseignement privé depuis la révision manquée de la loi Falloux, en décembre 1993. Philippe Toussaint, son président, Pierre Daniel, le secrétaire général de l'ensei-

gnement catholique, et François Hostaller, secrétaire d'Etat à l'enseignement scolaire, doivent s'y exprimer, lundi 5 juin. ● APRÈS LE SILENCE forcé de ces derniers mois, ce

congrès marque l'occasion d'un retour de l'enseignement privé sur le devant de la scène. Il sera l'occasion de réfléchir aux importants enjeux auxquels se trouvera confronté l'en-

seignement catholique dans les prochaines années. ● L'ENSEIGNEMENT technique et professionnel a, pour sa part, du mal à préserver sa vocation d'aide aux élèves en difficulté.

## Les parents de l'enseignement catholique testent le gouvernement

Un an et demi après l'échec de la révision de la loi Falloux, les parents d'élèves du privé entendent profiter de l'élection de Jacques Chirac à la présidence de la République pour faire aboutir un certain nombre de revendications

DE TOUTES les vertus cardinales, la prudence est celle que les dirigeants de l'enseignement catholique ont pratiquée le plus volontiers ces derniers mois. Discrets comme jamais pendant la campagne présidentielle, sans rester inactifs, ils se sont appliqués à quitter le terrain politique, où la révision manquée de la loi Falloux les avait placés, pour se situer dans le domaine pédagogique ou purement technique. Le congrès de l'Unapel (Union nationale des associations de parents de l'enseignement libre, représentant 800 000 familles), qui a lieu à Strasbourg pendant le week-end de la Pentecôte, est la première manifestation de grande ampleur organisée depuis l'affaire de la loi Falloux. Réuni tous les quatre ans depuis 1959, ce dixième congrès, auquel participeront plus de quatre mille personnes, devrait fournir une occasion de sortir de la pénitence forcée de l'an passé, alors que les élections présidentielles ont porté à la tête de l'Etat un ami politique.

« Le nouveau président de la République a été élu sur l'idée qu'il était le candidat du changement. Il a donc suscité un espoir », se borne à constater Philippe Toussaint,

président de l'Unapel. Pour le reste, il se concentre sur « Le projet personnel de l'enfant », thème du congrès de cette année. Bien malin celui qui percevrait l'écho de dissensions internes, comme celles survenues après l'échec parlementaire de 1993, avec les chefs d'établissement ou, de façon beaucoup plus feutrée, avec le secrétaire général à l'enseignement catholique, émanation de l'épiscopat. C'est en bon ordre que, au sommet, l'ensemble des composantes de l'enseignement catholique entend affronter l'avenir.

### PAS DE VAGUES

A la base, pourtant, on trouve toutes les nuances de la circonspection, tant le réveil laïque de janvier 1994 a laissé des traces. « Gardes-moi de mes amis ; mes ennemis, je m'en charge », devient la « plaisanterie » au goût du jour. Mais le mot d'ordre tacite est : pas de vagues, pas de surenchères.

Chacun est bien conscient que l'enseignement catholique, qui scolarise plus de deux millions d'élèves (97 % de l'enseignement privé), se trouve devant quelques enjeux forts, dont ceux-ci : comment faire face à l'évolution de la demande, de plus en plus urbaine,

### Une plaquette qui vient à point nommé

Le secrétariat général de l'enseignement catholique (SGEC) édite ces jours-ci une plaquette intitulée *L'école pour l'épanouissement de chaque jeune, pour l'avenir de la société*, qui contient en fait une série de demandes qu'il aimerait voir satisfaites : une définition claire du statut des maîtres, le déblocage de crédits d'Etat pour des travaux de sécurité, la mise en place d'emprunts bonifiés pour favoriser la rénovation et la construction de locaux, la mise en place d'aides sociales (notamment pour la cantine et les transports), une aide spécifique pour les écoles rurales, l'engagement d'un plan multimédia pour le privé, etc. Parmi ces mesures, certaines ont été discrètement étudiées durant les derniers mois. La définition du statut des maîtres devrait prochainement faire l'objet d'un décret.

alors que l'enseignement catholique est solidement implanté en milieu rural ? Comment accueillir des parents de plus en plus « consommateurs », alors que le privé est supposé offrir un supplément d'âme ? Comment répondre à des familles touchées par la crise économique, qui ont un mal croissant à assumer les frais de scolarité ?

Ainsi, les dirigeants de l'enseignement catholique ne peuvent ignorer que de plus en plus de parents peinent à payer la cantine, souvent chère, car les collectivités locales ou sont pas obligées de la subventionner. Selon une enquête

de l'INSEE, publiée en 1994 sous le titre *Les dépenses d'éducation des familles*, un collégien du public coûte en moyenne 2 000 francs par an à ses parents, contre 6 000 francs pour un collégien du privé. Au lycée, l'écart se situe entre 4 000 francs annuels dans le public, contre 8 000 francs dans le privé.

### LA BATAILLE DES MOYENS

Pourtant pour autant refuser les familles qui se présentent au nom de la liberté de choix ? La plupart des établissements assurent que non, au risque de créer définitivement une « école de riches ».

Le problème de la gestion des flux démographiques reste, quant à lui, indissolublement lié à celui des investissements immobiliers qui ont cristallisé toute la querelle des deux ans passés. Dans le premier degré, certains départements, comme la Nièvre, la Creuse, la Savoie, le Var ou les Côtes-d'Armor ont perdu entre 4 % et 6 % des élèves du privé, par rapport à l'année dernière. Dans le même temps, d'autres départements, comme la Moselle ou le Lot-et-Garonne, constataient une hausse d'environ 2 %. Ces mouvements entraînent des conséquences coûteuses, à plus ou moins long terme, sur les constructions ou les rénovations de bâtiments scolaires.

L'éternelle bataille des moyens a donc encore de beaux jours devant elle. Les occasions de s'exprimer ne vont guère lui manquer avec le prochain collectif budgétaire, le vote de la loi Bayrou sur le nouveau contrat pour l'école, ainsi que le débat qui doit précéder le référendum sur l'école : des rendez-vous que l'enseignement privé entend bien ne pas manquer, pour marquer sa sortie d'une longue période de silence et de discrétion.

Béatrice Gurrey

### Deux ans de polémiques

● 28 juin 1993 : le projet de loi présenté par le député Bruno Bourg-Broc (RPR) visant à autoriser les collectivités locales à financer librement les investissements des établissements privés sous contrat est adopté par l'Assemblée nationale. Le président de la République, François Mitterrand, s'oppose à sa présentation au Sénat.

● 13 décembre : la mission confiée à Georges Vedel met en évidence la vétusté des locaux et les problèmes de sécurité dans les établissements privés. Elle chiffre les travaux nécessaires entre 3,8 et 5,3 milliards de francs.

● 16 décembre : le Sénat adopte la révision de la loi Falloux. Cette décision provoque de vives réactions dans le clan « laïque », qui mobilise plus de 600 000 personnes, le 16 janvier 1995 à Paris. Une commission est chargée par le premier ministre, Edouard Balladur, d'évaluer les besoins de tous les établissements scolaires. Sa présidence est confiée à Jean-Marie Schliet, député (UDF) de Meurthe-et-Moselle, ancien président de la fédération de parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP).

● 19 avril 1994 : le rapport de la commission Schliet conclut que 7 % des établissements publics et privés présentent des risques majeurs pour la sécurité des élèves et des personnels. Il préconise la création d'un observatoire national. Le 14 mai, l'enseignement catholique demande un plan d'urgence pour ses établissements. Les travaux de la commission Schliet s'achèvent. Les syndicats et les parents d'élèves du public et du privé s'opposent au retard apporté à la création de l'observatoire, et, à l'automne, l'Unapel menace de quitter cette instance.

● 9 mai 1995 : création officielle de l'Observatoire national de la sécurité et publication, le 2 juin, de l'arrêté de nomination de ses 48 membres.

## Les lycées privés techniques en mal de vocation

### VANNES

de notre envoyé spécial  
« Il faut réussir à donner une autre image de l'enseignement technique et professionnel qui ne soit pas uniquement un recours pour des élèves en échec, mais une voie de réussite et d'excellence », Joël Le Natur, le directeur du lycée Saint-Joseph de Vannes (Morbihan), n'est pas fier du résultat de la transformation à peine achevée de ses ateliers de maintenance industrielle et d'automobile. Un an après la construction d'une aile moderne pour les sections d'électricité et d'électronique, le plan général de rénovation de ce lycée technique et professionnel de 1 050 élèves est en bonne voie.

Ce n'est pas uniquement pour les nécessités de la sécurité que le lycée Saint-Joseph a engagé ce programme de travaux de 16 millions de francs financés pour moitié par le conseil régional. Pour maintenir son niveau de recrutement, il lui faut s'adapter aux exi-

gences des nouvelles formations technologiques, toujours considérées, y compris dans l'enseignement privé, comme « un parent pauvre ». Elles lui imposent de se concentrer sur des « filières fortes, du CAP au BTS, appuyées sur un métier ». Parce que les investissements en machines et en matériel sont coûteux, la période est révolue où les responsables des lycées privés, au nom de l'autonomie, pouvaient multiplier les ouvertures de sections, au risque de se livrer une féroce concurrence.

Parmi les deux seuls établissements à vocation uniquement industrielle du département, le lycée Saint-Joseph a échappé au boulet des restructurations de ces dernières années. Elles ont surtout affecté les petits lycées professionnels tertiaires, la grande majorité d'un « patrimoine » qui scolarise un peu plus de 313 000 élèves. Avec leurs sections de couture et d'habillement, les anciennes écoles ménagères n'offrent plus de

débouchés et sont victimes d'une profonde désaffection. Ce « recentrage », dans de grandes unités au cœur des agglomérations, au détriment des implantations rurales, s'est également accompagné d'un mouvement de reconversion des enseignants qui préoccupe toujours les responsables syndicaux de la CFDT, organisation majoritaire.

### NOUVELLES CONTRAINTES

Cette nouvelle organisation est-elle compatible avec les objectifs explicités par les responsables de l'enseignement catholique en faveur « des élèves en difficulté et des plus déshérités » ? M. Le Natur admet que ce « discours d'ouverture et de solidarité » s'appuie sur des convictions fortes trouve difficilement sa traduction dans la pratique quotidienne. De fait, le « caractère propre », comme l'« autonomie », dont se prévaut le « privé » pour afficher son originalité paraît de plus en plus battu en brèche. Les impératifs de la rentabilité financière et de nouvelles « contraintes » imposent aux chefs d'établissement de se plier aux exigences d'une carte scolaire plus rigide, de s'intégrer à un schéma de formation élaboré avec la collectivité régionale. Revendiquant haut et fort sa capacité d'adaptation, l'enseignement catholique ne s'est enorgieilli que timidement dans les nouvelles dispositions de la loi quinquennale pour l'insertion et l'emploi des jeunes. Avec ses formations en alternance ou par apprentissage, elles risquent, pour un certain nombre d'enseignants, de déstabiliser le réseau encore fragile des formations initiales sous statut scolaire. « C'est une part de nous-mêmes qui s'en va », constate M. Le Natur, qui s'interroge : « Jusqu'où ne pas aller pour éviter un glissement progressif vers une assimilation » qui, à terme, pourrait bien ressembler à une « fonctionnarisation » ?

Michel Delberghe

## Deux personnes placées en détention provisoire dans l'affaire du pot-de-vin versé pour un logement parisien

L'AFFAIRE du pot-de-vin versé pour obtenir un logement social de la Ville de Paris, révélée par le quotidien *l'Infamatin*, est entrée, vendredi 2 juin, dans sa phase purement judiciaire. Au terme de cinq jours d'enquête préliminaire menée par les policiers du 4<sup>e</sup> cabinet de délégations judiciaires, deux juges d'instruction parisiens, François Desset et Guy Ripoll, ont été désignés pour instruire ce dossier. Dans la soirée, le procureur de la République de Paris, Bruno Cotte, avait ouvert une information judiciaire du chef de « trafic d'influence », visant dans son réquisitoire introductif quatre personnes, considérées à ce jour comme les principaux protagonistes de cette affaire. Toutes les quatre ont été mises en examen par les deux juges d'instruction dans la nuit de vendredi à samedi. Parmi elles figure Henri Pozza, soixante-six ans, le maire-adjoint (RPR) du 12<sup>e</sup> arrondissement, précédemment chargé du logement social.

Dans son article, publié le 29 mai dans *l'Infamatin* (Le Monde du 30 mai), le journaliste Eric Decouty révélait que, en se faisant passer pour un commerçant, il avait obtenu en une semaine un appartement de 78 mètres carrés contre le versement occulte d'une somme de 30 000 francs. Parmi les quatre personnes mises en examen, deux ont été placées en détention provisoire : Patrice Cayeux, le militant RPR accusé d'avoir perçu cette « enveloppe », et l'un de ses amis, Thierry Ferron, qui aurait servi

d'intermédiaire dans la transaction frauduleuse. Henri Pozza et Martine Moulin, la secrétaire qui avait mis en relation le journaliste avec le militant inconnu, ont été laissés en liberté, mais placés sous contrôle judiciaire.

L'équipe des juges Desset et Ripoll va désormais devoir s'attacher à établir si les faits commis dans le 12<sup>e</sup> arrondissement se sont produits à plusieurs reprises et,

surtout, si les agissements de Patrice Cayeux participaient d'un système organisé de corruption.

Faisant le récit de sa mise en scène, le journaliste d'*l'Infamatin* avait écrit que ce militant du RPR, proche de M. Pozza - dont il était l'un des collègues d'affiches patentes -, « après retrait de sa commission, remettait l'argent d'Henri Pozza, maire adjoint du 12<sup>e</sup> et personnage-clé pour l'obtention d'une

HLM ». Prenant les devants pour endiguer les effets de cette affaire sur la campagne pour les élections municipales, Jean Tiberi et Paul Pernin, le maire du 12<sup>e</sup> arrondissement - qui avait signé la lettre d'attribution au journaliste d'*l'Infamatin* -, ont conjointement déposé une plainte pour « escroquerie » auprès du parquet de Paris. M. Pernin a par ailleurs été interrogé par la police, à titre de témoin, sur les

conditions d'attribution de l'appartement au journaliste.

Avant sa garde à vue, dans un entretien accordé le 31 mai à *France-Soir*, Patrice Cayeux avait reconnu les faits qui lui sont reprochés, mais en affirmant qu'il n'avait agi que « pour [son] enrichissement personnel ». « Ni Paul Pernin ni Jean Tiberi ne sont à mettre en cause, assurait-il. J'ai d'ailleurs envoyé une lettre à M. Ti-

berri pour lui avouer ma culpabilité [...] Personne d'autre n'a touché de pot-de-vin. Je suis chômeur, et j'ai utilisé mes relations à la mairie du 12<sup>e</sup> pour faire avancer le dossier. » Mais il avait toutefois ajouté que « les élus interviennent tous les jours et en toute illégalité pour pousser leurs propres dossiers ».

De source proche de l'enquête, on indiquait en tout cas que M. Cayeux avait reconnu, devant les policiers, avoir procédé plusieurs fois de la même manière, encaissant des sommes d'argent contre une intervention pour favoriser l'obtention d'un logement social. Il aurait avoué qu'il partageait le fruit de ce trafic avec son ami Thierry Ferron.

Vendredi soir, à l'issue de sa mise en examen, M. Pozza - qui a annoncé son intention de poursuivre *l'Infamatin* en diffamation - affirmait qu'il n'y avait « absolument rien contre [lui] dans le dossier ». Pour sa défense, le maire adjoint assure que les logements dits PLI (prêt locatif intermédiaire), dont fait partie l'appartement attribué au journaliste, sont des logements difficiles à attribuer, en raison de sévères critères de sélection des locataires - notamment fondés sur les revenus.

Concernant leur attribution, M. Pozza a affirmé devant les enquêteurs qu'il n'en était pas le responsable et que son rôle se limitait à proposer des dossiers au maire, sans avoir lui-même aucun pouvoir de décision.

Hervé Gattegno

H. G.

قوله من لا يحضره الله



هذه امه لظفر

# Le meurtre méthodique de la famille Bébien provoque la stupeur à Saint-Andéol-le-Château

Les enquêteurs sont parvenus à établir une chronologie du drame

Affaire purement familiale ou « piste tunisienne », les gendarmes enquêtent sur le meurtre mystérieux d'une famille à Saint-Andéol-le-Château (Rhône) n'excluent aucune hypothèse. Vendredi 2 juin, ils ont achevé la fouille de la maison sans parvenir à retrouver

l'arme du crime. Les quatre victimes auraient été assassinées l'une après l'autre, tout au long de l'après-midi du mardi 30 mai.

Les investigations concernent l'entourage familial - Vincent Bébien avait onze frères et sœurs et son épouse neuf -, professionnel, ainsi que les amis et les voisins de la famille. On se souvient bien que « le fils avait eu une relation et qu'un bébé est né le mois dernier, ce qui n'avait pas fait le bonheur des parents ». On a également évoqué les trois « curieux » voyages de la famille en Tunisie à Monastir, dont le dernier en mai, et l'accueil d'un Tunisien dans leur maison pendant une semaine, l'hiver dernier, ainsi que le certificat d'hébergement qui lui avait été délivré par la mairie de Saint-Andéol.

On aurait par ailleurs retrouvé dans un champ une enveloppe avec le mot « fille » écrit en lettres capitales, ce qui indiquerait la présence d'un complice pour prévenir le ou les assassins postés dans la maison.

Le seul « témoin » de cet après-midi tragique, Christophe, le meilleur ami du fils, avec qui il avait rendez-vous l'après-midi du mardi, a été entendu pendant six heures, vendredi 2 juin, dans les locaux de la gendarmerie de Givors. Le jeune homme venait nourrir le chien de la famille quand les Bébien partaient en vacances. L'animal a été retrouvé attaché après le drame et personne ne l'a entendu aboyer, ce qui laisserait penser que le ou les meurtriers connaissent leurs victimes.

Sandrine Blanchard

## Deux prêtres impliqués dans des affaires de mœurs

DES AFFAIRES DE MOEURS viennent de frapper deux prêtres de l'Eglise catholique. A Versailles (Yvelines), le tribunal correctionnel a condamné, vendredi 2 juin, à deux ans de prison, dont vingt et un mois avec sursis, le Père Philippe Charpentier de Beauville, reconnu coupable d'« atteintes sexuelles par personne ayant autorité » sur quatre jeunes scouts, au cours d'un camp dans les Vosges en juillet 1993. Ce prêtre, originaire du diocèse de Versailles, ancien curé de Chatou, exerçant désormais son ministère au Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis), s'est présenté au tribunal comme victime du « fonctionnement ecclésiastique ». Ajoutant : « Un prêtre doit avoir une vie privée, je n'ai pas fait de chasteté ; simplement d'obéissance à l'obligation de célibat ».

Par ailleurs, le Père Yves Molty, quarante-neuf ans, curé de Lézardrieux (Côtes-d'Armor), a été mis en examen et écroué, jeudi 1er juin, à la maison d'arrêt de Saint-Brieuc par le juge d'instruction du tribunal de grande instance de Guingamp. Il est accusé du viol d'un adolescent également au cours d'un camp scout. Selon les gendarmes, le prêtre a reconnu une partie des faits qui lui sont imputés.

■ INTERPELLATION : le skinhead soupçonné d'avoir, le 18 avril, précipité Imed Bouhoud, un jeune Français d'origine tunisienne, dans le port du Havre (Seine-Maritime), a été interpellé jeudi 1er juin au Portugal. Sous le coup d'un mandat d'arrêt international, Mickael Gonçalves a été arrêté à Lotural - village de ses grands-parents -, dans la province de Gimeres-Raga. Agé de vingt et un ans, Mickael Gonçalves était recherché depuis qu'un autre skinhead, David Beaune, vingt-trois ans, mis en examen pour non-dénunciation de crime, non-assistance à personne en danger et écroué le 14 mai, l'avait accusé d'avoir perpétré cet homicide (Le Monde du 26 mai). Dès l'annonce de cette arrestation, le parquet du Havre a transmis un dossier d'extradition aux autorités judiciaires portugaises qui devraient se prononcer dans les jours qui viennent.

■ CONDAMNATIONS : six personnes, dont cinq membres de la « bande du Macana », impliquée dans l'assassinat, le 25 février 1994, de Yann Piat, député du Var, ont été condamnées, vendredi 2 juin par la chambre correctionnelle du tribunal de grande instance du Var, à des peines allant de cinq ans à huit ans de prison ferme pour un incendie criminel commis à Hyères en janvier 1994. La peine la plus lourde a été infligée à Patrick Véron qui avait commandité cet incendie dirigé contre Les Mémoires, un restaurant dont il estimait qu'il faisait de l'ombre à sa pizzeria.

■ INDEMNISATION : Christine Villémin, la mère du petit Grégory, assassiné le 16 octobre 1984, a demandé, vendredi 2 juin, 1 million de francs d'indemnité, lors d'une audience, devant la commission nationale chargée d'indemniser les anciens détenus innocents qui siége à la Cour de cassation. Cette demande vise à la dédommager de son incarcération de onze jours, en juillet 1985, alors qu'elle était soupçonnée d'avoir tué son fils. La décision sera rendue le 4 juillet.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Principaux points évoqués

### Objectif : une meilleure rentabilité

Le Président a réaffirmé son objectif de hisser durablement la rentabilité du groupe au niveau des plus grandes compagnies pétrolières mondiales. Il a souligné qu'Elf devait réunir la rigueur de gestion et l'ambition du développement qui sont la marque des grandes entreprises.

### Des résultats encourageants

La stratégie de recentrage sur les quatre métiers industriels porte progressivement ses fruits. Pour le 1er semestre 1995, sur la base des résultats de fin avril, le résultat opérationnel devrait être proche du double de ce qu'il était à fin juin 1994.

### Une volonté d'administrer l'entreprise dans l'intérêt des actionnaires

Depuis juin 1993, le Conseil d'Administration a mis en place deux comités pour l'assister :

- le Comité d'Audit,
- le Comité des Rémunérations.

Par ailleurs, l'Assemblée a approuvé une modification des statuts privilégiant les actionnaires fidèles. Leur droit de vote est doublé et leur représentation mieux assurée par la limitation du poids des très gros actionnaires.

Enfin, pour ses deux millions d'actionnaires individuels, Elf a amélioré ses précédentes initiatives en appliquant systématiquement les suggestions du Comité des Actionnaires :

- passage de la quotité à 1 action,
- possibilité, pour les actionnaires au nominatif, d'effectuer directement et rapidement leurs ordres d'achat ou de vente en Bourse à frais réduits,
- mise en place d'un numéro vert,
- diffusion de la Lettre aux Actionnaires à plus de 200 000 personnes.

En 1995, le groupe poursuivra sa politique d'information. D'ores et déjà 5 rencontres entre la Direction Générale et les actionnaires sont prévues dans des villes de province.

Service Relations avec les Actionnaires :  
Tour Elf, cedex 45, 92078 Paris La Défense.  
Tél. : 47 44 59 86. Service Minitel : 3616 Cliff

## Le gouvernement

du privé entendent  
un certain nombre de revendications

La proposition de loi relative à la détermination des responsabilités des dirigeants d'entreprise, présentée par le ministre de l'Économie, a été adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale, vendredi 2 juin. Elle vise à renforcer la responsabilité des dirigeants d'entreprise en matière de gestion financière et de respect des obligations légales. Le texte prévoit notamment que les dirigeants d'entreprise peuvent être poursuivis pénalement en cas de faillite frauduleuse ou de violation des obligations de transparence financière. La loi sera définitivement adoptée après une seconde lecture en juillet.

### Deux ans de polémiques

La loi relative à la détermination des responsabilités des dirigeants d'entreprise a été adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale, vendredi 2 juin. Elle vise à renforcer la responsabilité des dirigeants d'entreprise en matière de gestion financière et de respect des obligations légales. Le texte prévoit notamment que les dirigeants d'entreprise peuvent être poursuivis pénalement en cas de faillite frauduleuse ou de violation des obligations de transparence financière. La loi sera définitivement adoptée après une seconde lecture en juillet.

### AU CARNET DU MONDE

#### La famille Barrière

La douleur d'annoncer la disparition de sa chère Mamie.

#### Mme Gilberte BARRIÈRE TSJEN

survenue le 1er juin 1995. Elle avait quatre-vingt-deux ans.

Une cérémonie civile aura lieu le mardi 6 juin, à 16 heures, dans l'église de Courcouronnes (Seine-et-Marne), et l'enterrement aura lieu à 17 heures au cimetière.

#### On nous prie d'annoncer le décès de

M. Louis BAUDON,

survenu en son domicile le 2 juin 1995, à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 7 juin, à 14 heures, en l'église Sainte-Geneviève à Asnières (Hauts-de-Seine), sa paroisse, et sera suivie de l'inhumation à 16 h 30 au cimetière de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) dans le caveau de famille.

— René Fournier, Adolphe, David, Yves Robit, Et leurs amis.

ont la douleur de faire part du décès de

#### Mme Evelyne FEURER-CHALOM

survenue le 1er juin 1995, à l'âge de quatre-vingt ans.

Les obsèques civiles auront lieu le 6 juin, à 16 heures, au cimetière de Créteil (Val-de-Marne).

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Christian Farjon, France et Alain Prudhomme, Catherine et Frédéric Farjon, ses enfants,

— Lucienne, Nathalie et Philippe, Roland, Emmanuel, François, Anne et Benoît, André, Nicolas, Stéphanie et Marie, ses petits-enfants,

Ses arrière-petits-enfants, Nicole Déon-Sainsère, sa sœur,

Les familles Sainsère, Farjon, Henry, Déon, Collin,

ont la très grande tristesse de faire part du décès de

#### Mme Roland FARJON,

née Monique Sainsère,

survenue le 1er juin 1995, après des souffrances de l'Église.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 6 juin, à 11 heures, en l'église Saint-Hippolyte d'Évry, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16<sup>e</sup>, suivie de l'inhumation au cimetière de Bar-le-Duc (Meuse).

Il vous demandent d'associer à sa mémoire celle de son époux,

#### Roland FARJON,

décédé le 21 juillet 1945,

et celle de son fils,

#### Richard FARJON,

décédé le 24 mars 1967,

— Nous avons la douleur d'annoncer le décès de

#### Philippe GALBAUD du FORT,

survenu le 24 mai 1995.

Nous nous sommes réunis le 2 juin, pour lui dire au revoir.

Sa famille, Sa compagne, Ses amis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, rue Elisa-Borcy, 75020 Paris.

#### Mme Benjamin JOSEFOHN,

Pierre JOSEFOHN, Jean-Raphaël et Anne Hirsch, Yael, Michaël et Jonathan, Mme André Lajoinie et sa fille,

Mme Eliane JOSEFOHN et ses enfants,

Et toutes les familles apparentées, ont la tristesse de faire part du décès de

#### Benjamin JOSEFOHN,

leur époux, père, grand-père, beau-frère et oncle,

survenu le 2 juin 1995, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 7 juin, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse (on se réunira à la porte principale, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14<sup>e</sup>).

Cet avis tient lieu de faire-part.

12 bis, avenue Bosquet, 75007 Paris.

— Les collaborateurs de la société Davidis Cinéma Télévision, ont la douleur de faire part du décès de

#### Pierre NEURISSE,

survenu le 31 mai 1995,

Les obsèques auront lieu le mardi 6 juin, à 15 h 30, cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14<sup>e</sup>.

— M. et Mme Pierre Quivy, M. et Mme Claude Rumez, Mme Denise Quivy, M. et Mme Patrick Buiret, Leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur d'annoncer le décès du

#### docteur Paul-Jean QUIVY.

L'inhumation aura lieu le mercredi 7 juin 1995, à 11 heures, au cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

### Séminaires

#### COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE :

● Séminaires : F. Proust : « Réflexions », 9 et 16 juin, 18 heures-20 heures, université Paris-VII-Jussieu.

J.-P. Marcos, J. Colléony : « Devenir l'éthique », 16 juin, 20 heures-22 heures, université Paris-VII-Jussieu.

M. Tort, R. Ivkovic : « Nationalismes, hommes et femmes : la nation elle ? », 12 juin, 14 heures-18 heures, Maison Suzanne, 6 juin, 17 heures-20 heures, EHESS.

● Samedi autour d'un livre : Le Traité de l'évidence, de Fernando Gil, avec R. Gil, P. Loraux, M. Richier et A. Soulez, 10 juin, 9 h 30-12 h 30, Carré des sciences. Revue « L'Esprit créateur » consacrée à Jean Genet, avec P. Bongot, J. Derrida, A. Dichey, J.-M. Rabaté, 10 juin, 14 heures-17 heures, Carré des sciences.

Renseignements : 44-41-46-80.

### Anniversaires

— Le 5 juin 1992 disparaissait tragiquement

René COURTOIS, directeur honoraire des services extérieurs de l'éducation nouvelle au ministère de la justice, officier de la Légion d'honneur.

Au moment pour lui une saine pensée ceux qui l'ont connu, aimé et respecté.

### THÈSES Tarif Étudiants

65 F la ligne H.T.



L'Assemblée Générale a approuvé les comptes de l'exercice 1994 et l'ensemble des résolutions présentées aux actionnaires.

Comptes rendus de l'Assemblée du 31 mai

Elle a décidé la distribution d'un dividende net par action de 13 F. Les actionnaires peuvent opter pour le paiement du dividende en actions du 6 au 27 juin 1995 inclus. Les actions nouvelles sont émises à 348 F.

Les porteurs de certificats pétroliers ERAP peuvent bénéficier de cette possibilité dans les mêmes conditions.



## HORIZONS

HISTOIRE

**B**UDAPEST, le 4 juin 1920, 10 heures. Au Parlement imposant de style composite situé au bord du Danube, le président István Rakovsky ouvre la séance. Il porte un costume sombre avec une cravate noire, comme tous les députés présents. « Aujourd'hui, dit-il, la Hongrie arrive à un tournant historique. Le traité de paix qu'on nous impose procède au dépeçage de notre nation millénaire : c'est une journée de deuil ».

Au même moment, au Petit Trianon, près du château de Versailles, les plénipotentiaires français, américains, britanniques, italiens, japonais, belges, chinois, cubains, grecs, nicaraguayens, panaméens, polonais, portugais, roumains, serbo-croato-slovens (qui deviendront à partir de 1929 les Yougoslaves...), les Siamois (les futurs Thaïlandais) et les Tchécoslovaques apposent leur signature en bas du traité de paix avec la Hongrie, dernier acte d'un processus commencé en 1917.

En effet, les discussions préliminaires au sein des principales puissances alliées sont engagées au milieu de la Grande Guerre. De multiples contacts diplomatiques se nouent entre Français, Britanniques et Américains autour de la création d'un « nouvel ordre européen » une fois la paix rétablie. Les États-Unis, depuis peu directement entrés dans le conflit mondial, comptent jouer un rôle actif dans les affaires internationales sous la direction du président Woodrow Wilson. Dans ses *Fourteen Points* exposés au cours d'un discours célèbre prononcé le 8 janvier 1918, il prévoit notamment qu'aux peuples de la double monarchie austro-hongroise doit être accordé le droit à leur développement autonome. Pendant un certain temps encore, le président Wilson croyait possible la création d'une sorte de fédération.

En fait, le 18 janvier 1919, lorsque les soixante-dix délégués des pays alliés se réunissent dans la salle des Glaces du palais de Versailles, les jeux sont déjà faits. La diplomatie américaine s'aligne sur les positions britanniques et surtout françaises. C'est le président Wilson lui-même qui propose Georges Clemenceau à la présidence.

La « couverture médiatique » (qui se limite alors à la presse écrite et aux agences télégraphiques) est assurée par cinq cents journalistes, chiffre extraordinairement élevé pour l'époque. Mais, au fur et à mesure de la progression des travaux de la conférence, la presse en est écartée.

Les véritables négociations se déroulent à huis clos entre Woodrow Wilson, Lloyd George, le premier ministre britannique, son collègue italien Vittorio Orlando et Georges Clemenceau, membres du Conseil des Quatre. Différents forums ad hoc rassemblent des ministres des affaires étrangères des principaux pays alliés ; leurs proches collaborateurs se réunissent tous les jours. La majorité d'entre eux n'ont qu'une connaissance superficielle de l'histoire de la région et en particulier de celle de la nation hongroise. D'ailleurs ses représentants - comme ceux des autres pays vaincus - sont délibérément exclus des travaux.

Ce n'est qu'après la signature des traités de paix avec l'Allemagne, l'Autriche et la Bulgarie que, le 1<sup>er</sup> décembre 1919, le Conseil suprême des puissances alliées et associées invite le gouvernement hongrois à envoyer ses délégués à Paris.

**D**ÉPUIS le printemps de la même année, la situation du pays a beaucoup évolué. Après l'armistice de 1918 et la proclamation de la République bourgeoise, les vainqueurs de la Grande Guerre imposent des lignes de démarcation désastreuses qu'on avance plusieurs fois par la suite sous la pression des Roumains. Leur armée participe aux côtés des forces nationalistes dirigées par l'amiral Horthy (futur régent de Hongrie) à l'écrasement de la République des Conseils du communiste Béla Kun, qui a remplacé à partir du 21 mars 1919 la République bourgeoise du comte Mihály Károlyi.

La situation est plutôt paradoxale dans la mesure où ce sont les soldats de l'Armée rouge hongroise qui défendent avec acharnement les frontières de la patrie, convoitée par des envahisseurs étrangers. Quoi qu'il en soit, les contre-révolutionnaires reprennent le pouvoir en août 1919, mais le gouvernement nationaliste doit naturellement assumer les conséquences de la guerre perdue.

Des leur arrivée à Paris, les délégués hongrois comprennent qu'il n'est pas question de modifier les décisions prises par la conférence. « Ces décisions en ce qui concerne les futures frontières de l'État hongrois », déclare le futur président tchécoslovaque Edvard Benes, dans le quotidien *Le Temps* du 2 décembre 1919, « sont définitives et il n'y sera fait aucune modification en faveur de cet État ».

Les délégués hongrois sont non seulement isolés au château de Madrid à Neuilly où l'on ne communique avec eux que par écrit, mais, du côté allié, on ne consulte pas la masse considérable de documents, cartes et statistiques apportés par la délégation. Pas de discussions bilatérales, aucune prise en considération des arguments de Budapest. Le texte du traité de paix avec la Hongrie est fixé depuis longtemps dans ses moindres détails.

Le traité du 4 juin 1920 prive le pays des deux tiers d'un territoire millénaire, réduisant le nombre de ses habitants de 20 855 000 (dont plus de la moitié sont des non-magys) à 7 615 000. Trois millions et

demi de Hongrois d'origine sont exclus des nouvelles frontières, ce qui ne manquera pas d'aggraver sensiblement les antagonismes entre nations danubiennes. Ce choc matériel et psychologique donnera pendant tout l'entre-deux-guerres un caractère désespérément révisionniste à la politique de la Hongrie, qui placera la récupération de ses anciens territoires au-dessus de toute autre considération.

Non seulement les nouvelles frontières imposées (essentiellement pour des raisons stratégiques) ne correspondent pas aux limites ethnographiques des populations, mais elles tranchent délibérément dans la masse compacte hongroise elle-même. Les vainqueurs disent vouloir remodeler l'Europe centrale et orientale au nom du principe des nationalités. Mais, au lieu de rétablir et de consolider l'entente entre les pays de la région, le découpage arbitraire de la Hongrie envenime encore davantage les querelles.

Personnage central de la conférence de paix, l'intransigeance de Georges Clemenceau quant au sort à réserver aux vaincus ne varie à aucun moment. « Le culte que les Français ont consacré à Clemenceau », écrit François Puret dans *Le Passé d'une illusion* (éditions Robert Laffont/Calmann-Lévy), « m'a toujours paru un parfait exemple des injustices de la mémoire collective ».

(...) Car peu d'hommes, ajoute-t-il, auront été, autant que ce vainqueur légendaire, incapables de s'élever jusqu'à la vision de la paix. A Versailles, le vieux Jacobin de Vendée est ignorant, étroit, chauvin, prisonnier de son personnage de « père de la Victoire ». Un jugement sévère que partagent d'autres historiens, et

satellites bon gré mal gré des Allemands, les Hongrois ne sont pas traités en pestiférés. Mais, d'une manière générale, les Occidentaux n'ont pas semblé vouloir tirer les enseignements nécessaires des erreurs commises à Versailles au sujet du problème des minorités hongroises.

**Ce n'est qu'après la signature des traités de paix avec l'Allemagne, l'Autriche et la Bulgarie que le Conseil suprême des puissances alliées et associées invite le gouvernement hongrois à envoyer ses délégués à Paris**

pas nécessairement hongrois... Il n'est pas surprenant que la Hongrie ait été par la suite entraînée dans le sillage des puissances adversaires des traités de paix signés à Versailles et, à partir des années 30, dans l'orbite des dictatures : l'Italie de Mussolini et surtout l'Allemagne de Hitler.

**A**PRÈS la seconde guerre mondiale, la conférence de paix au palais de Luxembourg se déroule dans un meilleur climat que celle de 1919. Avec d'autres vaincus devenus des

Cette fois, c'est Staline qui porte la principale responsabilité dans la réorganisation de l'Europe centrale et orientale de l'après-guerre. Pendant le règne du « Petit Père des peuples » et de ses successeurs, les phénomènes nationalistes sont étouffés, mais, après la chute du communisme, ils deviennent le problème peut-être le plus préoccupant de la région. Beaucoup de Hongrois dont les ancêtres étaient des fondateurs de villes et des bâtisseurs d'églises vivent sur un territoire appartenant depuis trois quarts de siècle à un autre pays

que la Hongrie ; le sort réservé aux minorités hongroises, notamment en Roumanie, en Slovaquie et en Serbie, reste inquiétant. D'autant plus que des conflits pas toujours latents sont exploités par les extrémistes des deux côtés.

Bien entendu, il n'est plus question d'une modification quelconque des frontières. En mars dernier, la Hongrie a conclu dans le cadre du « Pacte de stabilité » à Paris un traité de bon voisinage avec la Slovaquie ; ce traité peut être considéré comme un modèle du genre pour le règlement des contentieux sur le statut des minorités. Des négociations sont également en cours entre Hongrois et Roumains avec des encouragements français. Il s'agit peut-être d'un clin d'œil diplomatique de la France qui s'adresse essentiellement à la Hongrie pour effacer le mauvais souvenir de « Trianon ». Un nom dont l'évocation provoque de génération en génération des réactions hostiles.

Depuis l'ouverture des frontières et avec la visite de nombreux touristes hongrois, les murs du petit château portent des graffitis plus ou moins lisibles et peu flatteurs pour la France. Et même si nos relations bilatérales sont désormais au beau fixe, le « traumatisme de Trianon » persistera encore longtemps.

Thomas Schreiber

**Il y a soixante-quinze ans, la signature du traité du 4 juin 1920 privait les Magyars des deux tiers de leur territoire historique. Trois millions et demi de Hongrois d'origine furent exclus des nouvelles frontières**

## La Hongrie dépecée au Trianon



### Chronologie

6 avril 1917 : déclaration de guerre des États-Unis à l'Allemagne.  
24 octobre 1917 : début de la révolution d'Octobre.  
7 décembre 1917 : déclaration de guerre des États-Unis à la monarchie austro-hongroise.  
30 octobre 1918 : proclamation de la République hongroise.  
11 novembre 1918 : armistice. Fin de la Grande Guerre.  
18 janvier 1919 : ouverture de la conférence de paix à Versailles.  
21 mars 1919 : Béla Kun à la tête de la République des conseils (Communiste hongroise).  
28 juin 1919 : signature du traité de paix avec l'Allemagne à Versailles.  
1<sup>er</sup> août 1919 : victoire des forces contre-révolutionnaires en Hongrie.  
10 septembre 1919 : signature du traité de paix avec l'Autriche à Saint-Germain-en-Laye.  
27 novembre 1919 : signature du traité de paix avec la Bulgarie à Neuilly.  
1<sup>er</sup> mars 1920 : l'amiral Miklós Horthy élu régent de Hongrie.  
4 juin 1920 : signature du traité de paix avec la Hongrie.



Les véritables négociations se déroulèrent à huis clos entre (de gauche à droite) Lloyd George, le premier ministre britannique, son collègue italien Vittorio Orlando, Georges Clemenceau et Woodrow Wilson, membres du conseil des Quatre.

### Bibliographie

- P. Renouvin : *Le Traité de Versailles*, Flammarion.
- E. Fejtő : *Requiem pour un empire défunct*, Lieu commun.
- Y. de Daruvar : *Le Destin dramatique de la Hongrie*, Albatros.
- V. L. Tapié : *Monarchie et Peuples du Danube*, Fayard.
- J. Rupnik : *L'Autre Europe*, Éditions Odile Jacob.
- Sir Robert Donald : *The Tragedy of Trianon*, Thornton-Butterworth.
- T. Schreiber : *Hongrie, la transition pacifique*, Le Monde-Éditions.



**Propos recueillis par  
Nicolas Weill**



# Le Monde

## L'après-Tiananmen

**L**e totalitarisme chinois n'est décidément plus ce qu'il était. Le régime de Pékin a beau exhiber tous les signes de rigidité, l'aspiration aux réformes démocratiques n'a rien perdu de sa vitalité. Bravant les manœuvres d'intimidation lourdement déployées par les autorités, les protestataires sont toujours en mesure de se manifester, aux quatre coins du pays, d'une manière assurément concertée.

Si le sixième anniversaire du massacre de Tiananmen ne devrait vraisemblablement pas donner lieu à des dérapages spectaculaires, la fièvre dissidente qui a précédé la commémoration comporte un enseignement que les successeurs de Deng Xiaoping devraient méditer : le feu couve sous l'appareillage de plomb imposé par un régime dont le décalage avec la société s'approfondit. Tout se passe comme si les réformes économiques de Deng Xiaoping avaient libéré des forces que les hiérarchies du Parti communiste ne sont plus en mesure de brider.

Les gesticulations policières n'y pourront rien : l'économie de marché socialiste a métamorphosé la Chine en une société poreuse, perméable aux vents du grand large. Quand on se convertit au capital, on utilise les nouvelles techniques de communication. Le résultat est que des « mal-pensants » délaissent les archaïques machines à ronéotyper pour la télécopie et l'ordinateur et informent dans l'instant leurs interlocuteurs étrangers de toute violation des droits de l'homme. Il en découle une pression permanente à la-

quelle le régime est loin d'être insensible, et ce en dépit de ses crispations nationalistes.

La deuxième leçon à retenir de l'effervescence de ces derniers jours est que la plaie de Tiananmen n'est pas refermée. L'enjeu n'est désormais plus tant de célébrer la mémoire des victimes que de réévaluer le statut de ce drame dans la mémoire nationale. L'affaire dépasse de très loin les cercles de la dissidence. Bien qu'apparemment expédiée dans les poubelles de l'histoire sous le label d'« incident contre-révolutionnaire », elle continue de préoccuper les hautes sphères du régime, qui savent pertinemment qu'il leur faudra, un jour, solder ce contentieux.

Deng Rong, la fille de Deng Xiaoping, avait donné un avant-goût de ce débat à venir en qualifiant, en début d'année, dans un entretien controversé au *New York Times*, la répression de Tiananmen de « tragédie ». Il est vrai qu'elle s'était aussi employée à justifier les choix de son père, mais l'utilisation de ce mot, ajoutée à l'insistance mise à plaider en faveur d'une réconciliation, témoigne de l'acuité de la question. Il n'est pas indifférent non plus de relever que les autorités ont conservé à leur disposition, si l'on peut dire, Zhao Ziyang, ancien secrétaire général du parti et figure réformatrice préservée des purges de « Papres-Tiananmen » malgré sa disgrâce. Les vituperations contre le soulèvement du « printemps de Pékin » dissimulent mal un embarras qui est à l'image du fragile rapport de forces au sein du pouvoir communiste.

## La stratégie du FN

**U**n score élevé à l'élection présidentielle, des résultats médiocres aux élections locales : le scénario de la période 1988-1993 pourrait se répéter pour le Front national. Aussi le parti d'extrême droite a-t-il pris ses précautions, cette année, alors que se profile pour l'avenir la succession de Jean-Marie Le Pen, qui sera âgé de soixante-treize ans lors de la prochaine compétition pour l'Élysée. La direction a engagé ses cadres et ses militants à se mobiliser pour les élections municipales, avec une stratégie double.

Les scrutins des 11 et 18 juin offrent au Front national une occasion d'étendre son réseau, de s'enraciner, mais aussi de tenter, une fois de plus, de se « banaliser » et d'acquiescer une respectabilité que compromettent, inévitablement, le passé trouble et les attitudes racistes et xénophobes de nombre de ses militants. Pour y parvenir, ses dirigeants locaux tentent de passer des accords avec ceux ou moins visibles avec ceux de la droite, soit pour figurer dès le premier tour sur leurs listes, soit pour fusionner avec elles au second tour. L'affaire de l'Es-sonne, où ces stratagèmes ont été écartés et où le RPR a mis bon ordre aux égarements de quelques élus - parmi lesquels Serge Dassault - montre la difficulté de l'exercice.

En l'absence d'accords, le Front national pratique l'affrontement, particulièrement dans certains départements. Il s'agit de ceux de la série alphabétique où se fera,

en septembre, le renouvellement triennal du Sénat et où le niveau atteint par le vote Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle, le 23 avril, donne à son parti l'espoir de disputer, voire d'emporter un siège au palais du Luxembourg. Faute de parvenir à entrer au Parlement par la grande porte, celle de l'Assemblée nationale, l'extrême droite rêve de s'y introduire par l'arrière.

La modestie de cet objectif - dont il n'est pas dit qu'il soit réaliste - atteste que le Front national n'a heureusement pas encore trouvé le moyen de sortir de sa contradiction originelle. Champion du vote « protestataire » anonyme, que le talent de son principal dirigeant et l'efficacité active de certains de ses cadres lui permettent d'attirer, le parti de Jean-Marie Le Pen, Bruno Mégret et Carl Lang suscite en même temps la gêne, dans son électoral, lorsqu'il s'agit d'afficher localement ses préférences et ses amitiés, comme c'est le cas pour des élections municipales, cantonales ou, même, législatives.

Il n'avait pu surmonter cet obstacle, dans le passé, qu'avec la complicité ou la complaisance de notables de droite, mais ceux-ci ont compris qu'en agissant ainsi ils renforçaient un parti acharné à leur perte. Le refus de tout accord ayant démontré son efficacité en permettant à la droite de conquérir les conseils régionaux, l'Assemblée nationale et, maintenant, l'Élysée, il y a peu de chances qu'elle change d'attitude dans les mois et les années à venir.

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.  
Directeur : Jean-Marie Colliard, président du conseil de surveillance, directeur de la publication ;  
Dominique Aldrey, directeur général ; Noël-Jean Borgeot, directeur de la rédaction ;  
Eric Palloux, directeur de la gestion ; Anne Chaussebourg, directeur délégué ;  
Directeur adjoint de la rédaction : Edwy Fessé ;  
Rédacteur en chef :  
Thomas Ferrucci, Robert Solé, adjoints à la direction de la rédaction ;  
Jean-Paul Bérut, Bruno de Camas, Laurent Grollmann, Danyèle Heymann, Bertrand Le Goff, Michel Leclerc, Luc Rimeux ;  
Alain Rollat, conseiller de la direction ;  
Daniel Vermet, directeur des relations internationales ; Alain Fourcaud, secrétaire général de la rédaction ;  
Médiateur : André Laurens ;  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Stéphan, vice-président ;  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1964-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994) ;  
Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.  
Capital social : 630 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde ;  
Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colliard, président du directoire ;  
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75011 PARIS CEDEX 13  
TEL : (01) 46 46 15 25 Télécopieur : (01) 46 46 25 99 Tél : 706 8045  
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 92650 PUTEAUX-CEDEX  
TEL : (01) 46 45 25 25 Télécopieur : (01) 46 46 30 10 Tél : 261 3111

## Critique des critiques

**FINESSE** de Panalyse, pertinence du jugement, qualité de l'écriture : il y a des critiques dans lesquelles on se retrouve et que l'on aimerait signer ! Il y a aussi les autres, celles qui vous fourvoient dans une salle obscure pour un film qui ne l'est pas moins, qui démolissent le livre qui vous a enchanté, ou vous culpabilisent d'avoir osé lire d'une comédie aussi médiocre. Alors, l'envie saisit parfois le lecteur d'interpeller le critique, éventuellement pour communiquer avec lui dans l'adoration d'une œuvre, souvent pour le rappeler au bon sens, au bon goût, à la juste mesure. Ainsi cette dame en colère qui nous a écrit parce qu'une amie lui avait, sur la foi du *Monde*, conseillé un film qui ne lui a pas plu, vraiment pas plu ! Les critiques mettent parfois leurs lecteurs dans des situations périlleuses.

Aucun spécialiste du genre n'échappe à ces confrontations directes, surtout pas ceux qui traitent de la musique, laquelle n'a jamais adouci les mœurs des mélomanes. Que répondre au lecteur qui conteste le jugement esthétique dont le journal s'est fait le véhicule ? Qu'il est dans son droit, et que le critique l'est tout autant de s'exprimer librement : ce dernier le fait suivant les termes d'un contrat dont la première clause serait précisément : la critique est libre.

Elle l'est à l'égard du journal qui a choisi de confier ces fonctions à des collaborateurs dont la compétence dans leur domaine, l'indépendance d'esprit et le talent sont reconnus. A partir de là, le critique écrit ce qu'il veut, même si ses confrères, le rédacteur en chef, le directeur, ne partagent pas sa manière de voir. Or, évidemment, lorsqu'ils vont au cinéma, au théâtre, au concert

(ou au football), lorsqu'ils prennent le temps d'entrer dans un roman, les directeurs de journaux estiment ressentir et incarner les sentiments de base, les émois et les indignations de leurs lecteurs ! Ils sont ainsi tentés d'exprimer autour d'eux la voix *populi*, sans trop se faire d'illusion sur leur capacité d'influence... puisqu'il savent que la critique est libre. Elle l'est aussi à l'égard de la publicité de l'édition ou des spectacles, comme elle est indépendante de la pression des lecteurs.

La critique a été tacitement choisie pour cela, et on attend de lui qu'elle exerce sa liberté de jugement avec un ton qui lui soit propre, avec les penchants, allergies et embellissements qu'on lui connaît, pourvu qu'il reste honnête avec lui-même, avec les œuvres dont il rend compte, avec les lecteurs auprès desquels il engage sa sincérité. C'est alors que, dans la durée d'une fréquentation régulière, il peut devenir un repère familier, un interlocuteur qui vous précède ou vous rejoint, un compagnon dont l'avis est précieux sans autrement vous lier. L'exercice souverain de cette liberté se paie du prix de la solitude. S'il se fourvoit, le critique doit assumer seul et devant tous son défaut de jugement, ses humeurs et ses excès. Cela n'a rien de confortable.

On dira que c'est là la description idéale de la fonction, laquelle n'échappe pas aux abus de pouvoir, au désir d'épater, au mélange des genres, aux coteries, au copinage et aux polémiques internes des microcosmes concernés. La dénonciation de ces travers n'est pas toujours innocente et participe de la tension que créent de fortes implications personnelles dans des cercles fermés et jaloux. Mais n'oublions pas que, s'exerçant sous surveillance publique et concurrentielle, la critique reste elle-même soumise à une critique plus large, notamment celle des lecteurs, qui n'est pas la moins vigilante. Barrière saine et bienvenue.

André Laurens

### AU COURRIER DU « MONDE »

**LA PHILOSOPHIE DANS LE BUS ET LE MÉTRO**  
L'article intitulé « Philosophie de printemps », paru dans le « Monde de livres » du 21 avril est, pour moi, déplorable.

Il prouve, à mes yeux, comment les « intellectuels » sont coupés de la réalité. Les gens ne disposent pas comme vous ou vos semblables de dizaines d'heures, par jour, pour se consacrer à l'étude de la philosophie. Ils cherchent du boulot et, s'ils en ont un, ils travaillent dix heures par jour à la suite des licenciements qui ont ravagé leurs entreprises. Si ces gens trouvent leur bonheur d'indignation à la philosophie en lisant un roman (qui ne triche pas, d'ailleurs) pourquoi pas ?

D'ailleurs, dans cette histoire, ce qui vous gêne le plus, comme vous le dites, c'est la descente dans la rue d'une discipline réputée confidentielle. C'étaient pourtant que Socrate avait fait descendre la philosophie du ciel jusqu'à la Terre ! Parbleu, où va-t-on si tout le monde discute de la philosophie dans le bus ou dans le métro ; au lieu de discuter du retour de « Dalas » à la télé ! (...)

M<sup>me</sup> L. Guiz  
Issy-les-Moulineaux

**DÉSÉSPÉRER L'HUMANITÉ**  
Pourquoi, à nouveau, mettre en première page du « Monde des livres » un des auteurs les plus médiocres de la littérature contemporaine ? Cioran ne sait que mâcher et remâcher, d'une production à l'autre, un pessimisme radical, aussi insignifiant que l'optimisme béat.

Et encore mettez-vous en avant tout son mépris pour l'humanité, que ce soit à l'égard des esprits religieux, des athées (Camus qui, bien sûr, le vaut cent fois), de la culture, de la vieillesse, de lui-même... Comment *Le Monde* ne se rend-il pas compte que, avec « ce spécialiste du problème de la mort », nous sommes déjà dans les eaux troubles qui mènent au fascisme ? (...)

Depuis de nombreuses années, je lis *Le Monde* ; aussi dois-je subir ce « Monde des livres », si complaisant pour la médiocrité. Dans ce même numéro : Cioran, Chadoeurne (« personnalité marquée par la mort »), Blanchot (« ce qui me tient debout, vivant, c'est le mépris ») ; et ce quatorze qui explorent l'horreur dans toutes ses dimensions.

Certes, vous évoquez d'autres auteurs plus sains (excusez cette épithète qui doit vous choquer !). Toutefois, on se demande si, pour « *Le Monde des livres* », la vraie littérature n'est pas celle qui désespère l'humanité et fournit aux hommes des raisons de se désengager, voire de se suicider ?

Gérard Delannoy  
Chalon-sur-Saône  
Saône-et-Loire

### TABOU

« Les hommes portent un épais manteau de mensonge, comme s'ils faisaient mauvais temps dans le monde de la sensualité ». En ces temps de puritanisme insidieux et un siècle après cet avis météorologique par Freud, la tempête, semble-t-il, fait encore rage comme en témoignent ces derniers temps les propos haineux, démesurés et vulgaires d'une certaine presse à l'encontre du beau film de Régis Wargnier *Une femme française*. Mais qu'y a-t-il donc dans ce film qui déclenche à ce point la vindicte meurtrière de certains ? Pourquoi ne se contentent-ils pas de critiquer le film, mais se laissent-ils aller à un règlement de compte à peu de frais ?

Et un règlement de compte avec qui ? Avec leur inconscient. Qu'un fils, fût-il météorologue, comme s'il enfreignait une règle sacrée, ose parler de la sexualité de sa mère et voilà que nous découvrons, ô horreur ! que nos mères à tous et à toutes ont un sexe et des désirs. Impensable, au sens propre du terme.

Alors qu'un cinéaste, pendant une heure trente, ose nous inviter à regarder sur un écran ce

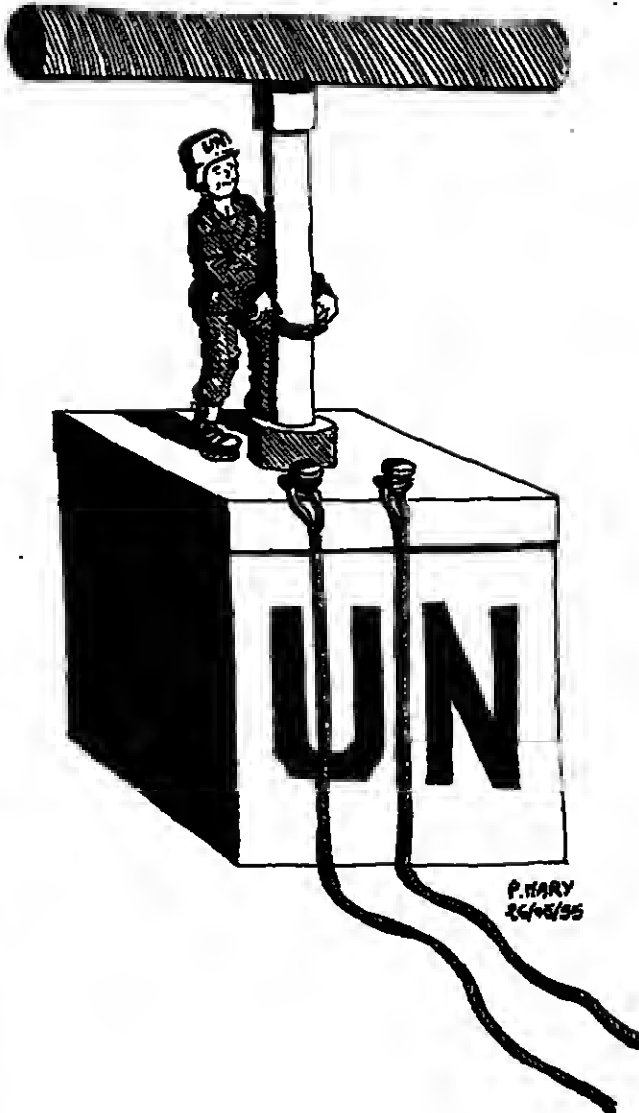
que nous nous efforçons tant bien que mal de nier depuis toujours est proprement insupportable. Ce monstre d'ombre-là est un homme à abattre et c'est à une entreprise de démolition de ce genre que nous assistons depuis la sortie de *Une femme française*.

Nos mères, c'est bien connu, n'ont pas d'amant, elles s'aiment que nous. Nos mères n'ont aucun désir et ne sont là que pour satisfaire nos besoins d'enfant. Nos mères sont gentilles ou vilaines avec nous, mais ne doivent pas porter de robe rouge dans les squares. Nos mères ne peuvent pas être aimées par d'autres que nous, personne n'a le droit de les regarder comme des femmes désirables (...).

C'est une vieille histoire. C'est celle d'Œdipe. Il y a dans la curée autour d'*Une femme française* quelque chose qui ressemble à un sacrifice expiatoire, comme si Régis Wargnier avait touché à la mère éternelle, peut-être même d'ailleurs à l'éternel républicain que le titre, *Une femme française*, peut suggérer !

Catherine Cohen  
Paris

### TRAIT LIBRE



### UNE FEMME QUI DÉRANGE

Rude épreuve que la lecture des critiques consacrées à *Une femme française*, le dernier film de Régis Wargnier : « cinéma misogyne », « nombrisme exacerbé de l'auteur », « évidente obsession du mélo... ». Remarques cruelles pour un film qui nous dit autre chose, nous entraîne à d'autres errances. Régis Wargnier tente de retourner vers son enfance, espère retrouver des attaches, rentrer enfin chez lui ; il avance en fait sous un ciel tourmenté par le tumulte de l'histoire, et trouve surtout la solitude et les désirs de liberté d'une femme (sa mère) (...).

L'exatimide historique d'un film importe moins que l'impalpable vérité sentimentale d'une époque. Et ce film ne « reconstruit » pas, il évoque l'enfance, cruellement il évoque les années 1944-1954, avec le retour des prisonniers de guerre et l'occupation de Berlin par les troupes françaises ; les conflits coloniaux en Indochine, en Algérie... Dans cette France qui, décidément, n'en finit pas d'être en guerre, des femmes (une femme) n'attendent plus, et veulent vivre pour elles.

Emmanuelle Béart est belle, vulnérable dans sa recherche d'elle-même, transportée toujours par des plaisirs fugitifs, encombrée des enfants qu'elle aime pourtant, indécise dans sa vie sentimentale, ébranlée par le regard des autres (...). *Une femme française* sort de la guerre, et ne veut plus se contenter de patienter, d'attendre le retour du mari-soldat.

C'est cette attitude nouvelle que Régis Wargnier a dramatisée dans une histoire passionnelle : elle, dans une liberté, une frivolité cruelle ; lui (le mari, Daniel Auteuil), blessé par cette cruauté frivole, revenu des guerres, glisse du rêve d'un impossible « foyer » à la réalité (...).

*Une femme française* ne veut plus guetter, se languir, se morfondre ; elle avance, sans pour autant tout assumer. Nous sortons de l'Occupation, sans être encore en 1968. Nous voyons l'entre-deux : le provincialisme français et les échappées de l'individu féminin.

Ce film « démodé », déplorablement « littéraire », bien ancré dans la réalité des années 1945-1955, est pourtant impardonnable : portrait fraternel et féroce d'un fils cinéaste pour son père, indécis par désespoir ; et, surtout, on dira qu'une mère n'a pas de désirs, une mère ne trompe pas son mari qui se trouve au front, bref, une femme ne trahit pas la France quand elle se bat, au loin, en Indochine ou en Algérie... Derrière l'allégre règlement de comptes contre Régis Wargnier (on pardonne mal, en France, le succès ; *Indochine* a eu l'Oscar du meilleur film étranger en 1992...) et sa « comédie noire », il y a, en fait, le poids des conventions sur le statut des femmes, le patriotisme et le mariage, le refus de regarder en face sa société empiétée dans les traditions et les volontés de s'en dégarer. *Une femme française* laisse (aux critiques-spectateurs) le goût d'un froid âpre et grisant.

Benjamin Stora  
Paris



## ENTREPRISES

LE MONDE / DIMANCHE 4 - LUNDI 5 JUIN 1995

**avons de transports régionaux. ● DANS LES SATELLITES** et missiles, des filiales communes pourraient voir le jour prochainement, mais la décision est politique.

Manfred Bischoff, aux commandes du groupe allemand, souhaite accélérer la création de filiales communes avec Aérospatiale dans les satellites et les missiles, et s'en rapprocher dans le domaine des avions de transports régionaux.

très contestée à Carnes, siège de la division satellites d'Aérospatiale - notamment par le candidat RPR Pierre Lellouche, proche conseiller de Jacques Chirac, dans le cadre de la campagne électorale pour les municipales de juin.

Les « choix européens » de Manfred Bischoff concernent d'autres projets d'avenir, comme l'aviation de 500 à 600 places (très gros porteur) pour lequel il affirme ne pas pouvoir « imaginer qu'une solution en la matière soit trouvée entre Boeing et un seul des partenaires européens du consortium Airbus ». En l'occurrence... Dasa. Des discussions exploratoires avaient été entamées. « Nous avons toujours été à la recherche d'autres coopérations avec l'Aérospatiale, regrette un autre membre du comité. Soulignant le danger de « frustration » qui pourrait amener les Allemands à « renforcer leur coopération avec les Américains ». Un discours beaucoup plus dur que celui de Manfred Bischoff.

Restructurée, Dasa se sent de plus en plus capable de parler à égalité avec ses partenaires européens. Elle pourrait ainsi, après avoir obtenu le montage final de l'A 319 et de l'A 321, réclamer celui de l'A 320 afin que l'ensemble de la gamme des moyen-courriers sorte des usines allemandes. Mais le groupe n'a pas l'intention, à en croire Manfred Bischoff, d'entrer dans le capital d'Aérospatiale, dans l'hypothèse où l'Etat déciderait de le vendre à des partenaires.

**Lucas Delattre**

**A la suite du rachat de Fokker par Dasa, un projet d'alliance a échoué avec Aérospatiale dans les avions de transports régionaux. Dasa, qui caressait l'ambition de prendre le leadership des avions de transport régionaux européens, proposait au groupe français une prise de participation de 14 % au capital de Fokker. En pointe sur le marché mondial au sein d'ATR, Aérospatiale repoussait l'offre qui ne reflétait pas le rapport des forces sur ce secteur.**

Plus tard, en janvier dernier, les dirigeants de la Dasa qualifièrent de « *facteur de pollution* » (dans leurs relations avec les français) l'alliance entre ATR (Aérospatiale et l'italien Alenia) et British Aerospace dans les avions de transports régionaux. Deux mois plus tard, en mars, le groupe allemand annonçait un projet concurrent avec le coréen Samsung.

Mais depuis la mi-mai, d'après les informations du quotidien économique *Handelsblatt*, Dasa aurait abandonné toute volonté d'exercer un leadership, à travers Fokker, sur ce projet devenu entre-temps européen. Renonçant notamment à développer le cockpit, l'une des parties les plus nobles d'un avion, Dasa adopterait donc, avec son nouveau président, une autre stratégie.

tour de cent places): « Nous sommes certains que nous trouverons une solution afin de nous entendre avec Aérospatiale et British Aerospace et que nous créerons une alliance dans ce secteur. » Des propos

Deuxième exemple : les satellites

## Beneficiaire

## américaine dans de boîtes en métal

Outre profits de l'insaturation de 1994 de la vente directe des billets à l'air, selon certaines conditions, aux compagnies aériennes (auparavant les agences de voyages pouvaient réaliser de tels billets sous-pesés) et a enfin multiplié les programmes de fidélité, étendus par alliances avec les compagnies étrangères. Outre l'accord récemment conclu avec Air France, l'Air et les deux compagnies ont instauré depuis le début de cette année des échanges d'équipages et de vols respectifs entre Osaka et Paris, augmentant le nombre de passagers sur l'itinéraire japonais de 11 % (+8,3 %) est ce chiffre inférieur au taux de croissance global sur les lignes à destination de l'Asie. En dépit de cette reprise, JAL n'envoie pas vers des dividendes à ses actionnaires en mars 1996.

Philippe Pons

**TOKYO**

**de notre correspondant**

Après avoir « battu de Paile » pendant quatre ans, Japan Air Lines (JAL) a renoué avec les bénéfices au cours de l'année fiscale 1994 (qui s'est achevée le 31 mars). De 26 milliards de yens (1,5 milliard de francs) de pertes, JAL est passée à un bénéfice de 2,8 milliards (162 millions de francs). Ce redressement est le résultat d'une restructuration de la compagnie, destinée à réduire les coûts, conjuguée à une politique commerciale énergique visant à accroître le nombre des passagers, dont le récent accord avec Air France est un exemple (*Le Monde* du 31 mai). L'artisan de ce rétablissement, M. Akira Kondo, actuellement directeur de la compagnie, assurera fin juin sa présidence.

L'édématisation de la « bulle spéculative » de fin des années 80 et la valorisation du yen, en entraînant chez les usagers une plus grande attention sur les prix, s'expliquent traduit par un déclin du tourisme. Lorsque celui-ci commença à reprendre, la forte dit yen, qui encourageait les Japonais à se rendre à l'étranger, a pénalisé [AL] : les compagnies étrangères – en particulier américaines – ayant cessé les prix des billets payés américains, attirant davantage de clients et dégageant encore des bénéfices grâce à leur avantage au change. Vis-à-vis de ses concurrents japonais, et notamment de All Nippon Airways (ANA), la seconde compagnie nationale, JAL

était par ailleurs en position défavorable : réalisant la plus grande partie de son trafic au Japon même, ANA était moins sensible à la valorisation du yen et pouvait compenser les pertes sur ses lignes internationales. JAL, dont le réseau est en revanche pour la plus grande part mondial (50 % de ses revenus proviennent des lignes internationales), était plus exposée.

## ACCORD AVEC AIR FRANCE

En matière de réduction des coûts, JAL a littéralement changé les changements profonds dans sa politique d'emploi. A la réduction du personnel par des mises à la retraite anticipées (de 22 000, le nombre des employés est passé à 20 650) s'est ajoutée une modification de la composition du personnel de bord. Au cours des trois dernières années, la compagnie n'a recruté aucune hôtesse sur une base permanente, mais uniquement sur contrats à durée déterminée de moins de trois ans. Une petite « révolution » pour une grande entreprise au Japon où l'emploi permanent est un principe, qui a suscité des débats avec le ministère des transports. Les politiques de réduction des coûts des employés recrutés à durée limitée représentent 10 % des effectifs totaux. Parallèlement, JAL a employé davantage de personnel de bord d'origine étrangère, dont le lieu de résidence est hors du Japon (Londres, Hong-Kong, Singapour, Sao Paulo ou Shanghai) et payé en dollars : sur les 7 000 membres des équi-

## LE GOUVERNEMENT JAPONAIS

NAIS s'est enfin décidé à prendre à bras-le-corps le problème des créances douteuses, qui empoisonne depuis le début de la décennie la vie des banques nipponnes. « Nous voulons présenter un ensemble complet de mesures destinées à permettre de régler sur une période donnée le problème des mauvaises dettes », a indiqué vendredi 2 juin à la presse le ministre des finances, Masayoshi Takemura. Il n'a précisé ni le montant, ni le calendrier de l'effort projeté. Selon l'agence de presse japonaise Kyodo, l'annonce officielle pourrait être faite dès le début de la semaine prochaine.

Si floue soit-elle, la déclaration de M. Takemura marque un tournant dans l'approche officielle du problème des « mauvaises dettes ». Jusqu'à présent, les autorités japonaises considéraient que ce problème se régèlerait de lui-même avec la reprise. La seule initiative concrète a

été la mise en place d'une structure coopérative qui rachète à ses actionnaires leurs créances douteuses, moyennant des abattements de l'ordre de 50 % à 70 % de leur valeur. Depuis sa création, en mars 1993, cette structure a permis aux banques japonaises de sortir de leur bilan 8 693 milliards de yens (500 milliards de francs) de « mauvaises dettes ». Il leur en reste un montant estimé au moins à 40 000 milliards de yens (450 milliards de dollars).

Les prêts à risque accordés par les seules onze plus grandes banques commerciales représentaient 18 600 milliards de yens (1 050 milliards de francs) à la fin de l'année fiscale 1994-1995 (le 31 mars), le double des sommes rendues publiques par ces banques, selon le quotidien *Asahi Shimbun*. Les banques concernées n'avaient pourtant annoncé qu'un montant total de créances douteuses de 8 100 mil-

lions de yens. L'énorme différence entre les deux chiffres provient du fait que les prêts non performants soumis à déclaration ne concernent au Japon que les prêts dont les remboursements d'intérêts n'ont plus été perçus depuis au moins six mois.

La bourse de la Bourse ne permet pas aux investisseurs de réaliser de grosses pertes en réalisant une partie de leur portefeuille. En conséquence, les investisseurs sont encouragés à acheter des actions de sociétés qui ont une forte croissance. Les investisseurs ont également tendance à acheter des actions de sociétés qui ont une forte croissance. Les investisseurs ont également tendance à acheter des actions de sociétés qui ont une forte croissance.

«*En fait, Les analystes sont particulièrement pessimistes sur la possibilité, mentionnée par M. Takekura, de faire appel à des financements publics pour assainir le secteur bancaire. Ils soulignent les énormes difficultés rencontrées par la Banque du Japon pour mettre sur pied le plan de sauvetage de deux petits établissements de crédit de Tokyo. Un apport direct de fonds publics à des banques en difficulté « n'est guère envisageable », souligne Yoshimobu Yamada de chez Smith New Court, mais l'opinion publique serait prête à accepter un soutien aux coopératives de crédit agricole « qui ne sont pas viables autrement ». Pour M<sup>me</sup> Ohara, le gouvernement devra injecter des fonds dans la caisse de garantie des banques dont les réserves « seraient épuisées s'il lui fallait sauver une ou deux banques régionales de taille moyenne ».*

EL

**AMERICAN NATIONAL CAN**, filiale de Pechiney International, a signé un accord prévoyant la cession de son activité boîtier métallé et spécialités en Amérique du Nord (3 milliards de francs de chiffre d'affaires) à la société Silgan, a annoncé la maison mère Pechiney, samedi 3 juin. Cette activité emploie 1 800 personnes aux Etats-Unis dans 16 usines, et faisait partie des actifs considérés non stratégiques par le groupe français. Silgan est un spécialiste de l'emballage métallé exploitant 33 usines en Amérique du Nord et ayant réalisé 4,3 milliards de chiffre d'affaires en 1994.

**■ USINOR:** Les français gardera 5 environ 8 % du capital du groupe sidérurgique Usinor-Sacilor en voie de privatisation, a annoncé le ministère de l'économie et des finances le 2 juin, confirmant la partition samedi au *Journal officiel* de l'appel d'offres de gré à gré pour la constitution d'un nouveau stable d'actionnaires. La banque publique Crédit lyonnais, qui détient actuellement 20 % du capital, en gardera 3 %, après augmentation et reconstitution. « La cession de gré à gré des actionnaires portera sur 12 % du capital après réalisation de l'augmentation de capital de 5 milliards de francs décidée par l'assemblée générale d'Usinor Sacilor », indique le ministère.

■ **CREDIT LYONNAIS** : la banque publique a confirmé, vendredi 2 juin, avoir cédé à la banque d'affaires SG Warburg Paris un « mandat de conseil » sur le dossier de la compagnie aérienne AOM en vue de « faire évoluer sa participation dans cette compagnie dans les années à venir ». En 1994, AOM a enregistré une perte d'environ 60 millions de francs après un déficit de 190 millions en 1993. Ses difficultés avaient amené le Crédit lyonnais, via sa filiale Altus Finance, à injecter 300 millions à la fin de 1994 dans la compagnie aérienne.

■ **CHINE** : un gisement de gaz d'au moins 40 milliards de m<sup>3</sup> a été découvert au large de l'île de Hainan lors du forage d'un puits de pétrole, a indiqué, vendredi 2 juin, l'agence Chine nouvelle. Les experts estiment que cette partie de la mer de Chine du Sud renferme au total des réserves de 13 000 milliards de m<sup>3</sup> de gaz et de 1,02 milliard de tonnes de pétrole. Quatre bassins ont été localisés à l'ouest de l'île (golfe de Beibu ou Tonkin), au sud (mer de Yungge) et au sud-est (Qiongdongnan) ainsi que dans l'estuaire de la rivière des Perles.

**ALSACHIMIE**, filiale de Rhône-Poulenc, qui emploie 1 200 salariés près de Mulhouse, a signé le 1<sup>er</sup> juin un accord original de coopération avec l'Agence nationale pour l'emploi. L'ANPE va aider Alsachimie à mettre en oeuvre un accord signé avec les partenaires sociaux par lequel l'entreprise s'engage à développer l'autonomie des enfants du personnel lors de leur entrée dans la vie active, à inciter les sous-traitants à engager des demandeurs d'emploi de longue durée, et à confier la réalisation de travaux à des entreprises d'insertion. La finalité de l'opération est la transparence et l'optimisation du marché de l'emploi par la convergence des offres d'emplois à l'ANPE et l'appui de l'Agence à Alsachimie et ses sous-traitants dans leur politique de recrutement et de formation.



## Revue des valeurs

Semaine du 29 mai au 2 juin 1995

## PARIS

Indice CAC 40 + 2,72 %

## Regain

LA BOURSE de Paris a renoué avec la hausse au cours de la semaine écoulée, après deux périodes consécutives de baisse, qui lui avaient fait perdre près de 5 %. A l'exception de celle de mardi 30 mai, qui s'est terminée par un recul symbolique de 0,03 %, toutes les séances ont été gagnantes. Le bilan hebdomadaire se solde par un gain de 2,72 %, l'indice CAC 40 s'inscrivant à la cote 1 971,30. Depuis le début de l'année, les valeurs françaises affichent un gain de 4,79 %.

Dés lundi, le ton était donné. Toutefois, malgré une progression de 0,46 % de l'indice CAC 40 au terme des échanges, la fermeture (pour cause de jour férié) des places de Londres et de New York s'est fait sentir sur le volume des transactions : tout juste 1 milliard de francs de transactions sur les valeurs du CAC 40. Les investisseurs

anglo-saxons, en partie artisans de la hausse au cours de la période précédente, avaient pris leur bénéfice, au cours des deux semaines suivantes, et faisaient défaut.

Le mardi, les volumes de transactions étaient de nouveau au rendez-vous, mais les valeurs françaises n'y étaient pas. Après avoir évolué dans le vert pendant toute la séance, l'indice CAC 40 terminait sur un repli marginal de 0,03 %, « sans réelle pression à la vente », estimait un opérateur, jugeant que les intervenants allaient faire preuve d'attentisme jusqu'à la présentation du collectif budgétaire fin juin.

Mercrdis, l'intervention des banques centrales sur le dollar ainsi que la bonne tenue de Wall Street

ont largement bénéficié au marché parisien, qui a terminé sur un gain de 1,07 % dans un volume étoffé de plus de 6 milliards de francs et, en partie, gonflé par l'arrivée à échéance des contrats à terme sur indice. Le *status quo* affiché par la Bundesbank lors de sa réunion bi-mensuelle, jeudi, n'a eu qu'un effet limité sur le marché, qui a terminé la séance en deçà de ses plus hauts niveaux du jour, tout en conservant sa tendance haussière (+ 0,66 %).

## BONNE PERFORMANCE DES SICAV

La dernière séance de la semaine a été plutôt heurtée, dans l'attente des chiffres de l'emploi aux États-Unis. Le taux de chômage s'est établi à 5,7 % en mai aux États-Unis,

contre 5,8 % en avril, et le nombre des créations nettes d'emplois a plongé de 101 000, alors que les analystes tablèrent généralement sur une légère baisse du chômage, à 5,7 % et sur 175 000 créations d'emplois supplémentaires. Le solde des créations d'emplois est négatif pour le deuxième mois consécutif. Après une légère progression à vide, les valeurs françaises se sont ressaisies et ont terminé sur un gain de 0,54 %.

Du côté des valeurs, quelques assemblées générales se sont vuées rassurantes. Comme Eurotunnel, dont les dirigeants ont déclaré : « Nous ne ferons pas », face à leurs actionnaires. D'autres ont été plus houleuses, comme celle d'Elf Aquitaine. Une nouvelle privatisation - attendue - a été engagée cette semaine : celle d'Usinor Sacilor, qui devrait rapporter à l'État une dizaine de milliards de francs.

Une fois n'est pas coutume, toutes les familles de sicav (actions, obligations et trésorerie) ont connu des performances positives au mois de mai, en gagnant, toutes catégories confondues, 0,94 % sur le mois précédent, selon les statistiques diffusées par l'Agence d'Informations

financières Fininfo. Les sicav obligataires sont celles qui ont le plus progressé, avec un gain de 1,78 %, suivies par les sicav actions (+ 0,55 %). Pour les sicav monétaires, la performance est positive de 0,53 %.

Quant aux sicav diversifiées, elles ont progressé de 1,37 %. En revanche, les sicav garanties ont perdu 1,09 %. Au total, depuis le début de l'année, l'ensemble des sicav a réalisé une progression de 3,15 %.

François Bostnavar

## VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM

	Nombre de titres échangés	Valeur en M.F.
Elf Aquitaine	2 781 507	1 245 500
Total	2 346 832	1 124 400
Comptoir	1 524 410	1 124 400
Socété	331 202	1 124 400
LMH-Moré	688 180	1 124 400
Paribas	1 152 110	1 124 400
Alcatel-Alsthom	2 227 512	1 124 400
SNCF	1 256 340	1 124 400
Lafarge	811 165	1 124 400
Air Liquide	485 188	1 124 400
Renault (Ind)	1 114 688	1 124 400
Danone	465 200	1 124 400
Am	1 267 040	1 124 400

## LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RÈGLEMENT MENSUEL)

Valeurs en hausse	%
Comptoir Entrep.	1,78
Bazar Int. Ville	1,78
Nordson (N)	1,78
Banque 1	1,78
Alcatel-Alsthom	1,78
Comptoir Moderne	1,78
Synthesabo	1,78
Guyane Gascome	1,78
C.C.F.	1,78
CEP Communication	1,78
Alcatel Cable	1,78
Credit National	1,78
Labinal	1,78
B.N.P.	1,78

Valeurs en baisse	%
Sole Bastroples	1,09
Buro Dieroy	1,09
Unibel	1,09
Burotunnel	1,09
Technip	1,09
Thomson-CSF	1,09
Jean Leclercq	1,09
Fininvest	1,09
Via Banque	1,09
Offre	1,09
Bertrand Peure	1,09
Phénix-Princed	1,09
Michelin	1,09
CGP	1,09

## LES SECTEURS D'ACTIVITÉS

AGRICULTURE	2-6-95	DIF.
Banque	2 873	2,72
Danone	872	2,72
Erkanta Biotin-Say	790	2,72
Promagies Bel	4 390	2,72
UAG	940	2,72
Permot-Ricard	371,10	2,72
Bémy-Cointreau	167,10	2,72
Saint-Louis	1 547	2,72

ASSURANCES	2-6-95	DIF.
ACF	177,60	2,72
AMA	263,10	2,72
CAN	176,20	2,72
SCOR SA	118,90	2,72
UAP	142,00	2,72

BÂTIMENT ET MATÉRIEL	2-6-95	DIF.
Bouygues	634	2,72
Ciments français	740	2,72
Colas	990	2,72
Effage	1 000	2,72
Eurotunnel	1420	2,72
CTM Entrep.	442	2,72
Imetel	598	2,72
Imetel Phélie	67	2,72
Jean Leclercq	356	2,72
Lafarge-Coupe	387,90	2,72
Point	464,70	2,72
Saint-Gobain	613	2,72
SCE	185	2,72
Spie-Batignolles	191	2,72

CHIMIE	2-6-95	DIF.
Air Liquide (I)	777	2,72
Chimie	534	2,72
Michelin	221,30	2,72
Elf-Aquitaine	238	2,72
Elf-Aquitaine A	118,0	2,72
Elf-Aquitaine B	712	2,72
Elf-Aquitaine C	284	2,72
Elf-Aquitaine D	272	2,72

CONSUMATION NON ALIMENTAIRE	2-6-95	DIF.
Bentley (Ind)	2,72	2,72
BIC	799	2,72
Carrefour	1 601	2,72
Carrefour (I)	285	2,72
Carrefour (II)	473	2,72
Carrefour (III)	287	2,72
Carrefour (IV)	382	2,72
Carrefour (V)	477	2,72
Carrefour (VI)	577	2,72
Carrefour (VII)	1 294	2,72
Carrefour (VIII)	2 146	2,72
Carrefour (IX)	2 146	2,72
Carrefour (X)	2 146	2,72
Carrefour (XI)	2 146	2,72
Carrefour (XII)	2 146	2,72
Carrefour (XIII)	2 146	2,72
Carrefour (XIV)	2 146	2,72
Carrefour (XV)	2 146	2,72
Carrefour (XVI)	2 146	2,72
Carrefour (XVII)	2 146	2,72
Carrefour (XVIII)	2 146	2,72
Carrefour (XIX)	2 146	2,72
Carrefour (XX)	2 146	2,72

CRÉDIT ET BANQUES	2-6-95	DIF.
Banque (C)	423	2,72
BNP	248,07	2,72
CCF	236,10	2,72
Crédit	1 210	2,72
Comptoir Entrep.	18,65	2,72
CPR	362	2,72

DISTRIBUTION	2-6-95	DIF.
Carrefour	2 408	2,72
Carrefour (I)	156	2,72
Carrefour (II)	280	2,72
Carrefour (III)	1 547	2,72
Carrefour (IV)	470	2,72
Carrefour (V)	775	2,72
Carrefour (VI)	1 985	2,72
Carrefour (VII)	470	2,72
Carrefour (VIII)	1 440	2,72
Carrefour (IX)	1 648	2,72
Carrefour (X)	1 648	2,72
Carrefour (XI)	1 648	2,72
Carrefour (XII)	1 648	2,72
Carrefour (XIII)	1 648	2,72
Carrefour (XIV)	1 648	2,72
Carrefour (XV)	1 648	2,72
Carrefour (XVI)	1 648	2,72
Carrefour (XVII)	1 648	2,72
Carrefour (XVIII)	1 648	2,72
Carrefour (XIX)	1 648	2,72
Carrefour (XX)	1 648	2,72

ÉLECTRICITÉ ET ÉLECTRONIQUE	2-6-95	DIF.
Alcatel-Alsthom	49,30	2,72
Alcatel (I)	31,10	2,72
Alcatel (II)	31,10	2,72
Alcatel (III)	31,10	2,72
Alcatel (IV)	31,10	2,72
Alcatel (V)	31,10	2,72
Alcatel (VI)	31,10	2,72
Alcatel (VII)	31,10	2,72
Alcatel (VIII)	31,10	2,72
Alcatel (IX)	31,10	2,72
Alcatel (X)	31,10	2,72
Alcatel (XI)	31,10	2,72
Alcatel (XII)	31,10	2,72
Alcatel (XIII)	31,10	2,72
Alcatel (XIV)	31,10	2,72
Alcatel (XV)	31,10	2,72
Alcatel (XVI)	31,10	2,72
Alcatel (XVII)	31,10	2,72
Alcatel (XVIII)	31,10	2,72
Alcatel (XIX)	31,10	2,72
Alcatel (XX)	31,10	2,72

INDUSTRIE	2-6-95	DIF.
Alcatel-Alsthom	49,30	2,72
Alcatel (I)	31,10	2,72
Alcatel (II)	31,10	2,72
Alcatel (III)	31,10	2,72
Alcatel (IV)	31,10	2,72
Alcatel (V)	31,10	2,72
Alcatel (VI)	31,10	2,72
Alcatel (VII)	31,10	2,72
Alcatel (VIII)	31,10	2,72
Alcatel (IX)	31,10	2,72
Alcatel (X)	31,10	2,72
Alcatel (XI)	31,10	2,72
Alcatel (XII)	31,10	2,72
Alcatel (XIII)	31,10	2,72
Alcatel (XIV)	31,10	2,72
Alcatel (XV)	31,10	2,72
Alcatel (XVI)	31,10	2,72
Alcatel (XVII)	31,10	2,72
Alcatel (XVIII)	31,10	2,72
Alcatel (XIX)	31,10	2,72
Alcatel (XX)	31,10	2,72

MÉTALLURGIE, MÉCANIQUE	2-6-95	DIF.
Alcatel-Alsthom	49,30	2,72
Alcatel (I)	31,10	2,72
Alcatel (II)	31,10	2,72
Alcatel (III)	31,10	2,72
Alcatel (IV)	31,10	2,72
Alcatel (V)	31,10	2,72
Alcatel (VI)	31,10	2,72
Alcatel (VII)	31,10	2,72
Alcatel (VIII)	31,10	2,72
Alcatel (IX)	31,10	2,72
Alcatel (X)	31,10	2,72
Alcatel (XI)	31,10	2,72
Alcatel (XII)	31,10	2,72
Alcatel (XIII)	31,10	2,72
Alcatel (XIV)	31,10	2,72
Alcatel (XV)	31,10	2,72
Alcatel (XVI)	31,10	2,72
Alcatel (XVII)	31,10	2,72
Alcatel (XVIII)	31,10	2,72
Alcatel (XIX)	31,10	2,72
Alcatel (XX)	31,10	2,72

MINES D'OR, DIAMANT	2-6-95	DIF.
Alcatel-Alsthom	49,30	2,72
Alcatel (I)	31,10	2,72
Alcatel (II)	31,10	2,72
Alcatel (III)	31,10	2,72
Alcatel (IV)	31,10	2,72
Alcatel (V)	31,10	2,72
Alcatel (VI)	31,10	2,72
Alcatel (VII)	31,10	2,72
Alcatel (VIII)	31,10	2,72
Alcatel (IX)	31,10	2,72
Alcatel (X)	31,10	2,72
Alcatel (XI)	31,10	2,72
Alcatel (XII)	31,10	2,72
Alcatel (XIII)	31,10	2,72
Alcatel (XIV)	31,10	2,72
Alcatel (XV)	31,10	2,72
Alcatel (XVI)	31,10	2,72
Alcatel (XVII)	31,10	2,72
Alcatel (XVIII)	31,10	2,72
Alcatel (XIX)	31,10	2,72
Alcatel (XX)	31,10	2,72

PÉTROLE	2-6-95	DIF.
Alcatel-Alsthom	49,30	2,72
Alcatel (I)	31,10	2,72
Alcatel (II)	31,10	2,72
Alcatel (III)	31,10	2,72
Alcatel (IV)	31,10	2,72
Alcatel (V)	31,10	2,72
Alcatel (VI)	31,10	2,72
Alcatel (VII)	31,10	2,72
Alcatel (VIII)	31,10	2,72
Alcatel (IX)	31,10	2,72
Alcatel (X)	31,10	2,72
Alcatel (XI)	31,10	2,72
Alcatel (XII)	31,10	2,72
Alcatel (XIII)	31,10	2,72
Alcatel (XIV)	31,10	2,72
Alcatel (XV)	31,10	2,72
Alcatel (XVI)	31,10	2,72
Alcatel (XVII)	31,10	2,72
Alcatel (XVIII)	31,10	2,72
Alcatel (XIX)	31,10	2,72
Alcatel (XX)	31,10	2,72

TRANSPORTS, LOGIS, SERVICES	2-6-95	DIF.
Alcatel-Alsthom	49,30	2,72
Alcatel (I)	31,10	2,72
Alcatel (II)	31,10	2,72
Alcatel (III)	31,10	2,72
Alcatel (IV)	31,10	2,72
Alcatel (V)	31,10	2,72
Alcatel (VI)	31,10	2,72
Alcatel (VII)	31,10	2,72
Alcatel (VIII)	31,10	2,72
Alcatel (IX)	31,10	2,72
Alcatel (X)	31,10	2,72
Alcatel (XI)	31,10	2,72
Alcatel (XII)	31,10	2,72
Alcatel (XIII)	31,10	2,72
Alcatel (XIV)	31,10	2,72
Alcatel (XV)	31,10	2,72
Alcatel (XVI)	31,10	2,72
Alcatel (XVII)	31,10	2,72
Alcatel (XVIII)	31,10	2,72
Alcatel (XIX)	31,10	2,72
Alcatel (XX)	31,10	2,72

VALEURS À REVENIR FORT DE L'INDICE	2-6-95	DIF.
Alcatel-Alsthom	49,30	2,72
Alcatel (I)	31,10	2,72
Alcatel (II)	31,10	2,72
Alcatel (III)	31,10	2,72
Alcatel (IV)	31,10	2,72
Alcatel (V)	31,10	2,72
Alcatel (VI)	31,10	2,72
Alcatel (VII)	31,10	2,72
Alcatel (VIII)	31,10	2,72
Alcatel (IX)	31,10	2,72
Alcatel (X)	31,10	2,72
Alcatel (XI)	31,10	2,72
Alcatel (XII)	31,10	2,72
Alcatel (XIII)	31,10	2,72
Alcatel (XIV)	31,10	2,72
Alcatel (XV)	31,10	2,72
Alcatel (XVI)	31,10	2,72
Alcatel (XVII)	31,10	2,72
Alcatel (XVIII)	31,10	2,72
Alcatel (XIX)	31,10	2,72
Alcatel (XX)	31,10	2,72

VALEURS À REVENIR FORT DE L'
------------------------------



# Crédits, changes et grands marchés

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### Les investisseurs japonais se lancent

LES PRINCIPAUX emprunteurs du monde sont tous aux aguets. Le niveau de l'intérêt a fortement baissé ces derniers jours, et ceux qui ont encore de lourds programmes à remplir cette année cherchent à tirer parti de la situation. Certains s'apprêtent à le faire sans détour. Ils ont l'emploi des ressources qu'ils veulent lever et pourraient agir sans tarder. Ceux dont les besoins immédiats sont moins élevés songent à devancer l'événement. Pourquoi ne pas lever dès à présent des fonds qu'ils utiliseraient ces prochains mois ?

Il est possible de différer la mise à disposition des capitaux en passant un contrat avec une grande banque internationale qui s'engage à fournir les montants requis en plusieurs tranches, au fur et à mesure, à une marge donnée par rapport à une référence incontestable, un emprunt d'Etat, par exemple, libellé dans la devise dans laquelle on veut émettre sa transaction. Dans l'absolu, le coût de chaque tirage variera avec le temps, mais de façon relative : le débiteur, lui, est toujours assuré de payer le juste prix. A moins que la situation ne se renverse, que les rendements ne remontent brusquement, il faut donc s'attendre prochainement à une forte activité

sur le marché des capitaux. Un compartiment devrait être particulièrement sollicité : celui des titres libellés en deutschemarks, la seule devise étrangère qui a vraiment la confiance des investisseurs japonais.

#### APPÉTIT POUR LE MARK

De longs mois durant, les Japonais n'ont eu de goût que pour les titres libellés en yens, dans leur propre monnaie, la plus forte du monde. Mais les placements en yens ne rapportent plus guère aujourd'hui. Pour obtenir des rendements satisfaisants, il faut s'approvisionner ailleurs. Les nouveaux emprunts de dix ans de durée, émis à Tokyo par des établissements publics nippons, ne procurent que du 3,65 %, alors que le titre de qualité comparable en deutschemarks rapporte plus de 6,75 %.

Les investisseurs institutionnels japonais sont réputés pour leur prudence. Ils l'ont bien montré ces dernières semaines, commençant timidement par tâter le terrain. Il y a un mois, les plus entreprenants d'entre eux ont cherché à augmenter leurs revenus en achetant des obligations internationales dont la valeur nominale est exprimée en yens, mais dont l'intérêt sera versé

en devises étrangères. Ces derniers jours, certains sont allés plus avant. Ils ont acquis des obligations classiques entièrement libellées en marks pour des montants non négligeables. Le mouvement est lancé. Va-t-il se poursuivre à grande échelle, et, en particulier, les plus conservateurs des investisseurs du Japon, les compagnies d'assurance-vie, vont-elles également se décider à diversifier un peu la composition de leurs portefeuilles ?

Ces compagnies volent grand. Elles ne s'intéressent généralement qu'à des emprunts gigantesques dont la taille dépasse le milliard de deutschemarks. C'est pour elles une condition nécessaire qui garantit que leur placement sera liquide, que, le moment venu, si elles le souhaitent, elles pourront revendre leurs titres sans faire s'effondrer les cours. Elles veulent également des longues durées, de l'ordre de dix ans. Il leur faut, bien sûr, des débiteurs dont la signature est au-dessus de tout soupçon.

Deux euro-émissions de 200 millions de deutschemarks chacune, qui viendront à échéance dans cinq ans, viennent d'être lancées, qui étaient spécialement destinées à des investisseurs du Japon. Toutes les deux ont atteint leur objectif. Elles étaient dirigées par l'agence de notation Moody's, une des principales banques japonaises. L'une était pour le compte d'Eurofima, la société européenne de financement du matériel ferroviaire, l'autre pour celui de la Südde. Leurs coupons d'intérêt sont de 5,75 % et de 6 % respectivement.

Christophe Vetter

## DEVICES ET OR

### Nouvelle bataille autour du dollar

LES BANQUES centrales ont-elles réussi à dompter les marchés financiers et à mettre un terme à la baisse du dollar ? Leurs interventions concertées et massives, mercredi 31 mai après-midi, sur le marché des changes, ont en tout cas connu un certain succès. Elles ont permis au dollar de se redresser vivement. En quelques minutes, le dollar a bondi de 1,3856 à 1,4180 mark, de 82,82 à 85,27 yens et de 4,89 à 4,99 francs. Les précédentes actions des banques centrales, menées en mars et en avril, s'étaient soldées par de singuliers revers.

Elles avaient eu lieu dans des marchés très agités où la pression à la baisse sur le billet vert était très forte. Dans ces conditions, les opérateurs de marchés, qui disposent de bien plus de données que les institutions d'émission, n'avaient éprouvé aucune difficulté à prendre le dessus. L'effet de

surprise a cette fois été total. Le dollar ne faisait pas l'objet d'attaques particulières au moment où les banques centrales ont décidé d'intervenir. Les opérateurs, qui ne se doutaient de rien, n'ont même pas eu le temps de riposter. Le fait que la Réserve fédérale américaine ait été la première à intervenir, a par ailleurs, fortement impressionné les marchés et, par là-même, renforcé l'efficacité de cette action. Depuis plusieurs mois, l'administration américaine est soupçonnée de mener délibérément une politique de dollar faible. Ce soupçon paraît désormais moins justifié.

Au-delà de leur succès immédiat, les interventions des banques centrales vont-elles autoriser une reprise durable du billet vert ? Les événements de la fin de semaine permettent d'en douter. Jeudi après-midi, à la suite de la décision de la Bundesbank de ne pas modifier ses taux directeurs, le dollar est reparti brutalement à la baisse. Celle-ci s'est encore accentuée vendredi à la suite de la publication des statistiques du chômage américain. Seule l'annonce de la destruction

d'un avion américain F-16 de l'OTAN en Bosnie a permis au billet vert de se reprendre : les investisseurs considèrent que l'Allemagne, et donc le deutschemark, se retrouveraient directement exposés en cas d'extension du conflit en ex-Yougoslavie.

Le dollar reste fragilisé par le brutal ralentissement de l'économie américaine. Celui-ci pourrait obliger la Réserve fédérale à assouplir rapidement sa politique monétaire, ce qui priverait le billet vert d'une partie de sa rémunération et de son attrait.

P.-A. D.

L'OR		Cours 26-5	Cours 2-6
Or fin (le bar)		60 300	61 300
Or fin (en lingot)		60 100	61 700
Pièce française (20)		350	355
Pièce française (100)		405	385
Pièce suisse (20)		351	357
Pièce suisse (100)		365	361
Souverain (200)		454	452
Souverain (500)		460	455
Demi-souverain		302	304
Pièce de 20 \$		2 540	2 440
Pièce de 10 \$		1 380	1 220
Pièce de 5 \$		727,5	715
Pièce de 50 pesos		2 270	2 295
Pièce de 20 marks		475	445
Pièce de 10 florins		380	370
Pièce de 5 roubles		270	269

\* Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

#### COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 29 MAI AU 2 JUIN

DEVISE	New York	Paris	Zurich	Frankfurt	Bruxelles	Amsterdam	Milan	Tokyo
Unité	29,5	29,5	29,5	29,5	29,5	29,5	29,5	29,5
Unité	1,5900	1,6030	1,6030	1,6030	1,6030	1,6030	1,6030	1,6030
\$ E.U.	1,5900	1,6030	1,6030	1,6030	1,6030	1,6030	1,6030	1,6030
Franc français	20,2380	20,2460	20,2460	20,2460	20,2460	20,2460	20,2460	20,2460
Franc suisse	20,2380	20,2460	20,2460	20,2460	20,2460	20,2460	20,2460	20,2460
Deutschemark	71,1997	72,3322	72,3322	72,3322	72,3322	72,3322	72,3322	72,3322
Franc belge	3,7010	3,7010	3,7010	3,7010	3,7010	3,7010	3,7010	3,7010
Florin	63,5537	64,0004	64,0004	64,0004	64,0004	64,0004	64,0004	64,0004
Lire italienne	0,00012	0,00012	0,00012	0,00012	0,00012	0,00012	0,00012	0,00012
Yen	1,187648	1,204854	1,204854	1,204854	1,204854	1,204854	1,204854	1,204854

## MARCHÉS MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Le chômage monte aux Etats-Unis les taux baissent

LES OPÉRATEURS des marchés financiers étaient sous le choc, vendredi après-midi, après la publication des statistiques du chômage aux Etats-Unis au mois de mai. Alors que les économistes prévoyaient 164 000 créations d'emplois, ce sont 101 000 emplois qui ont été supprimés ! Le cours des obligations américaines s'est envolé après cette nouvelle. Celui du Treasury Bond - emprunt du Trésor - a baissé de 2,25 %, sa hausse la plus brutale depuis le mois de juillet 1994. Son taux de rendement s'est replié de 6,61 % à 6,45 %, son plus bas niveau depuis le 16 février 1994.

Le scénario harmonieux d'un atterrissage en douceur de l'économie américaine, très en vogue il y a encore quelques semaines, semble s'éloigner. Les experts craignent aujourd'hui que la récession, aux Etats-Unis, ne soit très proche. Les chiffres du chômage ne peuvent être considérés comme un malencontreux accident. Les autres indi-

cateurs publiés cette semaine aux Etats-Unis ont confirmé le recul très marqué de l'activité. La croissance du produit intérieur brut au premier trimestre a été révisée à la baisse, de 2,8 % à 2,7 %. L'indice de l'Association nationale des directeurs d'achats, a pour sa part, baissé de 52 en avril à 46,1 en mai. Enfin, l'indice composite avancé, censé préfigurer l'économie dans les six mois à venir, a diminué de 0,6 % en avril.

Les opérateurs des marchés obligataires accueillent ces statistiques avec enthousiasme : avec elles se dissipent les craintes d'un retour de l'inflation. Par rapport au mois de novembre, moment auquel il a commencé à reculer, le taux de rendement de l'emprunt d'Etat américain à trente ans s'est replié de 1,6 %, un mouvement d'une ampleur sans précédent.

Quelle va être l'attitude de la Réserve fédérale américaine face à ce ralentissement brutal de l'économie ? De nombreux analystes sont

persuadés que la banque centrale américaine va très rapidement assouplir sa politique monétaire, peut-être dès la semaine prochaine. Le taux des fonds fédéraux se situe à 6 %. Il pourrait être ramené à 5,75 %, voire 5,5 %. Anticipant ce mouvement, une banque américaine régionale, la Southwest Bank, a abaissé vendredi après-midi d'un demi-point son taux de base.

Les marchés financiers croient aussi à un assouplissement de la politique monétaire américaine. Selon les cotations des contrats à terme, les taux à trois mois américains se situent à 5,75 % à la fin du mois de juin et à 5,50 % à la fin du mois de décembre. Il y a cinq mois à peine, les professionnels parlaient que les taux à trois mois s'établiraient à près de 9 % à la fin de l'année 1995 ! Le ralentissement de l'économie américaine s'est ac-

compagné d'un changement total des prévisions en matière de politique monétaire.

#### DÉCALAGE CONJONCTUREL

Le marché obligataire américain entraîne les autres marchés dans son sillage. Le taux de rendement de l'emprunt d'Etat japonais est tombé cette semaine à 2,76 %, son plus bas niveau depuis huit ans et demi. La déflation que connaît aujourd'hui Tokyo amplifie le mouvement. L'appréciation du yen attire également les investisseurs étrangers. Compte tenu de l'effet change, la performance d'un emprunt d'Etat nippon atteint, pour un gestionnaire américain, 35 % depuis le début de l'année.

Les obligations européennes progressent elles aussi fortement. Ce phénomène peut surprendre lorsqu'on connaît le décalage conjon-

turel qui existe entre les Etats-Unis et l'Europe. Il n'est nullement question de récession sur le Vieux Continent. De plus, certains pays européens subissent de fortes pressions inflationnistes. Une semaine après la Banque d'Italie, la Banque d'Espagne a d'ailleurs décidé vendredi de relever ses taux directeurs pour tenter de freiner l'inflation des prix. Les économistes soulignent toutefois que les perspectives de croissance ont été révisées à la baisse en Allemagne en raison de l'appréciation du deutschemark. Selon les experts de l'OCDE, la hausse du produit intérieur brut allemand serait limitée à 2,7 % en 1996, contre 3,5 % prévus au mois de décembre. Cette perspective, conjuguée à la révolution favorable des prix et de la masse monétaire, pourrait inciter la Bundesbank à assouplir prochainement sa politique monétaire. Selon les analystes, le sursaut qui a décidé le jeudi 1<sup>er</sup> juin par le conseil de la banque centrale allemande ne remet pas en cause cette anticipation. Ils pensent que la Bundesbank baissera progressivement, au cours des prochaines semaines, le taux de ses prises en pension, aujourd'hui fixé à 4,51 %.

Le marché obligataire français profite lui aussi du mouvement général de détente des taux d'intérêt à long terme dans le monde. Le rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'est replié de 8,40 % au début du mois de

janvier à 7,35 % vendredi 2 juin. Mais le climat international euphorique masque la nette dégradation du marché des emprunts d'Etat français observée depuis la déclaration de politique générale du premier ministre le 23 mai. L'écart de rendement entre les obligations françaises et allemandes s'est élargi, depuis cette date, de 0,59 % à 0,80 %. Pis : le taux des emprunts d'Etat français est aujourd'hui supérieur à celui des titres belges ! Les investisseurs étrangers préfèrent sagement se tenir à l'écart du marché français tant que les mesures de financement du programme économique annoncé par M. Juppé n'auront pas été dévoilées. La promesse du ministre de l'économie et des finances, Alain Madelin, de réduire, dès cette année, le déficit budgétaire n'a pas suffi à les rassurer.

L'absence des investisseurs non résidents s'est confirmée cette semaine à l'occasion du lancement par la SNCF d'un emprunt de 4 milliards de francs, opération dirigée par le Crédit agricole et par la banque Paribas, avec l'appui de la banque américaine Morgan Stanley. En dépit de leurs nombreuses qualités (prix acceptable, belle signature, grande liquidité), les titres n'ont guère trouvé preneurs en dehors de la France. Les investisseurs institutionnels français se sont en revanche intéressés à l'émission.

Pierre-Antoine Delhommais

## MATIÈRES PREMIÈRES

### Le cuivre de l'euphorie

« DEPUIS deux ans, les mineurs baignent dans l'euphorie », s'exclame Jean-Pierre Toffier, de la société internationale de négoce de cuivre Franco Met. Après un passage difficile en 1993, les prix du métal rouge ne cessent de grimper : 2 500 dollars la tonne en moyenne au cours de l'année 1994, plus de 2 700 dollars la tonne pendant les premiers mois de cette année. Les prix ont marqué une pause il y a quinze jours et commencent à s'envoler depuis le début de la semaine : 2 830, puis 2 863,67 dollars la tonne ces derniers jours.

Les opérateurs ont du mal à dissimuler leur amusement : « Cette fois-ci, les Chinois ont échoué dans leur opération d'intoxication », disent-ils volontiers. En réalité, il ne s'agit pas tout à fait d'un échec :

l'empire du Milieu est bel et bien parvenu à ses fins. Il y a une quinzaine de jours, les autorités de Pékin ont réussi à semer un vent de panique en affirmant être en mesure de mettre sur le marché des quantités « importantes » de cuivre. L'inquiétude était d'autant plus grande que la Chine entoure systématiquement ses déclarations de mystère et de statistiques nébuleuses, lorsqu'elle daigne en donner. « A dire vrai, constate un analyste du secteur, personne ne sait exactement combien de métal rouge produit la Chine et encore moins combien elle peut en vendre. »

Après le Japon (1,5 million de tonnes), la Chine constitue le deuxième consommateur mondial. La Chine se modernise, s'ouvre à l'Occident, s'électrifie, donc se dote de cuivre. Alors qu'elle tente de se positionner sur le marché comme un exportateur potentiel, elle ne cesse depuis quelques années d'acquiescer ses importations de métal rouge. Les opérateurs espèrent plus encore : une population de plus d'un milliard d'habitants suscite des convoitises. L'Asie dans son ensemble est l'objet de grandes espérances : chaque année, elle acquiert 4 millions de tonnes de métal rouge. Certains négociants sont

d'achat de cette étonnante puissance : avant d'acquiescer de substantielles quantités de cuivre, elle menace régulièrement de vendre son cuivre pour faire tomber les prix mondiaux... et ainsi s'approvisionner à moindre frais. Si les déclarations fracassantes animent quelques bourses, voire quelques jours, le marché, elles ne sauraient constituer une fin en soi. Lorsqu'elles ne sont pas suivies d'effet, les cours reprennent leur tendance naturelle. Les Chinois paient alors le prix fort pour acquiescer des volumes de métal assez importants : 900 000 tonnes en moyenne par an.

Après le Japon (1,5 million de tonnes), la Chine constitue le deuxième consommateur mondial. La Chine se modernise, s'ouvre à l'Occident, s'électrifie, donc se dote de cuivre. Alors qu'elle tente de se positionner sur le marché comme un exportateur potentiel, elle ne cesse depuis quelques années d'acquiescer ses importations de métal rouge. Les opérateurs espèrent plus encore : une population de plus d'un milliard d'habitants suscite des convoitises. L'Asie dans son ensemble est l'objet de grandes espérances : chaque année, elle acquiert 4 millions de tonnes de métal rouge. Certains négociants sont

persuadés que ce marché devrait doubler d'ici à l'an 2000.

#### DEMANDE SOUTENUE

Quelles que soient les tentatives d'intoxication de l'empire du Milieu, les tendances fondamentales du marché obéissent aux grandes lois de l'offre et de la demande. L'offre mondiale - 12 millions de tonnes environ - est légèrement déficitaire par rapport à une demande forte soutenue. Outre l'Asie, l'Europe de l'Ouest consomme un peu plus de 3 millions de tonnes de cuivre par an et les Etats-Unis 2,5 millions de tonnes.

L'Amérique latine est la retardataire de ce peloton, avec près de 1 million de tonnes de métal rouge importées chaque année. Mais elle a moins besoin du marché international : le Chili est le premier exportateur mondial de cuivre. Par insuffisance de devises, l'Afrique n'achète que 150 000 tonnes. L'Afrique du Sud assure évidemment l'essentiel de ce tonnage : elle acquiert chaque année environ 80 000 tonnes de métal rouge. Ce volume peut paraître dérisoire. Mais les analystes du secteur ont toutes les raisons de rester confiants, l'ensemble des acheteurs traditionnels montrent

d'heureuses dispositions : les Etats-Unis soutiennent le marché, le Japon poursuit ses achats, l'Amérique latine augmente légèrement sa demande.

Même l'ex-Union soviétique, qui a tant inquiété en 1993 en bradant ses métaux, donne à présent quelques satisfactions.

Non seulement elle ne déverse plus des tonnages faramineux sur le marché à des prix défiant toute concurrence, mais elle se met à acheter du cuivre. La Pologne, qui est le plus gros producteur de mé-

tal rouge des pays d'Europe orientale et consomme 300 000 tonnes de sa production, n'en achète pas moins 400 000 tonnes hors de ses frontières.

Un seul bémol à ce climat débridé : le Chili, encouragé par des prix mondiaux propulsés au sommet, covise sans sourcilier de doubler ses volumes en passant des 2 millions produits depuis deux ans à 4 millions en l'an 2000.

Marie de Varney

#### LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	2-6	26-5
Dow Jones comptant	2 811,69	2 811,69
Dow Jones à terme	2 823,30	2 823,30
MÉTALUX (Londres)		
Cuivre comptant	2 877	2 849
Cuivre à 3 mois	2 863	2 851
Aluminium comptant	1 799	1 798
Aluminium à 3 mois	1 819	1 815
Plomb comptant	610	605
Plomb à 3 mois	622	617
Etain comptant	6 325	6 065
Etain à 3 mois	6 260	6 000
Zinc comptant	1 015	1 043
Zinc à 3 mois	1 042	1 067
Nickel comptant	7 710	7 555

Métal à 3 mois	7 840	7 535
MÉTALUX PRÉCÉDENT (New York)		
Argent à terme	522	479
Platine à terme	430,05	430,05
Palladium	1 55,85	1 68,25
GRANDES ET DÉVIÉS		
Silicium (Chicago)	3,85	3,84
Malt (Chicago)	2,72	2,71
Graine soja (Chicago)	172,50	170,50
Toutin soja (Chicago)	345	345
P de terre (Londres)	307,50	305,10
Orge (Londres)	106,50	106
SOFTS		
Cacao (New York)	1 319	1 350
Café (Londres)	2 937	3 079
Sucre blanc (Londres)	318	318
OLÉAGINEUX, ASSURÉS		
Coton (New York)	1,15	1,16
Jus d'orange	1,05	1,05



son meilleur ami sur le circuit, Yevgueni Kafelnikov, tête de série n° 9, qui a battu l'Américain David Wheaton. ● STEFFI GRAF (n° 2), qui s'est aisément débarrassée de l'Italienne

Nathalie Baudone, apparaît très en forme, mais Arantxa Sanchez-Vicario, tenante du titre et numéro un mondial, reste la favorite du tournoi féminin.

Après l'élimination de ses frères Emilio et Javier, l'Espagnole bénéficie du soutien de son clan, qui espère la voir conserver le trophée des Internationaux de France de tennis

Javier, éliminé au premier tour à Paris, offrait ses services de partenaire d'entraînement jusqu'à la finale dames. Le travail d'équipe a payé. En mars, à Key Biscayne, Emilio rassurait Arantxa sur son début de saison médiocre à l'entrée des vestiaires : «Attends simplement la saison sur terre battue, tu vas revivre». C'est ce qu'elle fait. D'autres y sont

quatre ans, y était arrivé, mais sans avoir écrit un livre ». L'astrophysicien en Californie, qui a consacré sa progression des années à deux garçons à la discipline de faire du Columbian Pato Alvarez. Quant à la finaliste à Roland-Garros à l'âge de quinze ans, Arantxa Páramo, elle n'est pas. Pourtant les entraîneurs se succèdent, incapables de supporter, pendant de si longs temps l'étonnante unité de la tribu Sanchez.

Gabriel Urpi, le coach actuel, semble avoir intégré la cellule familiale. Et c'est les garçons « violent mais doux » qui, en attendant leur petite sœur en chaise longue, se font la fête. Le plus jeune, pionnier bien plus décoré qu'il ne le sera jamais. Mieux, depuis qu'elle s'est imposée à Roland-Garros, il s'acquitte pour paternel de la double mitter. Ces deux ex-grand-père de terre battue jouent collectif. Si leurs carrières s'essouffent, l'honneur familial restera sacré. L'an passé,

des qu'elle la sent. Elle y généralise bien encore quelques hautes distinctions.

A force de les « collectionner », le plus jeune des Sanchez compte parmi ses familiers les souverains d'Espagne. Chez eux, à plusieurs reprises, elle a rencontré le cinéaste Pedro Almodovar, dont elle admire les films, et qui lui aurait promis un rôle dans une prochaine réalisation. Une offre bien fatéreuse pour cette fille touchante de simplicité. Elle s'est encore. Non, vraiment, son travail, c'est la belle jeune. Sinon, elle aurait aimé être avocate, par goût de la vérité, de l'authenticité. Roland-Garros lui a déjà rendu deux fois justice. Pourquoi pas cette année encore ?

**Patricia Jolly**

revenu au tennis en homme modeste, surpris de ses propres limites. A Roland-Garros, il n'est pas tête de série, classé dix-huitième mondial grâce à une victoire à Hambourg, en mal. Yevgeny Kafelnikov, lui, est tête de série numéro 9. A ceux qui lui reprochent d'avoir eu un programme trop chargé en 1994 et 1995, il répond qu'il faut profiter de l'instant, se méfier de l'avenir du joueur qui peut être

En septembre 1994, Medvedev marque de nouveau le pas. Un peu moins d'un an après une opération de routine au genou et des soucis de tendinite, il chute lors d'un match contre Michael Chang aux Internationaux d'Australie et se rèle le poignet. Il est arrêté pendant quelques semaines. La suite est banale. Le jeune homme découvre la vie au-delà du tennis : « Je me suis rendu compte que, depuis l'âge de quinze ans, je tapais dans la balle six heures par jour, que je ne vivais qu'à travers de la compétition, que je n'avais pas eu de jeunesse, pas d'amis, disait-il. J'ai aussi réalisé que je ne pouvais pas vivre sans tennis. Sans cela, je serais quelque part à Kler, en train de travailler, et je ne serais pas célèbre. »

André a changé d'entraîneur au printemps. Avec Boris Bresskav, il dit avoir appris à vivre autrement tout en recommençant à travailler : « Avec lui, je n'ai pas envie de m'arrêter, l'apprecie tout, d'être épuisé, de me rouler par terre, dit-il. Il m'emmène au cinéma ou au théâtre. Maintenant, je grandis seul et je ne dépends de personne. » Kafelnikov a lui aussi pris ses distances : « J'ai entendu beaucoup trop de choses sur le tennis. Quand j'étais junior, je demandais des conseils à André, qui était dans les dix meilleurs mandiaux. Aujourd'hui, j'y suis. Et je crois savoir comment jouer au tennis. »

**Bénédictine Mathieu**

**L'équipe au trèfle joue dimanche 4 juin la qualification pour un quart de finale de la Coupe du monde**

nager irlandais, Noël Murphy : « Maintenant, j'ai honte de cette réaction. Surtout parce que je suis prof. Quand on joue pour son pays on doit montrer l'exemple. Je m'en veux terriblement parce que, même le public trouve ça drôle, de te gesticuler n'est pas leur place dans le sport. Je ne recommencerai plus, c'est juré ! »

Sportif de haut niveau, Halpin a déjà fait carrière dans l'athlétisme

« J'étais si content de marquer cet essai. Cela faisait tellement longtemps que je ne faisais que chauffer le banc des remplaçants, c'était comme une récompense, avouez-le. En fait, je ne me rappelle même pas avoir fait ce geste : Fénéis nous ditait un peu trop excitée... »

Toutefois est-il que Hahnel s'est

En 1988, il revient au pays et reprend le rugby. Une transition difficile. Grâce à l'intensité de son entraînement, Halpin est beaucoup plus fort, beaucoup plus explosif que ses adversaires. « A l'époque, j'avais soulevé 180 kilos en développé-couché, et 300 kilos en épaulé-jeté », se souvient le pilier irlandais. Par contre, sur le terrain, il ne peut qu'une mi-temps. « Le rugby demande une énorme condition cardio-vasculaire, et j'ai mis du temps pour trouver l'équilibre entre la puissance pure et la résistance. Ence aujourd'hui, je travaille beaucoup cet aspect ».

Autre changement: le passage d'un sport individuel à un sport collectif dont les valeurs et les enjeux ne sont pas les mêmes. « Dans le sport individuel, on est toujours maître de son propre destin. Mais dans un sport collectif, il y a parfois des choses difficiles à concilier, explique-t-il. Lorsqu'on joue piler qu'on sait qu'on a bien joué et qu'à tout donné, il est difficile de comprendre pourquoi on a perdu.

**UN RUGBY DE FEU**  
Ayant vu les Néo-Zélandais très près, Gary Halpin est bien placé pour parler de l'équipe qui survole les débats en ce début Mondial. « En mêlée, ils sont à

jours dangereux. Ils ne lâchent pas une seconde. Certaines équipes ne fuient pas trop en mêlée et considèrent uniquement comme moyen de relancer le jeu. Mais comme les Français, les Néo-Zélandais vous mettent la pression minute pendant quatre-vingt minutes. » Quant au phénomène Jonah Lomu, il sera, selon Halperin, un problème pour n'importe quelle équipe. « Je n'aurais jamais cru un jour un individu qui, au niveau international, pèse autant sur une personne ne peut l'arrêter ; si jamais, on ne peut le faire, il est tellement puissant qu'il parvient toujours à l'échapper. »

Certes, les Irlandais n'ont pas l'équivalent de Lomax. Mais les hommes en vert ont la frappe Simon Gougeon à l'aille, et un pack à Gary Halpin, ses 112 kilos et son cou de buffle en titre. Sans parler de bon vieux *fighting* irlandais qui le vaincu secouru les Néo-Zélandais perdant les trente premières minutes de jeu. « Si l'on n'est pas agressif, l'on n'est pas survolé sur le terrain », il n'y a pas d'espoir », conclut-il. « Physiquement, nous sommes petits que les autres, mais notre essence est notre force. Nous allons harceler, presser, pousser les Gallois à l'écart. C'est le rugby irlandais, un rugby peut réussir. A condition d'avoir le feu dans les tripes. »

**Ian Borthwick**

En six matches, il n'a pas perdu ni son set, six matches. Les trois rencontres des qualifications et trois du tableau final disputées avec bonheur, comme cette dernière, l'ex-québécois a pu contrôler un autre qualificatif : l'Australien Andrew Ilie. Cette année, le traditionnel Petit Port se s'appelle Yonnes El Aynou. Ce Marocain de vingt-trois ans est des deux cent vingt-deuxième joueur mondial. Il dit que les « qualifications » sont très en jamaïque, lui qui avait été directement admi dans le tableau final en 1994. Yonnes joue chez des amis et vient en métro tous les matins. « Parce que ça m'a porté chance pendant que les qualifications. » Il a gagné, vendredi 2 juin, l'honneur de remonter André Agassi en huitième de finale. Il venait bien. Il a battu chaque match comme un champion.

**CYCLISME**  
**TOUR D'ITALIE**  
20<sup>e</sup> étape : Brion-Grassano (203 km)  
1. S. Ouedschakov (Ukr., Polt) ; 2. P. Richard (Sul.)  
5 s ; 3. P. Ugrumov (Rus.) ; 4. E. Bezdn (Rus.)  
8 s ; 5. O. Rincon (Col.), à 8 s.  
Classement général : 1. T. Rominger (Sul., Mapi)  
2. E. Bezdn (Rus.) ; 4 min 50 s ; 3. P. Ugrumov  
(Rus.), à 4 min 55 s ; 4. C. Chiappucci (Ita.), à 9 m  
35 s ; 5. O. Rincon (Col.), à 10 min 3 s.

**Prémier tour**  
Troisième quart du tableau

A. Agnès (A), n° 11, 1. C. Claret (Esp.), 6-1, 6-2, 6-4.  
V. Pignatelli (Mex.) 6-1, A. de la Cruz, 6-2.  
D. B. (A), n° 9, 1. D. W. (Mex.), 6-1, 6-2.  
6-1, 4-6, 7-5, 6-2. A. Cornejo (Esp.), W. Ferreira (RS)  
n° 18, 6-4, 7-5, 6-2.

**Deuxième quart du tableau**

A. Costa (Esp.), B. Karbacher (ALL), 7-5, 6-2, 6-1.  
J. Courser (A), n° 13, 1. C. Raud (NOR), 6-4, 6-2.  
6-1. A. Wechsberg (Mex.) 6-1. A. Serrano (Arg.)  
n° 11, 6-2, 6-1. 4-6, 7-5, 6-2. M. Mitter (Mex.), n° 1.  
6-1. C. Costa (Esp.), 6-3, 7-5, 6-2.

**SEMPLE DAMES**

**Troisième tour**  
Troisième quart du tableau

V. Russo-Pignatelli (Esp.) 6-1. H. Quilès (F.), 6-2, 7-4.  
6-1. N. Serrano (Arg.) 6-1. N. Serrano (Arg.)  
6-1, 6-2, 6-2. A. Serrano (Arg.) 6-1. V. Martin  
(ALL), 6-4, 6-3. C. Martinez (Esp.) n° 4, 1. H. Quilès  
(F.), 6-1, 6-2.

■ **FOOTBALL**, les dirigeants du Paris-Saint-Germain ont déposé une plainte contre X, pour « provocation à la haine » et « exaltation dans une enceinte sportive d'insignes, signes ou symboles rappelant une idéologie raciste ou xénophobe ». Mercredi 31 mai, lors du match Paris-SG-Havre, une banderole hostile au joueur libérien George Weah, avec des croix celtiques et des signes nazis avait été déployée dans la tribune du Parc des Princes (Le Monde du 3 juin).

فَلَا أَمْنٌ إِلَّا لِلَّهِ







**VENTE** Français d'origine, Raymond Loewy (1893-1986) a fait toute sa carrière aux États-Unis, où il est mort. On lui doit de nombreux objets qui redonnèrent aux Américains,

au lendemain de la Grande Dépression, le désir d'acheter. ● **CRÉATEUR** du paquet de cigarettes Lucky Strike, des plus beaux modèles de Studebakers, du coquillage emblème de la

Shell, de locomotives, d'aspirateurs et de réfrigérateurs, jusqu'à l'aménagement intérieur de Skylab... Il a été le plus fameux illustrateur du rêve américain. ● **UNE PARTIE DE**

SES ARCHIVES personnelles seront mises en vente, en un seul lot, par ses héritiers, le samedi 10 juin, à Houdan (Yvelines). Elles proviennent de la maison qu'il avait

conservée à Rambouillet et comprennent de la correspondance privée, des films familiaux, des agendas, des maquettes, des souvenirs et des carnets de notes.

## Les souvenirs du designer américain Raymond Loewy sortent de l'oubli

Créateur du paquet de Lucky Strike, de Studebaker et autres objets mythiques, il avait fait de la beauté un argument commercial. Des carnets, films, correspondances de ce Français d'origine qui façonna le rêve américain seront mis en vente à Houdan

**ANCIEN SITE DE PIERRES D'ANTAN.** Lieu-dit La Forêt, 78550 Houdan (Yvelines). Le samedi 10 juin, à 17 heures précises. Étude de M<sup>re</sup> Francis Faure et Bernard Rey (Rambouillet). Exposition privée (à Paris) sur rendez-vous. Tél. : 40-29-01-31. Télécopie : 43-43-48-53.

Vos vieux papiers ont-ils un prix ? Environ 5 millions de francs, si vous vous appelez Raymond Loewy. Les archives du fameux designer industriel seront mises en vente, en un seul lot, le 10 juin, à Rambouillet. Loewy a fait toute sa carrière aux États-Unis et a obtenu la nationalité américaine en 1938. Il y est mort en 1986. En France, surtout depuis la rétrospective organisée au Centre Georges-Pompidou (*Le Monde*, 4 août 1990), on croit le connaître. Là-bas, il est célèbre. Alors, pourquoi cette vente en France, et en province qui plus est ? Peut-être pour faire oublier un échec. Sotheby's avait tenté une première vente le 20 juillet 1981, à Londres, du vivant de Loewy. Elle groupait en un seul lot plus de trois mille dessins préparatoires pour l'aménagement intérieur du laboratoire spatial Skylab ainsi qu'une cinquantaine de volumes illustrés de photographies et de lettres d'astronautes. On en attendait une somme à six chiffres ; ce fut un flop. Elle venait trop tôt, dit-on aujourd'hui chez Sotheby's, ce qui est fort probable. Mais cela a suffi pour décider les héritiers du designer, qui possédait une propriété près de Rambouillet, à confier leurs archives aux commissaires-priseurs locaux qui les avaient déjà débarrassés de quelques meubles. Ils se sont sentis pousser des ailes, et ont su mettre Loewy en valeur grâce à une habile campagne de publicité. Dans le local où les archives sont exposées en attendant la vente, le téléphone n'arrête pas de retentir des appels du monde entier.

Mais qui peut bien vouloir de plus de 40 mètres linéaires de cartons contenant des agendas, des photographies, des films fami-

liaux, mais aussi les correspondances privées, fiscale et commerciale, ou encore des maquettes, et des souvenirs ? Ils sont indispensables pour un éventuel biographe, et nécessaires à une bonne compréhension de la naissance d'une profession qui a modelé l'image de l'Amérique. Leur destinataire idéal est bien entendu les musées. Autrefois, les héritiers les suppliaient de les décharger du fardeau laissé par le défunt. L'archive n'avait alors de valeur qu'historique. Jusqu'au jour où quelques fondations richement dotées – comme le Paul Getty Trust, en Californie – commencent à racheter tout ce qui se présente, en y mettant le prix. Aujourd'hui, la moindre carte postale signée d'un artiste connu suscite la ruée des acheteurs. Comme le disait Loewy, en fixant ses honoraires : « Si c'est important, ça se paye. »

Seulement, rares sont aujourd'hui les institutions capables de débours 5 millions de francs pour des archives, même si la bibliothèque du Congrès, à Washington, qui possède déjà un fonds Loewy, pourrait se laisser tenter. Restent les centaines de sociétés pour lesquelles Loewy a exercé son talent, qui pourraient saisir l'occasion d'un joli coup de communication en achetant pour en faire don à une institution publique, avec bien sûr toute la publicité requise. C'est du moins le discours que tiennent à leurs responsables quelques dizaines de conservateurs de musées désargentés. Mais une entreprise privée pourrait également vouloir attacher son nom à celui de Loewy, en traitant elle-même cette masse documentaire. Là se profilent les ombres des grands groupes d'édition multimédia : un CD-ROM Loewy n'aurait rien d'incongru. Il profiterait de la notoriété internationale d'un petit Français, travailleur immigré à New York, qui, non seulement incarne le rêve américain, mais l'a également façonné en grande partie.

Harry Bellet



Raymond Loewy, designer américain, mais surtout un homme d'affaires expérimenté, que dans le monde des transports, qu'ils soient routiers (les mythiques Studebaker) ou aériens (le Skylab des missions Apollo) ou ferroviaires (les croquis de 1937 pour la locomotive de la Pennsylvania Railroad Company). Il est aussi l'auteur de nombreux logos, comme celui de Neuman (ci-dessous).

### L'homme qui faisait grimper les courbes des ventes

**COMME DANS LES BELLES HISTOIRES**, le génie de Raymond Loewy s'est manifesté de bonne heure : à quinze ans il invente un avion propulsé par un élastique, ce qui n'est déjà pas banal. Mais surtout il le fait breveter. Loewy est là : ses idées doivent lui rapporter de l'argent. Sa véritable dimension, il la prendra lorsqu'il réussira à persuader les autres qu'elles peuvent leur en rapporter, à eux aussi. Le 31 octobre 1949, son portrait fit la couverture du *Time*. L'explication d'un tel honneur réservé à un dessinateur, fut-il industriel, est contenue dans le sous-titre de la revue : « Il dope la courbe des ventes. »

Ainsi, la nouvelle ligne qu'il dessina pour un poste de radio produit par The Colonial Company fit augmenter les ventes de 700 %.

De là date l'omniprésence de Loewy dans l'opinion aux États-Unis, qui le considéraient moins comme un créateur de formes que comme un spécialiste des contacts mondains, et des relations publiques. « Il n'est point de ligne plus belle que celle de la progression des ventes », leur rétorquait Loewy, qui avait saisi le pragmatisme de son pays d'adoption, et avait le sens de la formule. Ce langage, que pouvait

le grade de capitaine et des décorations prestigieuses. Renonçant à la belle carrière d'ingénieur qui s'offrait à lui, il émigre aux États-Unis à l'automne 1919. Ses parents sont morts, victimes de la grippe espagnole, et ses deux frères se sont déjà installés outre-Atlantique. Loewy ne parle pas un mot d'anglais, mais est pourvu d'une ambition féroce. Six ans après son arrivée, il a déjà acquis une réputation d'excellent dessinateur de mode, et évolue dans les cercles mondains de la côte Est, où sa french touch fait merveille. Il diffuse alors auprès de ses relations des petits cartons publicitaires diamant qu'entre deux produits de prix et de qualité équivalents le plus beau se vendrait mieux.

Un beau jour de 1929, un homme débarque chez lui avec un de ses cartons, et une machine très laide. Il s'appelle Sigmund Gestetner, fabrique des duplicateurs, et lui donne trois jours et 2 000 dollars pour prouver ses dires. Loewy investit 100 dollars dans de la pâte à modeler et en recouvre tout le mécanisme pour en faire une machine si séduisante que Gestetner la vendait encore des années plus tard. C'était ça, l'Amérique, et Loewy

geant que son emblème ressemblait plus à un corniaud qu'à un lévrier. A son apogée, l'agence Loewy, qu'il avait voulue « assez grande pour qu'on puisse un jour y concevoir des bateaux », employait plus de deux cents collaborateurs. Loewy eut paradoxalement la chance d'entrer dans la carrière an-



moment précis où s'amorçait la Grande Dépression des années 30. Placés devant une absence quasi totale de consommateurs, les industriels commencèrent par tailler dans leurs budgets publicitaires. Puis, ceux d'entre eux qui n'avaient pas mis la clé sous la porte anticipèrent la reprise. Produire étant devenu inutile aujourd'hui, il fallait imaginer les objets de demain. Avec un leitmotiv : vaincre la résistance des acheteurs. Walt Disney parvenait à rendre une souris sympathique, en la dessinant tout en rondeurs : l'industrie fit de même, en éliminant toute friction entre l'appareil et l'usager. La ligne nouvelle, baptisée *streamline*, supprimait toute aspérité : la machine faisait le gros dos pour traverser les difficultés du temps. Elle n'était plus effrayante ni compliquée, et son maniement devait être à l'image de sa ligne : lisse et sans efforts. Une fois la crise passée, le fabricant était prêt à sortir un produit nouveau et séduisant.

Loewy n'était pas l'inventeur du *streamline*, ni du *design* industriel. Mais sa philosophie personnelle s'en accommodait parfaitement. Il dessina par exemple un taille-crayon aux lignes aérodynamiques, sorte de réacteur bulbeux pourvu d'une manivelle. Une carrosserie qui ne sert à rien, mais bien jolie, et plus facile à nettoyer. « Plus la forme est simple, et plus la sensation provoquée est agréable », disait-il, en se gardant pourtant d'aller trop loin. William Smith, un de ses associés, disait qu'il avait « un goût vulgaire infallible », c'est-à-dire qu'il savait toujours ce qui allait plaire au plus grand nombre.

Ses voitures étaient conçues pour donner une impression de mouvement, même à l'arrêt. Mais elles devaient d'abord être sûres, et confortables. Car Loewy est moins un précurseur du *design* que de l'érgonomie, le confort d'utilisation.

Ce n'est pas la fonction qui définit la forme, c'est l'usage : un réfrigérateur sert à conserver les aliments, certes, mais une ménagère aux bras chargés doit aussi pouvoir l'ouvrir avec le bout du pied. Principe qu'il tentait de faire comprendre aux dirigeants d'une société pétrolière en leur disant : « Vos clients sont des gens, pas des voitures. »

Pourtant, il est le père de quelques objets devenus légendaires, du sigle « U.S. Mail » aux calendriers plongeantes des Studebaker, en passant par l'extraordinaire locomotive S-1 de la Pennsylvania Railroad Company, dessinée en 1937. Il a dessiné le distributeur de Coca-Cola, l'étiquette d'un soda qui ressemble à de l'alcool, mais n'en est pas ; des paquets de cigarettes ou de petits-beurre, mais aussi des gares, des boulangeries, l'intérieur du Boeing Stratoliner, du Lockheed Constellation et du DC-8. Visionnaire, il imagine ces taxis électriques sans chauffeurs que quarante ans plus tard les villes saturées commencent à expérimenter.

#### FEMÊTE SUR LES ÉTOILES

Mais son bâton de maréchal lui est venu de l'espace, qui révéla sa véritable dimension : travaillant pour la NASA à l'aménagement du laboratoire Skylab, Loewy était capable d'arriver devant un parterre de journalistes, au volant de sa décapotable, vêtu d'un scaphandre, et de leur faire croire qu'il venait de traverser ainsi le désert pour en tester le confort. Cela, c'était pour la galerie. Les lettres et les photographies dédiées des astronautes américains prouvent cependant le bien-fondé de sa démarche. Avant Loewy, ils étaient considérés sur Terre comme des héros, mais en orbite ils n'étaient que les éléments d'une machine. Loewy persuada la NASA, en proie à des difficultés budgétaires, que les images retransmises du Skylab devaient non seulement symboliser la puissance de l'Amérique, mais aussi de l'agence spatiale. Et, surtout, il sut vaincre les réticences techniques et financières d'une armée d'ingénieurs pour leur faire admettre une idée révolutionnaire : des hommes enfermés dans une boîte avaient besoin d'une fenêtre. C'est grâce à l'obtention de Raymond Loewy que les astronautes ont pu regarder, de face, les étoiles.

H.B.

**"GRAND JURY"**  
**RTL-Le Monde**

**JACQUES TOUBON**

Garde des Sceaux  
Ministre de la Justice

ANIMÉ PAR  
OLIVIER MAZEROLLE

AVEC  
ANNE CHEMIN (LE MONDE)  
ET  
RICHARD ARZT (RTL)

**RTL**

LUNDI  
18 H 30

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

قناة المنى الفضل



Handwritten note: "C'est une histoire"

## A Lourdes, la culture selon M. Douste-Blazy

Dans son fief, le nouveau ministre se partage entre le temporel et le spirituel

**LOURDES**  
de notre correspondant  
Les Lourdaux l'imaginaient à l'humanité, une sorte de maître de la misère, à mi-chemin entre l'abbé Pierre et Bernard Kouchner. Lui-même s'était préparé à cet habit de « French doctor ». Et le voilà à la culture, où personne ne l'attendait. M. Chirac et M. Juppé ont installé rue de Valois Philippe Douste-Blazy, cardiologue de quarante-deux ans, maire de Lourdes, communicateur talentueux et médiatique qui pourrait séduire les jeunes. Personne ne l'attendait sauf lui. Philippe Douste-Blazy aime le cinéma, il a réservé sa première sortie officielle, samedi 20 mai, au Festival de Cannes (*Le Monde* du 23 mai 1995). Depuis plusieurs années, il ne manque pas le Festival d'art lyrique d'Aix-en-Provence, il dit « adorer » Mozart et vient de finir de lire *L'Alchimiste* de Cuello. Il s'intéresse aussi à l'art contemporain, il a été initié à la peinture par les expositions que sa femme, Maryvonne, cardiologue-pédiatre, organise dans la région Midi-Pyrénées.

A Lourdes, son entourage ne semble pas étonné de cette nomination. « La religion et la culture n'ont-elles pas cheminé longtemps ensemble à travers les siècles ? », interroge Jean-Pierre Artigave, commerçant en articles religieux, deuxième adjoint, l'homme de confiance et de confidences de Philippe Douste-Blazy. La religion et la culture ont été associées dans une même commission municipale des affaires culturelles et culturelles, confiées par le maire-médecin à un kinésithérapeute, Jean-Pierre Auguet. Ce dernier voit la nomination de son ami « comme une chance extraordinaire pour Lourdes et les Pyrénées, mais aussi pour tous les jeunes à qui il saura faire passer un message. La médecine, c'était son truc ! La culture deviendra sa passion ».

Cette symbiose de la religion et de la culture, cette communauté de destin entre le temporel et le spirituel, se retrouvent dans deux événements : la Biennale du germail (dédiée aux maîtres verriers et aux gemmeux) et le Festival de musique d'art sacré. Deux manifestations soutenues, à bout de bras, par quelques bénévoles. Comme Guy Rouquet, un professeur de français, un allumeur de réves qui, depuis plus de quinze ans, se bat avec son « atelier imaginaire » pour imposer à l'autonomie une semaine d'animation liée à la remise de prix littéraires Max-Pol Fouchet qui couronnent et éditent des auteurs de nouvelles et de poésies.

Une opération « 2 000 jeunes pour l'an 2000 » est menée avec les lauréats du concours général, qui sont invités à partager cette « décennie » littéraire avec des écrivains. Elle se présente comme une passerelle idéale avec le ministère de l'Éducation nationale, telle que la souhaite Philippe Douste-Blazy.

Aujourd'hui, les Lourdaux espèrent que la culture deviendra un « axe prioritaire » de Philippe Douste-Blazy. Son adjoint, Jean-Pierre Auguet, le reconnaît : « Lourdes a un grand rayonnement, mais hors pélerinage c'est une petite ville de 17 000 habitants. La culture ne représente que 5 % du budget général, soit 200 millions de francs. Cette enveloppe englobe également les animations socio-culturelles ».

Philippe Douste-Blazy affirme que ce montant va doubler s'il est réaffecté aux prochaines élections

municipales afin de réveiller quelques ambitions ensevelies au pied des Pyrénées. Car, en Bigorre, la culture se limite souvent au rugby et à la religion. Pour preuve, Philippe Douste-Blazy avait encouragé dans sa ville, en vain, un festival de rock en 1989 et un festival du western en 1990, avant d'abandonner sous la pression des chapelains, qui préféraient un festival du film religieux...

### Réveiller quelques ambitions ensevelies au pied des Pyrénées

Le nouveau ministre devra également se pencher sur l'avenir de son Musée pyrénéen de Lourdes, qui, comme le dit son adjoint à la culture, « mérite d'être dépassé », cet espace étant surtout réservé aux vieilles pierres et au folklore montagnard. Il est également probable que la nomination de Philippe Douste-Blazy l'incitera à ouvrir quelques gros chantiers dans sa ville, comme la construction tant annoncée d'un palais des congrès, qui, du coup, pourrait avoir vocation de maison de la culture. Marc Bellé, le fondateur du Parvis de Tarbes, l'unique scène nationale dans le département des Hautes-Pyrénées, mise également sur son nouveau ministre pour susciter « une grande réflexion avec les collectivités locales, car la vitalité de la culture tient plus à sa capacité de diffusion qu'à sa création, qui, elle, est déjà avérée ».

Jean-Jacques Rollat

### Le Ministère de la Culture et de la Francophonie propose



60 F  
450 pages

10 000 manifestations

BON DE COMMANDE

À remplir et à retourner à l'ASSOCIATION D.C.L.C. (ministère de la culture et de la francophonie) Département de l'information et de la communication 3, rue de Valenciennes - 75002 Paris cedex 01

Je souhaite recevoir exemplaire(s) du guide "Festivals & expositions, France 1995", au prix unitaire de 60 F TTC

Montant total de votre commande (commande votre règlement à l'ordre de l'Association D.C.L.C.)

NOM Prénom

Adresse

Code postal - Ville

Pays

## Jerome Robbins reprend « West Side Story » trente-huit ans après sa création

Dansée par le New York City Ballet, la célèbre œuvre de Leonard Bernstein a vieilli sans dommage

Créé à la scène, en septembre 1957, à New York, avant d'être filmé par Robert Wise et Jerome Robbins, le drame musical social composé par

Leonard Bernstein n'avait jamais été repris par une troupe de ballet. Présenté au Lincoln Center, du 25 mai au 4 juin *West Side Story* vient d'y

trionpher dans une nouvelle mise en scène de Jerome Robbins. Du coup, une soirée supplémentaire est prévue le 11 juin.

**NEW YORK**  
Correspondance  
Selon la rumeur, George Balanchine, directeur artistique, chorégraphe et « dieu » du New York City Ballet, estimait que le *West Side Story* de Jerome Robbins ne pouvait pas être joué par ses danseurs car « nos garçons ne sont pas des bagarreurs », disait-il. Dans le nouveau *West Side Story* de Robbins, pourtant, ces « ballerinos » culbrent et roulent sur le sol dans de féroces combats au couteau. Les règles du ballet néo-classique sont balayées. Les danseurs haussent leurs épaules jusqu'aux oreilles. Ils écumant de colère. Ils crient : « Fous le camp ! ». Ils sifflent, claquent des doigts, battent des mains et chantent - fort bien.

En ce moment, les hommes font la force du New York City Ballet et, dans *West Side Story*, ils dansent à tout cœur, dévorent l'espace, rejettent joyeusement la retenue classique. Dans cette brillante prestation, les danseurs rockent avec la vie. La puissante chorégraphie de Robbins mêle ballet, mouvements de la rue, jazz et danse moderne en un tout qui exprime l'essence d'une période, d'un lieu et d'une humeur. La musique de Leonard Bernstein allie aux paroles de Stephen Sondheim en font l'une des meilleures comédies musicales américaines du XX<sup>e</sup> siècle.

Le spectacle est séduisant car les danseurs évoluent avec aisance, ne poussent jamais le mouvement ou l'émotion. Ils glissent et bondissent sans effort, laissant leur corps flotter doucement au-dessus des jambes. Nikolai Hübbe - la plus grande surprise - se transforme en un menaçant Riff, leader des Jets, le gang meurtrier de New York. En outre, il chante parfaitement un solo, « Cool ».

Pour cette nouvelle version, *West Side Story Suite*, Robbins a

pris sept de ses pièces originales du spectacle donné à Broadway en 1957 et en a fait une séquence dansée de trente minutes où chaque épisode se lie habilement au suivant. Le chorégraphe définit ses personnages et l'atmosphère de la ville par des rythmes et des postures corporelles très serrées. Les Jets (le gang blanc) sont décontractés, les épaules voûtées, les mains souples. Ils sautent, glissent et restent « cool, man ». Sous ce calme, pointe la furie des doigts qui claquent en de petites explosions tendues qui annoncent le danger. Le gang latino, les Sharks, sont dirigés par Bernardo (Jock Soto). Ils se meuvent à la manière des coqueurs du barrio, se tiennent droits et adoptent une démarche sexy qui les fait rebondir légèrement à chaque pas. Dans « Dance at the Gym », les Sharks dansent le mambo, lançant leurs pieds comme les lames de leurs couteaux. Nancy Ticotin, du Ballet Hispanico, soutient la comparaison avec les hommes. Elle incarne une chaude *mamacita*, Anita, petite amie de Bernardo. Certes, les autres danseuses dansent bien, mais les femmes anorexiques du New York City Ballet sont trop minces et fragiles pour « porter » les mouvements audacieux du jazz. En général, les chorégraphes de Robbins réussissent mieux aux hommes. Parce que *West Side Story Suite* symbolise la virilité des gangs des années 50, les femmes sont ré-

duites au rôle de gentilles supportrices. Sans aucun doute, cette création de Robbins constitue le grand succès de la saison du New York City Ballet. Toutes les places sont vendues. Le public applaudit à tout rompre, ravi de voir un ballet moderne accessible, pertinent et élégant. La danse moderne se traduit souvent au New York City Ballet par Stravinsky et l'angularité. Dans ce spectacle, le mouvement est dansé certes avec virtuosité, mais il est aussi *funky*, authentique, facile. Ces Roméo et Mercutio portent des Levi's. Maria des jupes à volants, et elle balance des hanches. Les danseurs ont troqué la sérénité pour l'action, les cris, les sifflements, comme de vrais personnages de la rue.

### FOLKLORE URBAIN

Plus profondément, ce *West Side* montre combien les affrontements entre gangs étaient encore modérés, il y a trente-huit ans. De quoi réfléchir sur la violence des heurts entre Crips et Bloods à coups de pistolets-mitrailleurs Uzi, lors des émeutes de Los Angeles en 1995. Ceux de *West Side* s'affrontent au couteau et au pistolet. A la fin du spectacle, le meurtrier sert de catharsis. Tous les membres du gang sont debout, paisibles, leur furie lavée par le sang versé. C'est ce que nous désirons tous voir arriver un jour.

*West Side Story Suite* est le der-

nier ballet en date à avoir traversé les années sans dommage. Ceux d'il y a un siècle, disons *Le Lac des cygnes* par exemple, sont toujours très populaires. Mais ceux de la fin des années 50 sont aujourd'hui rarement appréciés au point de mériter une ovation debout et des hurlements de plaisir. Dès le début, *West Side Story* a constitué une rareté éblouissante - une comédie musicale de Broadway qui n'utilisait ni le jeu d'acteur ni les dialogues pour raconter l'histoire. La danse et la musique étaient au cœur du spectacle, et l'association de Bernstein, Sondheim et Robbins a fait merveille. Robbins donnait à la danse force et clarté. Il a rafraîchi le classicisme en faisant appel au folklore urbain américain, au mambo, au jitterbug, au bop et au rock'n roll. En 1960, quand *West Side Story* a été adapté au cinéma, Robbins a dirigé la partie chorégraphique, pour rester fidèle à l'original. J'ai vu l'original, vu une reprise. Je regarde *West Side Story* environ trois fois par an. *Africanada* exigeante, je pensais ne pas pouvoir apprécier l'interprétation du New York City Ballet. Mais la vérité et la pureté de cette version étincellent grâce à la sincérité des danseurs.

Sally Sommer

\* Sally Sommer enseigne à l'Université Duke où elle donne un cours sur l'histoire de la danse dans les films.

## Banlieues d'Europe, un réseau contre la haine

Des artistes préoccupés par l'exclusion se sont réunis à Strasbourg

### STRASBOURG

de notre envoyé spécial

Ils se sont donné de drôles de noms, ces artistes préoccupés par les questions sociales. Des noms rebelles comme Haine de la culture, Culture de la haine (bien avant la sortie du film de Mathieu Kassovitz), à Bruxelles. Des noms bleugueurs comme Les musiques de la boulangère de Nicolas Frize, à Saint-Denis, ou Urban Strawberry Lunch, à Liverpool, façon d'affirmer que la créativité est vitale comme le pain et délicate comme les fraises. Avec eux, quelque deux cents artistes, élus locaux, professionnels de la culture ou du social ont débattu de « l'art dans la lutte contre l'exclusion » du 29 au 31 mai à Strasbourg, à l'appel du réseau Banlieues d'Europe.

Structure souple, Banlieues d'Europe favorise surtout les échanges concrets entre ceux qui, à Lisbonne, Amsterdam ou Budapest, tentent d'associer ambitions artistiques et populations exclues. Ce réseau a été fondé en 1990 par Jean Hurstel, directeur de La Laiterie de Strasbourg, un lieu culturel, expérimental et chaleureux, qui accueille cette année le dramaturge Armand Gatti et ses quatre-vingts stagiaires, recrutés parmi les jeunes exclus, pour monter un opéra sur un thème scientifique. (*Le Monde* du 4 mai)

A Liverpool, la ville a perdu depuis vingt ans ses docks et, avec eux, une multitude d'entreprises. Elle a vu partir certains de ses cadres et de ses jeunes. Vieilles, appauvries, secouées, en 1981, par des émeutes, la ville se débat pour ne pas sombrer. « La mairie a compris que la culture et l'éducation étaient liées au développement économique. Le bien-être des habitants, leur appréciation positive sur la ville contribuent à une dynamique urbaine », explique Abdullah Badwi, embauché par les services culturels de la mairie pour développer des actions envers les habitants d'origine immigrée.

La ville est fière de ses institutions culturelles, comme l'Orchestre philharmonique, et de ses nombreux festivals, comme celui de vidéo à l'autonomie ou de musique africaine au printemps. Mais le poste d'Abdullah Badwi, créé à la suite des émeutes, n'est pas toujours confortable. Pour obtenir des aides aux artistes noirs, asiatiques ou arabes, pour financer des actions culturelles dans les quartiers, il doit harceler sans cesse les élus. Ces derniers se

font tirer l'oreille pour soutenir des citoyens qu'une partie de l'État refuse de considérer comme britanniques. « Je suis né ici dans une famille ouvrière, j'ai grandi dans un ghetto immigré et j'ai subi le racisme. Pour m'en sortir, j'ai étudié la photographie à l'université, confie-t-il. Aujourd'hui, il reste extrêmement difficile de s'insérer comme artiste ou comme administrateur culturel pour les jeunes des ghettos, même s'ils ont atteint un niveau artistique élevé. »

Le groupe musical Urban Strawberry Lunch, l'association de cinéma

sculptures sonores à partir de matériaux de récupération, a ainsi travaillé pendant dix-huit mois avec des enfants. Leur concert a été présenté à la Philharmonie devant un public de 14 000 personnes. L'orchestre a mis en musique des poèmes de Lévi Tafari, qui se présente comme un « griot urbain ».

### UN AMBITEUX FESTIVAL

« Je ne suis pas un pédagogue, je suis une artiste », affirme avec force la cinéaste berlinoise Cornelia Utz. Au centre culturel Schlesische 27 situé à Kreuzberg, le quartier turc de Berlin, elle anime des ateliers de vidéo. Ainsi, des jeunes filles ont réalisé un film caustique sur les rapports hommes-femmes. Des adolescents bosniaques réfugiés ont fait une vidéo sur la folie yougoslave.

A Lisbonne, Teresa Ricou, clown et directrice du cirque Chapito, a passé une convention avec le ministère de la justice pour former des jeunes de la rue aux métiers du spectacle. Une fois par an, elle organise un ambitieux festival dans le château semi-ruiné de Santa Catarina avec les troupes caractéristiques des nouvelles tendances du cirque. « Nos jeunes présentent alors leurs performances et ils sont parfaitement intégrés aux autres artistes », explique Teresa Ricou.

« Je ne m'intéresse pas au rap parce que c'est sympa, que c'est contre la drogue ou que des jeunes expriment leur mal de vivre. Mais bien parce qu'il s'agit d'une nouvelle forme artistique », insiste Alain Lapiower, de Haine de la culture-Culture de la haine, qui collecte et diffuse des musiques populaires. Comme lui, les membres du réseau Banlieues d'Europe ont déploré un certain désintérêt des grandes institutions culturelles envers les nouveaux courants artistiques issus des banlieues. En revanche, les instances européennes les découvrent peu à peu : l'Union européenne apporte une aide au réseau et le Conseil de l'Europe a lancé un programme sur « la culture et les quartiers ».

Catherine Bédarida

### Musiques à la cour de Richard Cœur de Lion

lundi 5 juin 18h30 • Musée National du Moyen Âge - Thermes de Cluny

ensemble vocal et instrumental ALLA FRANCESCA

Brigitte Lemaire - Emmanuel Bonin - Pierre Humeau - Raphaël Baudry

réservations : 45 60 74 49 - 45 34 51 17

avec le soutien de la Fondation pour la culture musicale

personnelles seront en un seul lot, par samedi 10 juin, à midi. Elles seront mises en vente à Houdan.

ewy sortent de l'oubli  
a beauté un argument commercial  
seront mis en vente à Houdan.



## Les courbes des ventes

Les ventes de livres ont augmenté de 1,2 % en mai par rapport à avril. Les ventes de livres ont augmenté de 1,2 % en mai par rapport à avril. Les ventes de livres ont augmenté de 1,2 % en mai par rapport à avril.



Les ventes de livres ont augmenté de 1,2 % en mai par rapport à avril. Les ventes de livres ont augmenté de 1,2 % en mai par rapport à avril. Les ventes de livres ont augmenté de 1,2 % en mai par rapport à avril.

Les ventes de livres ont augmenté de 1,2 % en mai par rapport à avril. Les ventes de livres ont augmenté de 1,2 % en mai par rapport à avril. Les ventes de livres ont augmenté de 1,2 % en mai par rapport à avril.

Les ventes de livres ont augmenté de 1,2 % en mai par rapport à avril. Les ventes de livres ont augmenté de 1,2 % en mai par rapport à avril. Les ventes de livres ont augmenté de 1,2 % en mai par rapport à avril.

**3617 DROUOT**  
Le catalogue national des ventes aux enchères sur votre minitel.  
Compagnie des Commissaires Priseurs.



## Eclats du Festival de Cannes

La Quinzaine des réalisateurs et Cinémas en France à la Vidéothèque de Paris et Un certain regard aux Elysées-Lincoln



IL N'EST PEUT-ÊTRE PAS indispensable d'aller à Cannes, puisque le Festival se déplace à Paris quelques jours après sa clôture. Dans la section Cinémas en France se distingue le film de Jean-Michel Carré *Visiblement je vous aime*, qui associe acteurs (Denis Lavant en tête) et pensionnaires du Coral, « lieu de vie » pour jeunes psychiques. Côté Quinzaine des réalisateurs, *Le Ballon blanc*, de l'Iranien Jafar Panahi, auquel a été décernée la Caméra d'or. Le Conte des trois diamants, du Palestinien Michel Khleifi, et *Three Steps to Heaven*, de l'Anglais Constantine Giannaris, ont compté parmi les plus remarqués à Cannes. Enfin, les Elysées-

Lincoln proposent, jusqu'au 10 juin, une rétrospective des films présentés dans le cadre d'Un certain regard, parmi lesquels *Lis-bonne Story*, de Wim Wenders, *Poste avancé*, du Hongrois Peter Gothar, *Bye-Bye*, de Karin Dridi, *Le Temps de l'amour*, de l'Iranien Mohsen Makhmalbaf.

★ Vidéothèque de Paris, porte Saint-Eustache, Forum des Halles, entrée du public : 2, Grande Galerie, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet-Halles. Séances de 14 h 30 à 21 heures, les 3 et 4 juin. Tél. : 44-76-62-00. 30 E. Les Elysées-Lincoln, 14, rue Lincoln, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> George-V. Tél. : 43-59-36-14.

## CINÉMA

### NOUVEAUX FILMS

#### AVEC OU SANS HOMMES

Film américain de Herbert Ross  
VO : Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (36-65-70-67) ; 14-Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-59-83) ; 36-68-68-12) ; UGC Champs-Élysées, 8<sup>e</sup> (36-68-66-54) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; Bienvenue Montparnasse, 15<sup>e</sup> (36-65-70-38) ; rés. 40-30-20-10.

VF : Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 8<sup>e</sup> (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-69-24) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; UGC Gobelin, 13<sup>e</sup> (36-68-62-27) ; Gaumont Alésia, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; 36-68-75-55) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-29-31) ; Pathé Wepler, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22).

GRANITA  
Film bulgare de Hristian Natchev  
VO : Espace Saint-Michel, 5<sup>e</sup> (44-07-20-49).

#### LA HAINE

Film français de Mathieu Kassovitz  
Gaumont les Halles, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55) ; 36-68-75-55) ; Rex, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hauteville, 6<sup>e</sup> (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; 14-Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-59-83) ; 36-68-68-12) ; UGC Rotonde, 6<sup>e</sup> (36-65-70-73) ; 36-68-70-14) ; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08) ; 36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, 9<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81) ; 36-68-68-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelin, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; 36-65-71-44) ; rés. 40-30-20-10).

#### KRIM

Film français de Ahmed Bouchaala  
Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (36-65-70-67) ; Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20).

#### LES EXCLUSIVITÉS

A LA CAMPAGNE (Fr.) : Epée de Bois, 5<sup>e</sup> (43-37-57-47) ; Le Balzac, 8<sup>e</sup> (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20).

L'APPAT (Fr.) : 14-Juillet Parnasse,

6<sup>e</sup> (43-26-58-80) ; 36-68-59-02) ; Gaumont Merignac, 8<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10).

ASTÉRIX ET LES INDIENS (All.) : UGC Triomphe, 8<sup>e</sup> (36-68-45-47).

AU TRAVERS DES OLIVIERS (Iran, v.o.) : Lucernaire, 6<sup>e</sup> (45-44-57-34).

BEFORE SUNRISE (A., v.o.) : Ciné-choix, 6<sup>e</sup> (46-33-10-82).

BEFORE THE RAIN (Fr.-Brit., v.o.) : Lucernaire, 6<sup>e</sup> (45-44-57-34).

CARRINGTON (Fr.-Brit., v.o.) : Gaumont les Halles, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; UGC Gobelin, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08) ; 36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81) ; 36-68-68-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelin, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; 36-65-71-44) ; rés. 40-30-20-10).

CHUNGKING EXPRESS (H.-K., v.o.) : Les Trois Lumbourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; UGC Gobelin, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; 36-65-71-44) ; rés. 40-30-20-10).

CITÉ DES ENFANTS PERDUS (Fr.) : Gaumont les Halles, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; UGC Gobelin, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; 36-65-71-44) ; rés. 40-30-20-10).

CITÉ DES ENFANTS PERDUS (Fr.) : Gaumont les Halles, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; UGC Gobelin, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; 36-65-71-44) ; rés. 40-30-20-10).

CITÉ DES ENFANTS PERDUS (Fr.) : Gaumont les Halles, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; UGC Gobelin, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; 36-65-71-44) ; rés. 40-30-20-10).

CITÉ DES ENFANTS PERDUS (Fr.) : Gaumont les Halles, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; UGC Gobelin, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; 36-65-71-44) ; rés. 40-30-20-10).

CITÉ DES ENFANTS PERDUS (Fr.) : Gaumont les Halles, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; UGC Gobelin, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; 36-65-71-44) ; rés. 40-30-20-10).

CITÉ DES ENFANTS PERDUS (Fr.) : Gaumont les Halles, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; UGC Gobelin, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; 36-65-71-44) ; rés. 40-30-20-10).

CITÉ DES ENFANTS PERDUS (Fr.) : Gaumont les Halles, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; UGC Gobelin, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; 36-65-71-44) ; rés. 40-30-20-10).

CITÉ DES ENFANTS PERDUS (Fr.) : Gaumont les Halles, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; UGC Gobelin, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; 36-65-71-44) ; rés. 40-30-20-10).

CITÉ DES ENFANTS PERDUS (Fr.) : Gaumont les Halles, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; UGC Gobelin, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; 36-65-71-44) ; rés. 40-30-20-10).

CITÉ DES ENFANTS PERDUS (Fr.) : Gaumont les Halles, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; UGC Gobelin, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; 36-65-71-44) ; rés. 40-30-20-10).

CITÉ DES ENFANTS PERDUS (Fr.) : Gaumont les Halles, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; UGC Gobelin, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; 36-65-71-44) ; rés. 40-30-20-10).

CITÉ DES ENFANTS PERDUS (Fr.) : Gaumont les Halles, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; UGC Gobelin, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; 36-65-71-44) ; rés. 40-30-20-10).

CITÉ DES ENFANTS PERDUS (Fr.) : Gaumont les Halles, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; UGC Gobelin, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; 36-65-71-44) ; rés. 40-30-20-10).

CITÉ DES ENFANTS PERDUS (Fr.) : Gaumont les Halles, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; UGC Gobelin, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; 36-65-71-44) ; rés. 40-30-20-10).

CITÉ DES ENFANTS PERDUS (Fr.) : Gaumont les Halles, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; UGC Gobelin, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; 36-65-71-44) ; rés. 40-30-20-10).

CITÉ DES ENFANTS PERDUS (Fr.) : Gaumont les Halles, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; UGC Gobelin, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; 36-65-71-44) ; rés. 40-30-20-10).

CITÉ DES ENFANTS PERDUS (Fr.) : Gaumont les Halles, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; UGC Gobelin, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; 36-65-71-44) ; rés. 40-30-20-10).

CITÉ DES ENFANTS PERDUS (Fr.) : Gaumont les Halles, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; UGC Gobelin, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41) ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18<sup>e</sup> (36-68-20-2



هنا نحن

RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE / DIMANCHE 4 - LUNDI 5 JUIN 1995 / 21

SAMEDI 3 JUIN

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	ARTE
<b>20.45 Divertissement :</b> <b>Les Grosses Têtes.</b> Avec Francis Perrin, Guy Montagré, Carlos, Amanda Lear, Slim, Evelyne Leclercq, Philippe Castelli, Thierry Roland, Jacques Hadad, Pierre Bellemare, Michaël Merle. <b>22.45 Magazine : Ushuaïa.</b> Mer Rouge, des Jeeps sous l'eau. Danse avec le pil, de Patrick Passe; Kyalytoyo, pèlerinage au rocher d'or, de Bernard Guernini; Les Kafirs Kafes, de François-Xavier Pelletier; The Ice Capted Jungle, de Chris Hill. <b>23.50 Série : Duo d'enfer.</b> 0.45 Journal, Météo. 0.55 Programmes de nuit.	<b>20.50 Théâtre :</b> <b>Le Clan des veuves.</b> Pièce de Ginette Beauvais-Garcin, mise en scène de François Guérin, avec Jackie Sardou, Ginette Garcin, Mony Dalmès. <b>22.30 Magazine :</b> <b>Les Enfants de la télé.</b> Présenté par Arthur. Invités : Michel Field, Karl Zéro, Rika Zarai. <b>23.45 Les Films Lumière.</b> <b>23.50 Journal, Météo.</b> <b>0.05 Magazine : Côté court.</b> <b>0.10 Magazine : La 25<sup>e</sup> Heure.</b> Présenté par Jacques Perrin. Le Vrai Rasputine, de Laurence Rees. 1.05 Programmes de nuit.	<b>20.55 Série : Les Nouveaux Exploits d'Arsène Lupin.</b> La Robe de diamant, de Nicolas Ribowski. <b>22.30 Documentaire :</b> <b>Neus Irons bon à l'élysée.</b> Comment se forme l'opinion politique des citoyens ? Jean-François Delassus a suivi, pendant les trois mois qui ont précédé les élections, tout l'éventail social, jeunes cadres, retraités, SDF, directeurs de PME... <b>0.05 Météo, Journal.</b> <b>0.30 Musique et compagnie.</b> L'oeil écoute... Amsterdam (1/2). <b>1.30 Musique Graffiti.</b> Préludes n° 3 et 4, de Villa-Lobos, par Turibio Santos, guitare (15 min).	<b>20.45 Téléfilm :</b> <b>Seulement par amour.</b> Francesca. De Giovanni Ricci, avec Anais Jeanne, Sandrine Caron (en deux parties diffusées à la suite). <b>1.00 Boulevard des clips</b> (et 5.55).	<b>19.55 Rugby.</b> En direct. Coupe du monde : Canada-Afrique du Sud. Coup d'envoi à 20.00. Commenté par Thierry Gilardi et Serge Blanco. <b>21.45 Sport : Rugby.</b> Résumé des matches de la Coupe du monde : Tonga-Côte d'Ivoire, Ecosse-France, Australie-Roumanie. <b>22.30 Téléfilm :</b> <b>Traque à Manhattan.</b> De Tom Mankiewicz. <b>0.00 Le Journal du hard.</b> <b>0.05 Cinéma : La Venus bleue.</b> Film français, classé X, de Michel Ricard (1993). <b>1.45 Cinéma : Vivre.</b> Film chinois de Zhang Yimou (1993, v.o.).	<b>20.40 Téléfilm :</b> <b>La Montagne magique.</b> De Hans W. Geissendörfer (1973). Avec Marie-France Pisier. <b>22.30 Documentaire :</b> <b>Thomas Mann, une vie, vue par Klaus Harpprecht.</b> Portrait d'Axel Bonkess (v.o.). <b>23.30 Magazine : Velvet Jungle.</b> No Alternative; John Trudell. <b>0.45 Série : Johnny Staccato.</b> 22. An Act of Terror (v.o.). <b>1.10 Téléfilm :</b> <b>Muriel fait le désespoir de ses parents.</b> De Philippe Faucon, avec Catherine Klien (rediff.). <b>2.30 Cinéma d'animation :</b> <b>7<sup>e</sup> Art bis.</b> Proposé par Louise Neil [3]. Histoires d'hommes. Aves contre Atlas, de Manuel Otero; Le Corridor, de Stepan Kaloustian; Spectateurs, de Raimund Krumme (30 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 Y a pas match. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 989898. 20.10 989898. 20.20 989898. 20.30 989898. 20.40 989898. 20.50 989898. 21.00 989898. 21.10 989898. 21.20 989898. 21.30 989898. 21.40 989898. 21.50 989898. 22.00 989898. 22.10 989898. 22.20 989898. 22.30 989898. 22.40 989898. 22.50 989898. 23.00 989898. 23.10 989898. 23.20 989898. 23.30 989898. 23.40 989898. 23.50 989898. 0.00 989898. 0.10 989898. 0.20 989898. 0.30 989898. 0.40 989898. 0.50 989898. 1.00 989898. 1.10 989898. 1.20 989898. 1.30 989898. 1.40 989898. 1.50 989898. 2.00 989898. 2.10 989898. 2.20 989898. 2.30 989898. 2.40 989898. 2.50 989898. 3.00 989898. 3.10 989898. 3.20 989898. 3.30 989898. 3.40 989898. 3.50 989898. 4.00 989898. 4.10 989898. 4.20 989898. 4.30 989898. 4.40 989898. 4.50 989898. 5.00 989898. 5.10 989898. 5.20 989898. 5.30 989898. 5.40 989898. 5.50 989898. 6.00 989898. 6.10 989898. 6.20 989898. 6.30 989898. 6.40 989898. 6.50 989898. 7.00 989898. 7.10 989898. 7.20 989898. 7.30 989898. 7.40 989898. 7.50 989898. 8.00 989898. 8.10 989898. 8.20 989898. 8.30 989898. 8.40 989898. 8.50 989898. 9.00 989898. 9.10 989898. 9.20 989898. 9.30 989898. 9.40 989898. 9.50 989898. 10.00 989898. 10.10 989898. 10.20 989898. 10.30 989898. 10.40 989898. 10.50 989898. 11.00 989898. 11.10 989898. 11.20 989898. 11.30 989898. 11.40 989898. 11.50 989898. 12.00 989898. 12.10 989898. 12.20 989898. 12.30 989898. 12.40 989898. 12.50 989898. 13.00 989898. 13.10 989898. 13.20 989898. 13.30 989898. 13.40 989898. 13.50 989898. 14.00 989898. 14.10 989898. 14.20 989898. 14.30 989898. 14.40 989898. 14.50 989898. 15.00 989898. 15.10 989898. 15.20 989898. 15.30 989898. 15.40 989898. 15.50 989898. 16.00 989898. 16.10 989898. 16.20 989898. 16.30 989898. 16.40 989898. 16.50 989898. 17.00 989898. 17.10 989898. 17.20 989898. 17.30 989898. 17.40 989898. 17.50 989898. 18.00 989898. 18.10 989898. 18.20 989898. 18.30 989898. 18.40 989898. 18.50 989898. 19.00 989898. 19.10 989898. 19.20 989898. 19.30 989898. 19.40 989898. 19.50 989898. 20.00 989898. 20.10 989898. 20.20 989898. 20.30 989898. 20.40 989898. 20.50 989898. 21.00 989898. 21.10 989898. 21.20 989898. 21.30 989898. 21.40 989898. 21.50 989898. 22.00 989898. 22.10 989898. 22.20 989898. 22.30 989898. 22.40 989898. 22.50 989898. 23.00 989898. 23.10 989898. 23.20 989898. 23.30 989898. 23.40 989898. 23.50 989898. 0.00 989898. 0.10 989898. 0.20 989898. 0.30 989898. 0.40 989898. 0.50 989898. 1.00 989898. 1.10 989898. 1.20 989898. 1.30 989898. 1.40 989898. 1.50 989898. 2.00 989898. 2.10 989898. 2.20 989898. 2.30 989898. 2.40 989898. 2.50 989898. 3.00 989898. 3.10 989898. 3.20 989898. 3.30 989898. 3.40 989898. 3.50 989898. 4.00 989898. 4.10 989898. 4.20 989898. 4.30 989898. 4.40 989898. 4.50 989898. 5.00 989898. 5.10 989898. 5.20 989898. 5.30 989898. 5.40 989898. 5.50 989898. 6.00 989898. 6.10 989898. 6.20 989898. 6.30 989898. 6.40 989898. 6.50 989898. 7.00 989898. 7.10 989898. 7.20 989898. 7.30 989898. 7.40 989898. 7.50 989898. 8.00 989898. 8.10 989898. 8.20 989898. 8.30 989898. 8.40 989898. 8.50 989898. 9.00 989898. 9.10 989898. 9.20 989898. 9.30 989898. 9.40 989898. 9.50 989898. 10.00 989898. 10.10 989898. 10.20 989898. 10.30 989898. 10.40 989898. 10.50 989898. 11.00 989898. 11.10 989898. 11.20 989898. 11.30 989898. 11.40 989898. 11.50 989898. 12.00 989898. 12.10 989898. 12.20 989898. 12.30 989898. 12.40 989898. 12.50 989898. 13.00 989898. 13.10 989898. 13.20 989898. 13.30 989898. 13.40 989898. 13.50 989898. 14.00 989898. 14.10 989898. 14.20 989898. 14.30 989898. 14.40 989898. 14.50 989898. 15.00 989898. 15.10 989898. 15.20 989898. 15.30 989898. 15.40 989898. 15.50 989898. 16.00 989898. 16.10 989898. 16.20 989898. 16.30 989898. 16.40 989898. 16.50 989898. 17.00 989898. 17.10 989898. 17.20 989898. 17.30 989898. 17.40 989898. 17.50 989898. 18.00 989898. 18.10 989898. 18.20 989898. 18.30 989898. 18.40 989898. 18.50 989898. 19.00 989898. 19.10 989898. 19.20 989898. 19.30 989898. 19.40 989898. 19.50 989898. 20.00 989898. 20.10 989898. 20.20 989898. 20.30 989898. 20.40 989898. 20.50 989898. 21.00 989898. 21.10 989898. 21.20 989898. 21.30 989898. 21.40 989898. 21.50 989898. 22.00 989898. 22.10 989898. 22.20 989898. 22.30 989898. 22.40 989898. 22.50 989898. 23.00 989898. 23.10 989898. 23.20 989898. 23.30 989898. 23.40 989898. 23.50 989898. 0.00 989898. 0.10 989898. 0.20 989898. 0.30 989898. 0.40 989898. 0.50 989898. 1.00 989898. 1.10 989898. 1.20 989898. 1.30 989898. 1.40 989898. 1.50 989898. 2.00 989898. 2.10 989898. 2.20 989898. 2.30 989898. 2.40 989898. 2.50 989898. 3.00 989898. 3.10 989898. 3.20 989898. 3.30 989898. 3.40 989898. 3.50 989898. 4.00 989898. 4.10 989898. 4.20 989898. 4.30 989898. 4.40 989898. 4.50 989898. 5.00 989898. 5.10 989898. 5.20 989898. 5.30 989898. 5.40 989898. 5.50 989898. 6.00 989898. 6.10 989898. 6.20 989898. 6.30 989898. 6.40 989898. 6.50 989898. 7.00 989898. 7.10 989898. 7.20 989898. 7.30 989898. 7.40 989898. 7.50 989898. 8.00 989898. 8.10 989898. 8.20 989898. 8.30 989898. 8.40 989898. 8.50 989898. 9.00 989898. 9.10 989898. 9.20 989898. 9.30 989898. 9.40 989898. 9.50 989898. 10.00 989898. 10.10 989898. 10.20 989898. 10.30 989898. 10.40 989898. 10.50 989898. 11.00 989898. 11.10 989898. 11.20 989898. 11.30 989898. 11.40 989898. 11.50 989898. 12.00 989898. 12.10 989898. 12.20 989898. 12.30 989898. 12.40 989898. 12.50 989898. 13.00 989898. 13.10 989898. 13.20 989898. 13.30 989898. 13.40 989898. 13.50 989898. 14.00 989898. 14.10 989898. 14.20 989898. 14.30 989898. 14.40 989898. 14.50 989898. 15.00 989898. 15.10 989898. 15.20 989898. 15.30 989898. 15.40 989898. 15.50 989898. 16.00 989898. 16.10 989898. 16.20 989898. 16.30 989898. 16.40 989898. 16.50 989898. 17.00 989898. 17.10 989898. 17.20 989898. 17.30 989898. 17.40 989898. 17.50 989898. 18.00 989898. 18.10 989898. 18.20 989898. 18.30 989898. 18.40 989898. 18.50 989898. 19.00 989898. 19.10 989898. 19.20 989898. 19.30 989898. 19.40 989898. 19.50 989898. 20.00 989898. 20.10 989898. 20.20 989898. 20.30 989898. 20.40 989898. 20.50 989898. 21.00 989898. 21.10 989898. 21.20 989898. 21.30 989898. 21.40 989898. 21.50 989898. 22.00 989898. 22.10 989898. 22.20 989898. 22.30 989898. 22.40 989898. 22.50 989898. 23.00 989898. 23.10 989898. 23.20 989898. 23.30 989898. 23.40 989898. 23.50 989898. 0.00 989898. 0.10 989898. 0.20 989898. 0.30 989898. 0.40 989898. 0.50 989898. 1.00 989898. 1.10 989898. 1.20 989898. 1.30 989898. 1.40 989898. 1.50 989898. 2.00 989898. 2.10 989898. 2.20 989898. 2.30 989898. 2.40 989898. 2.50 989898. 3.00 989898. 3.10 989898. 3.20 989898. 3.30 989898. 3.40 989898. 3.50 989898. 4.00 989898. 4.10 989898. 4.20 989898. 4.30 989898. 4.40 989898. 4.50 989898. 5.00 989898. 5.10 989898. 5.20 989898. 5.30 989898. 5.40 989898. 5.50 989898. 6.00 989898. 6.10 989898. 6.20 989898. 6.30 989898. 6.40 989898. 6.50 989898. 7.00 989898. 7.10 989898. 7.20 989898. 7.30 989898. 7.40 989898. 7.50 989898. 8.00 989898. 8.10 989898. 8.20 989898. 8.30 989898. 8.40 989898. 8.50 989898. 9.00 989898. 9.10 989898. 9.20 989898. 9.30 989898. 9.40 989898. 9.50 989898. 10.00 989898. 10.10 989898. 10.20 989898. 10.30 989898. 10.40 989898. 10.50 989898. 11.00 989898. 11.10 989898. 11.20 989898. 11.30 989898. 11.40 989898. 11.50 989898. 12.00 989898. 12.10 989898. 12.20 989898. 12.30 989898. 12.40 989898. 12.50 989898. 13.00 989898. 13.10 989898. 13.20 989898. 13.30 989898. 13.40 989898. 13.50 989898. 14.00 989898. 14.10 989898. 14.20 989898. 14.30 989898. 14.40 989898. 14.50 989898. 15.00 989898. 15.10 989898. 15.20 989898. 15.30 989898. 15.40 989898. 15.50 989898. 16.00 989898. 16.10 989898. 16.20 989898. 16.30 989898. 16.40 989898. 16.50 989898. 17.00 989898. 17.10 989898. 17.20 989898. 17.30 989898. 17.40 989898. 17.50 989898. 18.00 989898. 18.10 989898. 18.20 989898. 18.30 989898. 18.40 989898. 18.50 989898. 19.00 989898. 19.10 989898. 19.20 989898. 19.30 989898. 19.40 989898. 19.50 989898. 20.00 989898. 20.10 989898. 20.20 989898. 20.30 989898. 20.40 989898. 20.50 989898. 21.00 989898. 21.10 989898. 21.20 989898. 21.30 989898. 21.40 989898. 21.50 989898. 22.00 989898. 22.10 989898. 22.20 989898. 22.30 989898. 22.40 989898. 22.50 989898. 23.00 989898. 23.10 989898. 23.20 989898. 23.30 989898. 23.40 989898. 23.50 989898. 0.00 989898. 0.10 989898. 0.20 989898. 0.30 989898. 0.40 989898. 0.50 989898. 1.00 989898. 1.10 989898. 1.20 989898. 1.30 989898. 1.40 989898. 1.50 989898. 2.00 989898. 2.10 989898. 2.20 989898. 2.30 989898. 2.40 989898. 2.50 989898. 3.00 989898. 3.10 989898. 3.20 989898. 3.30 989898. 3.40 989898. 3.50 989898. 4.00 989898. 4.10 989898. 4.20 989898. 4.30 989898. 4.40 989898. 4.50 989898. 5.00 989898. 5.10 989898. 5.20 989898. 5.30 989898. 5.40 989898. 5.50 989898. 6.00 989898. 6.10 989898. 6.20 989898. 6.30 989898. 6.40 989898. 6.50 989898. 7.00 989898. 7.10 989898. 7.20 989898. 7.30 989898. 7.40 989898. 7.50 989898. 8.00 989898. 8.10 989898. 8.20 989898. 8.30 989898. 8.40 989898. 8.50 989898. 9.00 989898. 9.10 989898. 9.20 989898. 9.30 989898. 9.40 989898. 9.50 989898. 10.00 989898. 10.10 989898. 10.20 989898. 10.30 989898. 10.40 989898. 10.50 989898. 11.00 989898. 11.10 989898. 11.20 989898. 11.30 989898. 11.40 989898. 11.50 989898. 12.00 989898. 12.10 989898. 12.20 989898. 12.30 989898. 12.40 989898. 12.50 989898. 13.00 989898. 13.10 989898. 13.20 989898. 13.30 989898. 13.40 989898. 13.50 989898. 14.00 989898. 14.10 989898. 14.20 989898. 14.30 989898. 14.40 989898. 14.50 989898. 15.00 989898. 15.10 989898. 15.20 989898. 15.30 989898. 15.40 989898. 15.50 989898. 16.00 989898. 16.10 989898. 16.20 989898. 16.30 989898. 16.40 989898. 16.50 989898. 17.00 989898. 17.10 989898. 17.20 989898. 17.30 989898. 17.40 989898. 17.50 989898. 18.00 989898. 18.10 989898. 18.20 989898. 18.30 989898. 18.40 989898. 18.50 989898. 19.00 989898. 19.10 989898. 19.20 989898. 19.30 989898. 19.40 989898. 19.50 989898. 20.00 989898. 20.10 989898. 20.20 989898. 20.30 989898. 20.40 989898. 20.50 989898. 21.00 989898. 21.10 989898. 21.20 989898. 21.30 989898. 21.40 989898. 21.50 989898. 22.00 989898. 22.10 989898. 22.20 989898. 22.30 989898. 22.40 989898. 22.50 989898. 23.00 989898. 23.10 989898. 23.20 989898. 23.30 989898. 23.40 989898. 23.50 989898. 0.00 989898. 0.10 989898. 0.20 989898. 0.30 989898. 0.40 989898. 0.50 989898. 1.00 989898. 1.10 989898. 1.20 989898. 1.30 989898. 1.40 989898. 1.50 989898. 2.00 989898. 2.10 989898. 2.20 989898. 2.30 989898. 2.40 989898. 2.50 989898. 3.00 989898. 3.10 989898. 3.20 989898. 3.30 989898. 3.40 989898. 3.50 989898. 4.00 989898. 4.10 989898. 4.20 989898. 4.30 989898. 4.40 989898. 4.50 989898. 5.00 989898. 5.10 989898. 5.20 989898. 5.30 989898. 5.40 989898. 5.50 989898. 6.00 989898. 6.10 989898. 6.20 989898. 6.30 989898. 6.40 989898. 6.50 989898. 7.00 989898. 7.10 989898. 7.20 989898. 7.30 989898. 7.40 989898. 7.50 989898. 8.00 989898. 8.10 989898. 8.20 98



## De Jérusalem à Sarajevo

par Alain Rollat

**POURQUOI** une ville aussi sainte que Jérusalem, où Dieu est si sollicité qu'il se met en quatre pour répondre aux prières des juifs, des musulmans, des chrétiens et des autres, suscite-t-elle depuis trois mille ans, en dépit des efforts pédagogiques d'Abraham, de Jésus, de Mahomet et des kyrielles prophétiques, autant de confusions qu'une vulgaire Babel ? Est-ce la faute de Dieu ou celle des hommes ?

La question est aussi vieille que la sainte Trinité et, pour peu qu'on ne soit ni juif, ni musulman, ni chrétien ni autre - ce qui forme un postulat forcément minoritaire -, on devine que la clé du mystère se situe moins du côté de Dieu que de celui des habitants de cette contrée qui perpétuent, eux, la manie de couper en quatre les croyances comme les cheveux. Cette mauvaise habitude constitue le plus étrange des paradoxes de la part de tous ces monothéistes puisqu'elle engendre fatalement les intolérances religieuses nourricières de guerres. Mais ce n'est pas parce que cette question est aussi antique que le roi Hérode qu'elle n'a plus aucun intérêt. Et il faut savoir gré à Bernard Pivot d'avoir eu le culot de la poser en termes franchement iconoclastes, vendredi soir, au cours d'un « Bouillon de culture » transporté sur le mont des Oliviers.

« Pourquoi verse-t-on ici autant de sang ? Pourquoi le message de Dieu à Abraham s'est-il transformé en message de haine ? Pourquoi les portes de Jérusalem ne sont-elles pas devant nous ou-

vertes ? Pourquoi les chrétiens y sont-ils eux-mêmes aussi divisés ? Pourquoi honore-t-on ou Saint-Sépulchre l'épée de Godefroi de Bouillon, qui fut le plus sanguinaire de tous les croisés ? » Très inspiré par les lieux, ce cher Bernard apostrophait à la fin par dévotion le fond de sa pensée : « N'y a-t-il pas ici trop de dieux et pas assez d'hommes de bonne volonté ? »

Curieusement, aucun de ses invités n'a combattu l'expression de son doute. Le lettré palestinien et musulman interdit de séjour à Jérusalem, présent en tant qu'immigré clandestin de l'intérieur, a surtout insisté sur les injustices faites à son peuple en mettant en cause le sectarisme de certains juifs ; le rabbin israélien français qui lui a répondu a évoqué la tentation « révisionniste » de certains Palestiniens ; selon le frère dominicain qui prêchait l'arbitrage, la difficulté de s'accorder tient à la complexité de l'héritage à partager. Etc.

Tout le monde a ainsi fait de très belles phrases sur la nécessité d'apprendre enfin, sur « ce chantier de Dieu », « à se rencontrer au lieu de se côtoyer ». La remarque la plus judicieuse est sans doute venue du prêtre palestinien et chrétien, qui a, sans le vouloir, lancé soudain dans le débat une opportune passerelle entre Jérusalem et Sarajevo en reconnaissant humblement que « le sang continuera de couler », en Judée comme en Bosnie, tant que les croyants de tous bords n'apprendront pas à « réconcilier leurs mémoires ». C'est certain : si le Messie revenait aujourd'hui il porterait un casque bleu.

## SOMMAIRE

### INTERNATIONAL

Bosnie : les Serbes de Pale souffrent le chaud et le froid 2  
Europe/Etats-Unis : M. Christopher propose une intégration économique 3  
Chine : le sixième anniversaire de Tiananmen 4  
Iran : des milliers d'opposants ont été exécutés depuis 1979 5

### FRANCE

Municipales : l'enjeu du Sénat pour le Front national 6  
Corrèze : la visite du président Chirac 7

### SOCIÉTÉ

Ecole : le congrès de l'Unapet à Strasbourg 8  
Justice : quatre mises en examen dans l'affaire du pot-de-vin pour un logement à Paris 8  
Faits divers : le meurtre méthodique de la famille Bébian à Saint-André-le-Château 9

### HORIZONS

Histoire : la Hongrie dépeçée au Trianon 10

Débats : un entretien avec Edward Luttwak 11  
Editoriaux : L'après-Tiananmen ; La Courrier : l'avis du médiateur ; les lettres de nos lecteurs 12

### ENTREPRISES

Aéronautique : la DASA veut renforcer les coopérations européennes 13

### AUJOURD'HUI

Tennis : la « casa Sanchez » 16

### CULTURE

Design : la mise en vente d'archives personnelles de Raymond Loewy, à Houdan 18  
Ballet : Jerome Robbins reprend West Side Story à New York 19

### SERVICES

Cartes 9  
Abonnements 17  
Agenda 17  
Finances et marchés 14-15  
Météorologie 17  
Guide culturel 20  
Radio-Télévision 21

## DANS LE PROCHAIN NUMÉRO

**LES PIÈGES DE L'EMPLOI PRÉCAIRE** : A Valence comme ailleurs, les employeurs ont tendance à pratiquer l'« empiilage » de toutes les formes d'emploi précaire. Certains s'efforcent de limiter cet usage pour éviter une explosion sociale.

Tirage du Monde daté samedi 3 juin 1995 : 497 616 exemplaires

■ **ÉGYPTE** : neuf civils ont été tués et au moins trois autres ont été blessés samedi dans la région de Minya, en haute Égypte, dans un attentat commis par cinq militants de l'organisation intégriste armée de la Jamma Islamiya, a-t-on appris de source policière. Les cinq intégristes armés ont ouvert le feu sur des civils qui étaient rassemblés devant une mosquée du village de Tandah, proche de Malaoui, à 300 kilomètres au sud du Caire. - (AFP)

■ **ZIMBABWE** : plus de la moitié des 10 millions d'habitants du Zimbabwe sont menacés de famine en raison des maigres récoltes dues à des précipitations très en dessous de la moyenne. L'une des régions les plus touchées est le Matabeland, zone aride de l'ouest du pays. - (AFP)

■ **GRÈVE** : l'Opéra de Paris a dû annuler les représentations des samedi 3 et lundi 5 juin à l'Opéra-Bastille, à la suite du piquet de grève maintenu par les syndicats CGT et FSU des personnels techniques, qui réclament des augmentations de salaires. Cela porte à six le nombre des représentations supprimées ces dernières semaines par l'Opéra de Paris. - (AFP)

■ **CANAL PLUS** : Antoine de Caunes amènera d'ambuer « Nulle part ailleurs » le 30 juin. En compagnie de Philippe Gilas, qui a créé l'émission en 1987 avec les Nuls, Antoine de Caunes présentait depuis 1988 la seconde partie de cette émission quotidienne diffusée en clair à partir de 19 h 30. L'animateur, qui produisait aussi l'émission, a décidé de prendre une année sabbatique pour se consacrer à l'écriture et au cinéma.

## Les peintures de la grotte Chauvet datent de 30 000 ans avant notre ère

Elles sont les plus anciennes au monde découvertes à ce jour

**HOMO SAPIENS** savait dessiner bien plus tôt qu'on ne le pensait. L'analyse des peintures rupestres de la grotte Chauvet, à Vallon-Pont-d'Arc (Ardèche), montre qu'elles datent d'environ 30 000 ans avant notre ère. Les voilà promues au rang de « plus anciennes peintures à ce jour », selon un communiqué du ministère de la culture publié le 2 juin.

Les datations réalisées « bouleversent les notions admises jusqu'à présent sur l'apparition de l'art et son développement et sont la preuve qu'Homo sapiens a acquis très tôt la maîtrise du dessin », note le ministère. En effet, le site orné de peintures rupestres le plus ancien était jusqu'à présent celui de la grotte Cosquer, découverte dans une caverne sous-marine près de Marseille et dont le fameux dessin d'une main en négatif a été daté de 27 000 ans avant notre ère. Les 15 000 ans des célèbres sites d'Altamira, en Espagne, et de Lascaux, en France, sont donc largement dépassés.

Pour déterminer l'âge des trois cents animaux peints sur les murs de la grotte de Pont-d'Arc, douze analyses au carbone 14 ont été réalisées sur huit échantillons par le Centre de faible radioactivité de

Gif-sur-Yvette (CNRS-CEA), le Centre de datation par le radiocarbone de Lyon (CNRS-Université Lyon-I) et le Research Laboratory for Archaeology and History of Art d'Oxford, en Grande-Bretagne. L'âge des prélèvements sur les peintures représentant un rhinocéros et un bison, est compris entre 30 340 ans (plus ou moins 570 ans) et 32 410 ans (plus ou moins 720 ans) avant notre ère. Les échantillons de mouchage des torches sont plus récents. Ils datent de 25 700 ans (plus ou moins 850 ans) avant notre ère. Ceux qui proviennent du sol sont estimés à 22 800 ans (plus ou moins 400 ans).

### HYÈNES, HIBOUX ET PANTHÈRES

Découverte le soir de Noël 1994 par trois spéléologues amateurs, Jean-Marie Chauvet, Eliette Deschamps et Christian Hillaire, la Grotte d'Arc a été déjà été authentifiée par Jean Clottes, le conservateur général du patrimoine en charge des grottes ornées au ministère de la culture (*Le Monde* du 25 janvier 1995). La datation au carbone 14 vient confirmer les conclusions de son enquête réalisée à partir de l'observation minutieuse des peintures. La grotte contient des

animaux que l'on n'avait jamais observés dans l'art préhistorique tels qu'hyènes, hiboux ou panthères. L'analyse des styles associés à la connaissance de l'âge des peintures permettrait de modifier les théories établies par le préhistorien André Leroi-Gourhan pour interpréter la signification des scènes primitives représentées.

Les résultats de la datation donneront un relief particulier à l'exposition qui s'ouvre à Vallon-Pont-d'Arc sur la grotte qui porte le nom de l'un de ses découvreurs, Jean-Marie Chauvet, agent de surveillance au service régional de l'archéologie. La manifestation porte également sur l'art préhistorique en Europe et dans les gorges de l'Ardèche au paléolithique supérieur (entre 30 000 et 10 000 ans avant notre ère). Une salle y est consacrée à la vie quotidienne des hommes de Cro-Magnon. La grotte Chauvet a déjà enchanté tous les amateurs d'archéologie par l'étonnante qualité artistique de ses peintures. Grâce à son nouveau titre de gloire, elle accède à une plus grande célébrité. Jusqu'à ce qu'un site encore plus ancien vienne la détrôner.

M. A.

## La « défaillance » de l'évêque de Bâle

**PERSONNE** ne tarissait d'éloges, en Suisse, au sujet de Mgr Hans Jörg Vogel. A quarante-trois ans, le 14 janvier 1994, il était élu par les dix-huit chanoines du chapitre de la cathédrale pour devenir évêque de Bâle, selon un privilège local rarissime dans l'Eglise catholique. Le choix avait été aussitôt confirmé par le pape. En un an, le tout jeune évêque avait su se faire apprécier de son clergé, des laïcs engagés et de ses confrères qui le propulsaient vice-président de la conférence des évêques. Diplômé de la prestigieuse Université grégorienne à Rome, sa réputation d'homme ouvert et courageux avait franchi les frontières de son canton depuis que, curé à Berne, il avait ouvert les portes des églises aux Albanais réfugiés du Kosovo.

La façon dont il a offert, vendredi 2 juin, sa démission - immédiatement acceptée par le Vatican - ne ternira certainement pas cette image. Au contraire, il a rendu publique une lettre au pape et à son diocèse expliquant dignement, simplement, qu'« à la suite d'une difficulté affective de plus en plus lourde à porter », il avait trouvé « appui » auprès d'une femme qu'il connaissait de longue date. « De cette relation est née une grossesse », avoue-t-il. « Je me vois contraint de constater qu'il ne m'est plus possible d'exercer mon ministère dans la clarté. » N'ignorant pas que cette affaire allait relancer la controverse sur le célibat du clergé, il remercie même, avec élégance, « tous ceux qui vivent leur célibat dans la fermeté et la fidélité ».

Cette confession publique d'une si humaine défaillance tranche avec l'atmosphère de secret, les silences pieux et les tentatives d'étouffement auxquels donnent lieu le plus souvent les affaires de mœurs dans l'Eglise. Elle a été plutôt bien accueillie en Suisse, alors qu'une polémique avait éclaté en Irlande, en 1992, quand la presse révéla une liaison, dont naquit aussi un enfant, entre Mgr Casey, évêque de Galway, et une femme vivant aux Etats-

Unis. L'année suivante, la presse avait également contrainst à la démission Mgr Sanchez, archevêque de Santa Fe, au Nouveau-Mexique (Etats-Unis).

La coincidence veut que cet évêque de Bâle ait dû accepter, il y a quelques mois, la démission de l'un de ses prêtres, à Baden, qui avait choisi de se marier. Mgr Vogel s'était rendu sur place pour calmer les esprits et résister à la campagne alors lancée contre le célibat sacerdotal. A plusieurs reprises, toutefois, il s'était prononcé en faveur de l'ordination d'hommes mariés, les « *virii probati* » comme dit la langue de l'Eglise.

Les circonstances de sa démission vont renforcer le camp des catholiques conservateurs dont la figure emblématique, en Suisse, précisément, est Mgr Haas, jeune évêque lui aussi (quarante-six ans) de Coire-Zürich, parachuté par le Vatican en 1988, marginalisé dans son diocèse, mais que Rome s'obstine à garder en fonctions. Elles risquent de remettre en cause les privilèges locaux dans la nomination des évêques. Trois sièges en Suisse sont à pourvoir, à Lugano, à Genève-Lausanne, à Bâle, et certains craignent déjà que le Vatican ne veuille imposer des évêques psychologiquement plus sôrs.

Cette démission rallume surtout les questions sur la rigueur d'une règle qui ne laissait d'autre choix à l'évêque de Bâle que de quitter son ministère. Déjà des groupes contestataires et féministes, en Suisse, souhaitent - sans illusion - que Mgr Vogel soit rétabli dans ses fonctions, conformément à la tradition des premières communautés chrétiennes dont l'évêque pouvait être marié et père de famille. Mais l'ancien évêque de Bâle s'est réfugié dans une communauté religieuse à l'étranger. Méditant, sans doute, le sujet d'une thèse qu'il avait soutenue à l'université de Frankfurt sur « la pénitence comme total renouveau ».

Henri Tincq

## La mort de Jacqueline Thome-Patenôtre, ancien maire de Rambouillet

**GRANDE FIGURE** du radicalisme, maire de Rambouillet (Yvelines) pendant 36 ans, Jacqueline Thome-Patenôtre s'est éteinte vendredi 2 juin à Paris, à l'âge de 89 ans. Elle s'était retirée de la vie politique locale en 1983, renonçant à briguer un nouveau mandat aux élections municipales, mais avait conservé un mandat européen jusqu'en 1989. Tout au long de sa carrière politique, commencée dans l'entre-deux-guerres, aux côtés de son mari, elle fut une fervente avocate de la construction européenne et défendit la cause des femmes et de la famille.

Chez les Thome, une famille de la droite bourgeoise, comme chez les Patenôtre, nom de son mari qu'elle épousa à 17 ans, dont elle eut deux enfants, puis dont elle divorça, la politique était dans les gènes. Née le 3 février 1906 à Paris, fille d'un député tué à Verdun en 1916, femme d'un député et ministre sous la IV<sup>e</sup> République, elle fut elle-même éphémère sous-secrétaire d'Etat à la Reconstruction et au Logement dans le cabinet

Bourgeois-Maumoury, de juin à novembre 1957. A plusieurs reprises, « J. T.-P. » fut aussi vice-présidente de l'Assemblée nationale.

Militante de la cause européenne depuis toujours, elle a signé dans *Le Monde* du 13 juin 1989 une dernière tribune appelant à un « consensus pour l'Europe ». De 1984 à 1989, cette ancienne vice-présidente du Mouvement européen international fut députée européenne, élue sur la liste de l'Union de la droite RPR-UDF conduite par Simone Veil. En tant que doyenne d'âge, elle avait prononcé le discours inaugural à Strasbourg.

Dans ses activités de parlementaire, Jacqueline Thome-Patenôtre s'est aussi fait connaître par sa défense des animaux domestiques, aidant à faire passer une loi en 1971 sur la protection sanitaire des chiens et des chats vendus dans des magasins spécialisés. Elle fut entre 1970 et 1984 présidente de la Société protectrice des animaux (SPA).

A. B.-M.

## Bob Dole dénonce la « dépravation » de Hollywood

### WASHINGTON

de notre correspondante

Le sénateur Bob Dole, le mieux placé pour l'instant des candidats à l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle de 1996, a entrepris de faire vibrer la corde familiale et conservatrice de l'électorat américain, dans une virulente attaque contre la « dépravation » de Hollywood.

« Notre culture populaire menace de miner notre caractère national », s'est-il exilé cette semaine devant six cents personnes au cœur même de l'industrie sacrilège, à Century City. Bob Dole, soixante et onze ans, héros de la deuxième guerre mondiale, dénonce l'apologie d'une « violence insensée » et d'un « sexe sans amour ». « On a dépassé la limite, dit-il, pas seulement celle du goût, mais aussi celle de la décence et de la dignité humaine. On ne dépasse chaque fois que l'on donne à la violence sexuelle un côté branché. Quand le suicide adolescent est présenté comme quelque chose d'attrayant. Quand les usines à rêve de Hollywood tournent au cauchemar de la dépravation. »

Pour le chef de la majorité républicaine au Sénat, il y a les bons films et les mauvais. Les bons, les « films familiaux », sont *Le Roi Lion*, les *Flinstones*, *Forrest Gump* et *True Lies*. Les mauvais, ce sont *Natural Born Killers* ou *True Romance*. A Hollywood, certains dénoncent déjà « un nouveau McCarthyisme », d'autres relèvent que si Bob Dole cite *True Lies* - pas exactement un film pour classes maternelles - en exemple, c'est parce que le rôle principal y est tenu par Arnold Schwarzenegger, supporter du Parti républicain. Mais surtout, on s'étonne d'un tel plaidoyer de la part d'un homme politique opposé au contrôle des armes à feu : « Si M. Dole veut sérieusement réduire la violence, résume le *New York Times*, il devrait commencer par essayer d'éliminer les armes à feu des rues des villes américaines. »

Sylvie Kauffmann

■ **ESPACE** : le lancement de la navette spatiale Discovery, prévu pour le 8 juin, est reporté au 10 août, selon l'agence Reuters. Des papiers sont responsables de ce retard de deux mois (*Le Monde* du 2 juin 1995). A coups de bec, ceux-ci ont transformé l'isolation en mousse du réservoir externe de la navette en gruyère. Pas moins de 135 trous de 5 à 10 centimètres de diamètre ont été dénombrés. Certains atteignent la surface en métal du réservoir. De quoi rendre inefficace l'isolation qui évite la formation de glace lors du remplissage du réservoir sous très basse température.

## LE MONDE diplomatique

Juin 1995

- **PROCHE-ORIENT** : Islamistes palestiniens, la nouvelle génération, par Wendy Kristiansen Levitt. - Le gouvernement israélien prisonnier de ses contradictions, par Amnon Kapeliovsk. - Jérusalem dans l'eau de la colonisation, par Isabelle Avram.
- **BOSNIE** : Dans la nasse de Sarajevo, par François Maspéro.
- **EUROPE** : La cohésion sociale sacrifiée à la monnaie unique, par Bernard Cassen.
- **AMÉRIQUE LATINE** : Les embûches du nouvel ordre régional, par Janette Habel.
- **LA CRISE DE LA PÊCHE** : Une guerre mondiale ignorée, par André Lissard. - A Terre-Neuve, la fin d'un mode de vie, par Philippe Bovet. - A Concarneau, les derniers arbus, par Jean-Claude Le Berre.
- **HISTOIRE** : Victoire sur le nazisme, controverses et débats en Allemagne, par Brigitte Fitzold.
- **IDÉES** : Crise de sens, crise de valeurs, le théorème de la mélancolie, par Max Dorra.
- **INTERNET** : Un média pour le XXI<sup>e</sup> siècle, par Philippe Quéau. - L'odyssée des pirates dans la jungle des réseaux, par Yves Eudes.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F